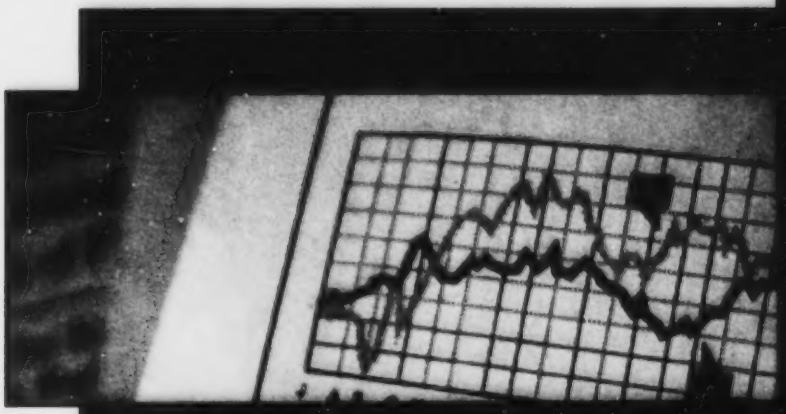
Statistiques correctionnelles du Québec



1996 • 1997

Québec

Ministère de la Sécurité publique

100-05497/

Statistiques correctionnelles du Québec 1996-1997

Ministère de la sécurité publique

Direction générale des services correctionnels

Coordination : Robert Langlois, Direction de l'administration et des programmes

Analyse, réalisation et montage : Bianca Demers, Direction de l'administration et des programmes

Collaboration aux données :

Jean-Guy Bédard	Direction régionale de l'Estrie
Diane Belisle	Secteur Ouest du Québec
Pierre Bérubé	Direction de l'informatique et des systèmes
Pierre Brodeur	Direction de l'administration et des programmes
René Cléroux	Secteur Ouest du Québec
Pierre Couture	Secteur de Montréal
Michel Falardeau	Direction régionale de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec
Jacynthe Fortin	Direction de l'administration et des programmes
Gilles Harvey	Direction de l'informatique et des systèmes
Jean-François Longtin	Secteur Ouest du Québec
Liliane Larabie	Secteur de Montréal
André Marois	Secteur Est du Québec
Gilles Morissette	Direction de l'administration et des programmes
Georges Pichette	Direction de l'administration et des programmes
Jean-Claude Roy	Direction de l'administration et des programmes
Linda Roy	Direction régionale de l'Estrie
Nicole Soucy	Direction de l'administration et des programmes
Chantale Tremblay	Secteur Est du Québec
André Trottier	Direction de l'administration et des programmes
Hélène Voyer	Direction de l'administration et des programmes

Sous la direction de
Michel Roberge, directeur
Direction de l'administration et des programmes
Direction générale des services correctionnels
Ministère de la Sécurité publique

Pour obtenir une copie du présent rapport s'adresser à :
Direction de l'administration et des programmes
2525, boul. Laurier, tour du Saint-Laurent, 10e étage
Sainte-Foy (Québec) G1V 2L2

Dépôt légal - 1999
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN 2-550-35357-9
ISSN 0714-4555

Préambule

Vous découvrirez dans les pages suivantes les statistiques officielles de la Direction générale des services correctionnels (DGSC) pour 1996-1997. Ce rapport présente les données du 1er avril 1996 au 31 mars 1997.

Le rapport « Statistiques correctionnelles du Québec 1996-1997 » comprend sensiblement les mêmes renseignements que les éditions antérieures, avec, dans les premières pages de chacune des sections, une analyse des tableaux et graphiques correspondants. La structure des chapitres est restée la même. Les statistiques régionales sont basées sur la nouvelle structure administrative, c'est-à-dire les trois secteurs et les douze directions régionales.

L'ajout de nouveaux graphiques et de nouveaux tableaux facilite l'interprétation des statistiques et permet également de présenter un rapport enrichi et davantage intégré. Les changements dans la production de ce rapport, comportant des améliorations dans la structure et la présentation des données, permettront de trouver des bénéfices.

Table des matières

PRÉAMBULE 3

TABLE DES MATIÈRES 4

CHAPITRE 1 5

LE CADRE GÉNÉRAL 5

1.1 - Le contexte démographique 6
1.2 - Le contexte économique 10
1.3 - Le contexte criminel 14

CHAPITRE 2 19

LES PERSONNES CONTREVENANTES 19

2.1 – Les caractéristiques sociales des personnes contrevenantes 20
2.2 – Les caractéristiques criminelles des personnes contrevenantes 23

CHAPITRE 3 27

LA DÉTENTION 27

3.1 – La capacité des établissements de détention 28
3.2 – Les admissions 33
3.3 – Les libérations 47
3.4 – Les personnes inscrites et présentes 51
3.5 – Les personnes condamnées 59
3.6 – Les séjours 63
3.7 – Les comparutions et les transferts 68
3.8 – Les absences temporaires 75

CHAPITRE 4 81

LA PROBATION 81

4.1 – Les activités d'évaluation 82
4.2 – Les activités d'intervention 85

CHAPITRE 5 93

LES RESSOURCES COMMUNAUTAIRES 93

5.1 – Les ressources spécialisées 94
5.2 – Les ressources d'hébergement communautaires 94

CHAPITRE 6 99

LES RESSOURCES HUMAINES ET FINANCIÈRES 99

6.1 – Les ressources humaines 100
6.2 – Les ressources financières 104

LEXIQUE 107

Chapitre 1

Le cadre général

Toute organisation a avantage à connaître et à comprendre l'environnement dans lequel elle évolue. Ce chapitre a pour but de fournir des statistiques générales sur cet environnement selon trois aspects qui influent sur la société et sur la Direction générale des services correctionnels (DGSC) en particulier soit : la démographie, l'économie et la criminalité. Chacun de ces domaines, à sa façon et dans une proportion qui lui est propre, a un effet sur la demande de services adressée à la DGSC.

1.1 - Le contexte démographique

Le Canada
Selon les estimations présentées au tableau 1.1.1, la population canadienne augmente. Elle est passée de 28,54 millions en 1992 à 29,96 millions en 1996, soit une augmentation de 5,0 %. De toutes les provinces, c'est en Colombie-Britannique que l'augmentation a été la plus importante, la population totale passant de 3,48 millions à 3,86 millions, soit une augmentation de 10,9 %. Pour la même période, seule Terre-Neuve a connu une baisse de sa population (-2,2 %).

Le Québec
Pour sa part, le Québec connaît une faible augmentation, mais relativement constante. En 1992, selon les estimations de *Statistique Canada*, la population totale du Québec était de 7,2 millions de personnes ; en 1996, elle atteignait 7,4 millions, soit une augmentation de 3,2 % en cinq ans. Cette augmentation place le Québec en dessous de l'augmentation canadienne qui se situe à 5,0 %. En fait, le Québec se classe au 5^{e} rang des provinces ayant la plus forte augmentation de population derrière la Colombie-Britannique (10,9 %), l'Ontario (5,7 %), l'Alberta (5,4 %) et l'Île-du-Prince-Édouard (4,3 %).

En ce qui concerne plus particulièrement le Québec, les données fournies par le Bureau de la statistique du Québec font ressortir certains phénomènes. Une tendance observable dans le monde industrialisé, et que connaît aussi le Québec, est que la population adulte (18 ans ou plus) augmente, alors que la population de moins de 18 ans diminue (tableau 1.1.2).

Vieillissement de la population
Cette situation entraîne un vieillissement de la population et, par conséquent, donnera lieu à moyen terme à une diminution de l'importance relative du groupe des jeunes adultes. Cette constatation est capitale puisque le groupe des 18 à 35 ans constitue la majorité de la clientèle correctionnelle. Les baisses démographiques du groupe des 18 à 35 ans sont relativement faibles pour les années antérieures à 1993. Par contre, elles s'accentuent par la suite, ce qui, combiné avec l'augmentation de la population adulte, réduit l'importance relative de ce groupe dans la population. Par conséquent, le mouvement qui est amorcé fera, à plus ou moins long terme, diminuer le bassin de la clientèle traditionnelle de la DGSC.

Plus de femmes
Le tableau 1.1.2 révèle une autre tendance qui semble, elle aussi, s'accentuer. Actuellement, dans plusieurs sociétés, la proportion de femmes est supérieure à celle des hommes. Au Québec, cette différence qui était d'environ 86 000 en 1987 s'établit à plus de 100 000 en 1996. Cette tendance peut aussi avoir comme conséquence de faire diminuer l'importance relative dans la population totale du Québec de la composante majeure de la clientèle de la DGSC : les hommes.

Les régions correctionnelles
À l'intérieur du Québec, l'évolution de la population varie d'une région du réseau correctionnel à une autre et d'un secteur à un autre. Pour la période de 1992 à 1996 (tableau 1.1.3), le secteur de l'Ouest a connu la plus forte augmentation de sa population soit 6,5 %, le secteur de l'Est se situe au deuxième rang, avec une augmentation de 3,9 %, et finalement le secteur de Montréal a la plus faible augmentation soit 1,3 %.

Tableau 1.1.1

Estimation de l'évolution de la population totale du Canada selon la province (en milliers)

	1992	1993	1994	1995	1996
Terre-Neuve	583,4	584,2	581,3	576,7	570,7
Île-du-Prince-Édouard	131,7	133,2	134,6	135,6	137,3
Nouvelle-Écosse	924,6	930,4	933,8	937,8	942,8
Nouveau-Brunswick	753,0	755,5	757,7	760,2	762,5
Québec	7 162,2	7 238,5	7 288,8	7 343,3	7 389,2
Ontario	10 646,4	10 815,5	10 937,1	11 097,4	11 252,4
Manitoba	1 117,6	1 124,1	1 129,4	1 136,8	1 143,5
Saskatchewan	1 008,0	1 010,9	1 012,2	1 016,6	1 022,5
Alberta	2 646,7	2 685,9	2 715,6	2 752,1	2 789,6
Colombie-Britannique	3 476,9	3 574,6	3 670,8	3 762,9	3 855,1
Yukon	30,3	30,4	29,6	30,3	31,4
Territoires du Nord-Ouest	62,6	63,7	64,8	65,9	66,5
Canada	28 542,4	28 946,9	29 255,7	29 615,6	29 963,5

Source : Statistique Canada, Direction de la statistique démographique et du recensement, Division de la démographie (estimations intercensitaires de 1992 et 1993, estimations postcensitaires mises à jour de 1994 et 1995, et estimations postcensitaires provisoires de 1996).

Évolution de la population au Canada entre 1971 et 1996 (millions)

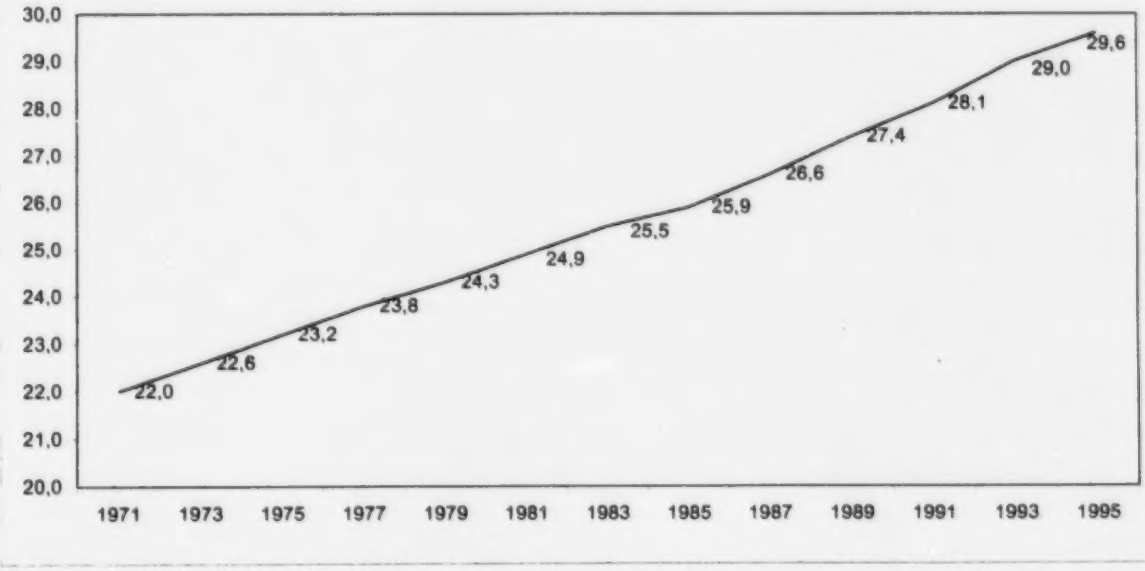


Tableau 1.1.2

Estimation de la population du Québec par année, selon l'âge et selon le sexe

	0 à 17 ans	18 ans et plus	Femmes	Hommes	Total
1987	1 650 737	5 150 651	3 443 681	3 357 707	6 801 388
1988	1 642 960	5 204 220	3 468 040	3 379 140	6 847 180
1989	1 639 482	5 257 211	3 494 106	3 402 587	6 896 693
1990	1 636 675	5 310 230	3 520 357	3 426 548	6 946 905
1991	1 681 128	5 399 980	3 591 253	3 489 855	7 081 108
1992	1 691 483	5 461 112	3 627 105	3 525 490	7 152 595
1993	1 697 742	5 514 820	3 657 256	3 555 306	7 212 562
1994	1 701 057	5 574 728	3 688 865	3 586 920	7 275 785
1995	1 697 751	5 639 327	3 719 473	3 617 605	7 337 078
1996	1 693 487	5 702 658	3 748 890	3 647 255	7 396 145
1997	1 688 141	5 765 120	3 777 263	3 675 998	7 453 261
2001	1 658 502	6 005 058	3 881 073	3 782 487	7 663 560
2006	1 624 665	6 272 758	3 995 256	3 902 167	7 897 423
2011	1 583 420	6 523 329	4 096 779	4 009 970	8 106 749

Source : Bureau de la statistique du Québec, PERSPECTIVES DÉMOGRAPHIQUES DU QUÉBEC ET DE SES RÉGIONS 1991-2041, Scénario A (basé sur le recensement de 1991).

Tableau 1.1.3

Répartition des données démographiques du Québec[1], selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	1992	1993	1994	1995	1996
Région Estrie et Centre-du-Québec	466 675	466 675	487 567	487 567	487 567
Région Outaouais	284 129	284 105	306 210	306 210	306 147
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	188 288	188 305	191 931	192 002	192 050
Région Laval/ Lanaudière/ Laurentides	1 030 943	1 030 967	1 121 123	1 121 916	1 121 979
Région Montérégie	1 088 859	1 088 859	1 148 646	1 148 646	1 148 647
Total secteur Ouest du Québec	**3 058 894**	**3 058 911**	**3 255 477**	**3 256 341**	**3 256 390**
Région et secteur de Montréal	**1 775 871**	**1 775 871**	**1 799 254**	**1 799 254**	**1 799 254**
Région Bas-Saint-Laurent	205 137	205 139	211 146	211 146	211 146
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	286 159	286 159	294 337	294 337	294 337
Région Québec et Chaudière-Appalaches	984 754	984 807	1 029 973	1 029 917	1 029 917
Région Mauricie et Centre-du-Québec	386 549	386 549	402 679	402 679	402 678
Région Côte-Nord	103 224	103 224	106 458	106 674	106 626
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	105 968	105 968	108 536	108 536	108 536
Total secteur Est du Québec	**2 071 791**	**2 071 846**	**2 153 129**	**2 153 289**	**2 153 240**
Total réseau correctionnel du Québec	**6 906 556**	**6 906 628**	**7 207 860**	**7 208 884**	**7 208 884**

1. Ces données démographiques sont issues des décrets officiels annuels du gouvernement du Québec. Nous avons toutefois transféré le nombre d'habitants des MRC de Drummond (région adm. Mauricie-Bois-Francs), de Brome-Missisquoi et de Haute-Yamaska (région adm. de la Montérégie) à la région correctionnelle de l'Estrie, à cause de la délimitation territoriale de cette dernière.

1.2 - Le contexte économique

La clientèle de la DGSC se compose, en particulier, de personnes ayant des emplois précaires et des revenus sous le seuil de la pauvreté ; plusieurs vivent des prestations de l'assurance emploi ou de l'aide sociale. Par conséquent, la DGSC est nécessairement tributaire du contexte économique du Québec; elle doit donc en tenir compte si elle veut offrir à sa clientèle des services adéquats.

L'indice des prix à la consommation au Canada en constante augmentation

Une récession est un recul de la prospérité économique d'une société. Comme la majorité des sociétés souhaitent éviter ce genre de dégradation, elles prennent des mesures pour essayer d'en diminuer l'ampleur ou d'en réduire les conséquences. Si, lors d'une période de récession, les autorités d'un pays réussissent à contenir l'inflation, la dégradation du pouvoir d'achat sera, à tout le moins, atténuée par une certaine stabilité des prix. Ainsi, les consommatrices et les consommateurs seront moins affectés par la situation.

Le tableau 1.2.1 montre que l'indice des prix à la consommation, qui sert de base au calcul du taux d'inflation, est demeuré relativement stable au cours des dernières années au Québec. Cet indice a connu une légère diminution en 1994 (-1.4%) et ensuite une augmentation qui semble s'être maintenue (1,8%).

Le travail manque chez les 15 à 24 ans

La population active (population occupée ou qui cherche activement un emploi) a augmenté de 663 000 personnes au Canada dans l'intervalle de 1992 à 1996 pour s'établir à 15,2 millions. En ce qui concerne les personnes occupées, les perdants de ces dernières années sont les jeunes de 15 à 24 ans. Des 2,11 millions qui étaient occupés en 1992, ils ne sont que 2,04 millions en 1996. Le nombre de personnes au chômage (personnes qui cherchent activement un emploi) diminue pour ensuite augmenter en 1996 de 3,3 %, passant de 1,42 million à 1,47 million. Chez les 25 ans ou plus, après avoir atteint un sommet en 1993 de 1,21 million, le nombre de chômeurs est passé successivement à 1,13 million en 1994, à 1,04 million en 1995 pour ensuite atteindre 1,08 million en 1996. Chez les 15 à 24 ans, le sommet a été atteint en 1992 avec 0,46 million, pour descendre en 1995 à 0,38 million et connaître une légère augmentation de 2,4 % en 1996 par rapport à 1995.

Situation semblable pour les hommes et les femmes

Chez la population occupée, le nombre de femmes a augmenté de près de 6,7 % et chez les hommes, ce pourcentage a augmenté de 6,4 % en cinq ans. L'augmentation est constante dans les deux cas. Par contre, le nombre de femmes au chômage, a diminué de 4,0 % alors que chez les hommes la diminution est plus considérable, c'est-à-dire de 14,8 % en cours des cinq dernières années.

Le chômage a augmenté au Canada en 1996

Depuis 1993, le secteur de l'emploi s'améliore au Canada. Sauf pour Terre-Neuve qui a connu une légère hausse de son taux annuel de chômage en 1994 (0,3 %), toutes les provinces ont vu leur taux de chômage diminuer jusqu'en 1995. En 1996, le taux de chômage au Canada a connu une légère augmentation de 2,1 % passant de 9,5 % à 9,7 %.

Le Québec vient au 4^{e} rang pour le chômage au Canada

Le Québec a suivi le mouvement général au Canada et a vu son taux de chômage diminuer en 1994 et 1995 pour ensuite augmenter en 1996. Ce taux est passé de 12,2 % en 1994, à 11,3 % en 1995 et à 11,8 % en 1996 lui conférant ainsi, en 1996, le 4^{e} rang des taux les plus élevés au Canada, après Terre-Neuve, l'Île-du-Prince-Édouard et la Nouvelle-Écosse.

Tableau 1.2.1

Évolution de l'indice des prix à la consommation au Canada, selon les provinces et pour certaines villes (1992=100)

	1992	1993	1994	1995	1996
Province					
Terre-Neuve	100,0	101,7	102,9	104,4	106,0
Île-du-Prince-Édouard	100,0	101,9	101,7	103,3	105,2
Nouvelle-Écosse	100,0	101,2	102,3	103,8	105,6
Nouveau-Brunswick	100,0	101,3	101,8	103,4	104,9
Québec	100,0	101,4	100,0	101,8	103,4
Ontario	100,0	101,8	101,8	104,3	105,9
Manitoba	100,0	102,7	104,1	106,9	109,2
Saskatchewan	100,0	103,0	104,9	106,9	108,9
Alberta	100,0	101,2	102,6	105,0	107,3
Colombie-Britannique	100,0	103,5	105,5	107,9	108,9
Canada	**100,0**	**101,8**	**102,0**	**104,2**	**105,9**
Ville					
Montréal	100,0	101,4	99,9	101,7	103,4
Toronto	100,0	101,6	101,7	104,2	106,0
Vancouver	100,0	103,6	105,7	108,4	109,2

Source : Statistique Canada, L'OBSERVATEUR ÉCONOMIQUE CANADIEN supplément statistique historique 1997-1998.

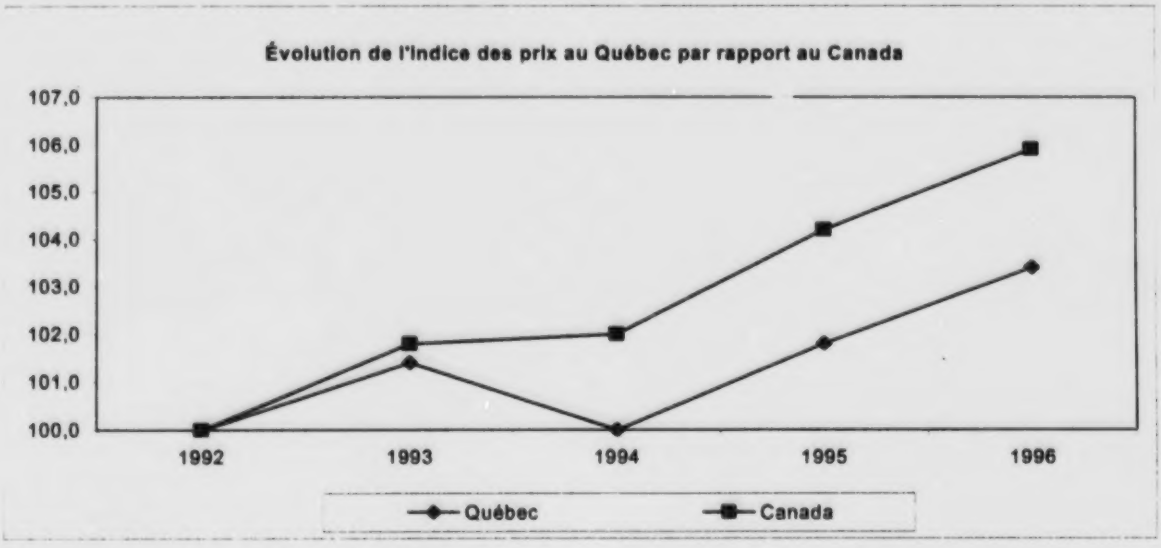


Tableau 1.2.2

Évolution de la population active, selon l'âge et le sexe au Canada (milliers de personnes)

		1992	1993	1994	1995	1996
Population occupée [1]		**12 842**	**13 015**	**13 292**	**13 506**	**13 676**
Âge	15 à 24 ans	2 107	2 061	2 074	2 072	2 040
	25 ans et plus	10 735	10 954	11 218	11 433	11 637
Sexe	Femmes	5 811	5 889	6 002	6 109	6 197
	Hommes	7 031	7 126	7 290	7 397	7 479
Personnes au chômage [1]		**1 640**	**1 649**	**1 541**	**1 422**	**1 469**
Âge	15 à 24 ans	455	442	411	382	391
	25 ans et plus	1 185	1 207	1 130	1 040	1 078
Sexe	Femmes	674	697	656	621	647
	Hommes	966	952	885	801	823
Population active [1]		**14 482**	**14 664**	**14 832**	**14 928**	**15 145**

1. Les totaux ayant été arrondis, la somme peut ne pas correspondre.

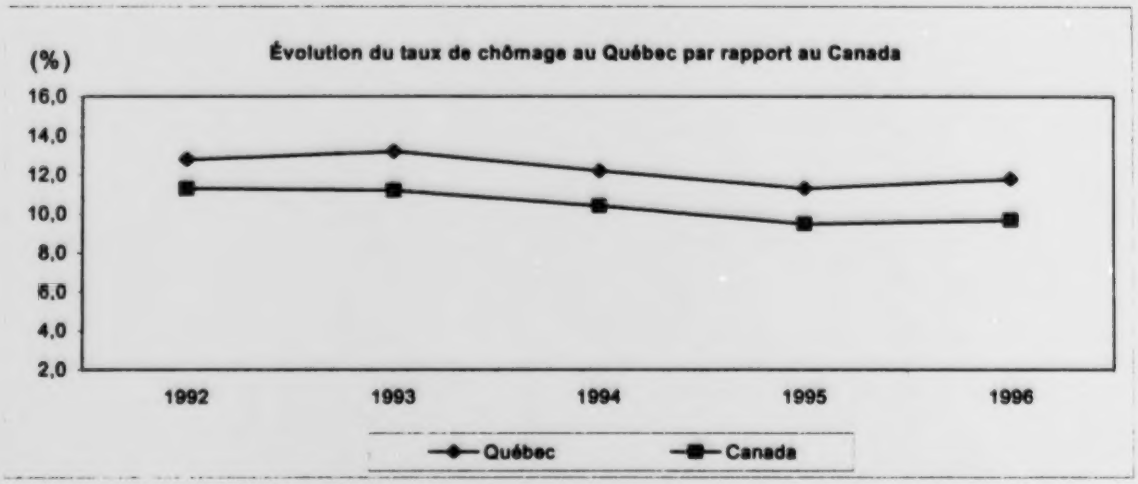
Source : Statistique Canada, L'OBSERVATEUR ÉCONOMIQUE CANADIEN supplément statistique historique 1997-1998.

Tableau 1.2.3

Évolution du taux de chômage au Canada selon les provinces (en %)

	1992	1993	1994	1995	1996
Terre-Neuve	20,2	20,1	20,4	18,3	19,4
Île-du-Prince-Édouard	17,9	18,1	17,2	14,7	14,5
Nouvelle-Écosse	13,1	14,6	13,3	12,1	12,6
Nouveau-Brunswick	12,8	12,5	12,5	11,5	11,7
Québec	12,8	13,2	12,2	11,3	11,8
Ontario	10,9	10,6	9,6	8,7	9,1
Manitoba	9,7	9,3	9,2	7,5	7,5
Saskatchewan	8,2	8,0	7,0	6,9	6,6
Alberta	9,5	9,7	8,6	7,8	7,0
Colombie-Britannique	10,5	9,7	9,4	9,0	8,9
Canada	**11,3**	**11,2**	**10,4**	**9,5**	**9,7**

Source : Statistique Canada, L'OBSERVATEUR ÉCONOMIQUE CANADIEN supplément statistique historique 1997-1998.



1.3 - Le contexte criminel

Le contexte particulier qui influe le plus sur le nombre de services que doit fournir la Direction générale des services correctionnels est sans doute le contexte criminel. Plus il y a d'infractions commises et résolues, plus la demande de services auprès de la DGSC risque d'être élevée. Dans une bonne partie des causes jugées pour des infractions au code criminel ou à certaines lois et certains règlements, la sentence prononcée entraîne une prestation de services de la DGSC.

Montréal est la région qui compte le plus d'infractions commises
À elle seule, cette région regroupe près de 37 % de l'ensemble des infractions commises au Code criminel au Québec en 1996 avec 185 549 infractions commises. Montréal est suivie par les régions de Laval/ Lanaudière/ Laurentides et par la Montérégie avec respectivement 72 761 et 71 428 infractions commises.

Taux d'infractions : Montréal au 1er rang
Les taux d'infractions déclarées par 1 000 habitants varient de façon importante d'une région du réseau correctionnel à l'autre (tableau 1.3.1). Une fois encore, la région de Montréal arrive au premier rang, avec 103,13 infractions déclarées par 1 000 habitants, suivie par la région de l'Outaouais avec 80,33 infractions déclarées par 1 000 habitants. La région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (29,36) affiche le taux le plus bas.

Près de 22 % des délits commis par les 12 à 17 ans sont réalisés dans la région de Montréal
Des 31 394 jeunes contrevenants présumés, 6 880, soit 21,9 % des cas, sont de la région de Montréal (tableau 1.3.2). Les régions de Laval/ Lanaudière /Laurentides et de la Montérégie suivent avec respectivement des pourcentages de 16,8 % (5 283) et 15,4 % (4 846). Les régions de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (1,1 %) et du Bas-Saint-Laurent (2,7 %) sont les régions qui affichent les pourcentages les plus bas. Quelque 57,2 % des jeunes contrevenants présumés sont reliés aux divers crimes contre la propriété.

Par ailleurs, lorsqu'on prend le nombre total de personnes contrevenantes (jeunes et adultes, tableaux 1.3.2 et 1.3.3), les proportions les plus élevées de jeunes identifiés en tant qu'auteurs présumés étaient enregistrées dans certaines régions périphériques, atteignant 44,1 % sur la Côte-Nord. À l'opposé, c'est dans la région de Montréal que cette proportion a été à son niveau le plus bas (19,9 %).

Le nombre de personnes adultes qui ont été identifiées comme des personnes contrevenantes : une baisse significative qui semble se stabiliser en 1996
Alors qu'en 1992 les services policiers municipaux et la Sûreté du Québec ont identifié 104 036 adultes comme des personnes contrevenantes, en 1995, des baisses successives ont réduit ce chiffre a 86 158, soit une baisse de 17,2 %. En 1996, le nombre est passé à 85 531, soit une petite diminution de moins de 1 %. Depuis dix ans, cette statistique a atteint son plus bas niveau. Il faut remonter en 1986, avec 86 614 personnes, pour trouver un chiffre comparable. Bien que de nombreuses variations, au cours des dernières années, aient affecté cette statistique et que la tendance à long terme ne se perçoit pas très bien, les statistiques démontrent une baisse significative du nombre de personnes contrevenantes.

Tableau 1.3.1

Diverses statistiques sur les infractions enregistrées (sauf circulation) au Québec selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel en 1996

	Nombre d'infractions		Pourcentage d'infractions solutionnées		Taux d'infractions déclarées par 1 000 habitants	
	Code criminel	Lois et règlements	Code criminel	Lois et règlements	Code criminel	Lois et règlements
Région Estrie et Centre-du-Québec[1]	28 297	1 453	33,2	85,0	58,04	2,98
Région Outaouais	24 594	1 250	40,9	93,8	80,33	4,08
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	10 312	914	45,2	61,9	53,69	4,76
Région Laval/ Lanaudière/ Laurentides	72 761	3 344	33,0	81,4	64,85	2,98
Région Montérégie[1]	71 428	3 029	32,0	83,0	62,18	2,64
Total secteur Ouest du Québec	**207 391**	**9 990**	**34,2**	**82,2**	**63,69**	**3,07**
Région et secteur de Montréal	**185 549**	**5 799**	**25,9**	**106,9**	**103,13**	**3,22**
Région Bas-Saint-Laurent	8 899	580	45,9	84,7	42,15	2,75
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	16 319	612	35,8	106,4	55,44	2,08
Région Québec et Chaudière-Appalaches	57 385	3 836	33,2	92,1	55,72	3,72
Région Mauricie et Centre-du-Québec[1]	21 869	1 662	35,4	92,0	54,31	4,13
Région Côte-Nord	6 542	519	45,7	89,2	61,35	4,87
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	3 187	416	53,5	82,5	29,36	3,83
Total secteur Est du Québec	**114 201**	**7 625**	**36,3**	**92,0**	**53,04**	**3,54**
Total réseau correctionnel du Québec	**507 141**	**23 414**	**31,7**	**91,5**	**70,35**	**3,25**

1. Étant donné que les MRC de Drummond, de Brome-Missisquoi et de Haute-Yamaska sont sous la responsabilité de la région correctionnelle de l'Estrie, nous y avons transféré 17 % des infractions enregistrées dans la région administrative de la Mauricie (qui comprend le Centre-du-Québec) et 10 % des infractions enregistrées dans région de la Montérégie, ce qui correspond aux pourcentages de la représentation démographique de ces MRC par rapport aux régions administratives dont elles font partie.

Source : Direction des affaires policières, ministère de la Sécurité publique, STATISTIQUES 1997 CODE CRIMINEL, AUTRES LOIS FÉDÉRALES, LOIS PROVINCIALES (sauf circulation).

Répartition régionale du total des infractions enregistrées en 1996

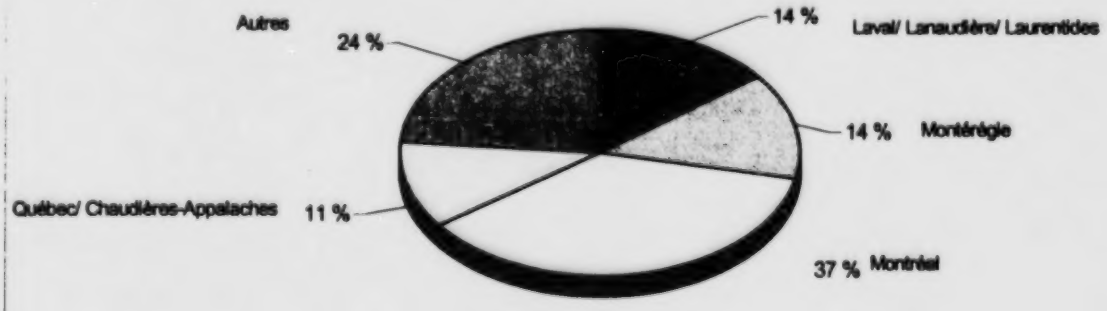


Tableau 1.3.2

Nombre de jeunes contrevenants[1] présumés (12 à 17 ans) au Québec, selon les catégories d'infractions au Code criminel (sauf conduite de véhicules) et selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel, en 1996

	Crimes contre la personne	Crimes contre la propriété	Autres crimes	Total
Région Estrie et Centre-du-Québec [2]	287	1 160	543	1 990
Région Outaouais	277	1 090	508	1 875
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	163	629	233	1 025
Région Laval/ Lanaudière/ Laurentides	743	3 225	1 315	5 283
Région Montérégie [2]	770	2 773	1 302	4 846
Total secteur Ouest du Québec	**2 241**	**8 877**	**3 901**	**15 019**
Région et secteur de Montréal	**1 912**	**3 089**	**1 879**	**6 880**
Région Bas-Saint-Laurent	106	527	217	850
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	186	967	280	1 433
Région Québec et Chaudières-Appalaches	528	2 479	993	4 000
Région Mauricie et Centre-du-Québec [2]	237	1 220	451	1 908
Région Côte-Nord	76	557	320	953
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	29	234	88	351
Total secteur Est du Québec	**1 162**	**5 984**	**2 349**	**9 495**
Total réseau correctionnel du Québec	**5 315**	**17 950**	**8 129**	**31 394**

1. Le nombre de jeunes contrevenants présumés comprend aussi les cas hors cour ; contrairement au dernier rapport.

2. Étant donné que les MRC de Drummond, de Brome-Missisquoi et de Haute-Yamaska sont sous la responsabilité de la région correctionnelle de l'Estrie, nous y avons transféré 17 % des contrevenants présumés de la région administrative de la Mauricie (qui comprend le Centre-du-Québec) et 10 % des contrevenants présumés de la région de la Montérégie, ce qui correspond aux pourcentages de la représentation démographique de ces MRC par rapport aux régions administratives dont elles font partie.

Source: Direction des affaires policières, ministère de la Sécurité publique, STATISTIQUES 1996 CODE CRIMINEL, AUTRES LOIS FÉDÉRALES, LOIS PROVINCIALES (sauf circulation).

Tableau 1.3.3

Évolution du nombre de personnes contrevenantes adultes au Code criminel (sauf infractions à la circulation), selon la région (corps policiers municipaux et Sûreté du Québec)

	1992	1993	1994	1995	1996
Région Estrie et Centre-du-Québec[1]	6 029	5 622	5 301	5 127	4 737
Région Outaouais	5 874	5 814	5 397	5 179	5 851
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	2 980	3 320	2 557	2 398	2 072
Région Laval/Lanaudière/ Laurentides	14 549	14 782	13 631	13 726	13 846
Région Montérégie[1]	14 139	12 966	11 617	11 417	11 866
Total secteur Ouest du Québec	**43 571**	**42 505**	**38 503**	**37 847**	**38 372**
Région et secteur de Montréal	**34 558**	**33 235**	**30 888**	**28 518**	**27 669**
Région Bas-Saint-Laurent	2 431	2 408	2 283	2 108	2 011
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	3 271	2 791	2 586	2 126	2 221
Région Québec et Chaudière-Appalaches	11 327	10 483	9 183	9 390	9 186
Région Mauricie et Centre-du-Québec[1]	5 551	4 920	4 595	3 994	4 085
Région Côte-Nord	2 196	1 462	1 380	1 270	1 208
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	1 131	1 076	1 046	905	779
Total secteur Est du Québec	**25 907**	**23 140**	**21 073**	**19 793**	**19 490**
Total réseau correctionnel du Québec	**104 036**	**98 880**	**90 464**	**86 158**	**85 531**

1. Étant donné que les MRC de Drummond, de Brome-Missisquoi et de Haute-Yamaska sont sous la responsabilité de la région correctionnelle de l'Estrie, nous y avons transféré 17 % des contrevenants présumés de la région administrative de la Mauricie (qui comprend le Centre-du-Québec) et 10 % des contrevenants présumés de la région de la Montérégie, ce qui correspond aux pourcentages de la représentation démographique de ces MRC par rapport aux régions administratives dont elles font partie.

Source: Direction des affaires policières, ministère de la Sécurité publique, STATISTIQUES 1997 CODE CRIMINEL, AUTRES LOIS FÉDÉRALES, LOIS PROVINCIALES (sauf circulation).

Chapitre 2

Les personnes contrevenantes

Il est important de connaître les diverses caractéristiques de la clientèle de la DGSC. Pour cette raison, le présent chapitre présentera certaines statistiques sur celle-ci. Elles comprennent l'ensemble des personnes contrevenantes qui ont reçu des services de la DGSC. Une partie uniquement de la clientèle en probation a été retenue, soit les personnes bénéficiant des activités d'intervention en probation. Ce choix a été effectué afin de pouvoir comparer les renseignements concernant la clientèle en probation et celle en détention.

2.1 – Les caractéristiques sociales des personnes contrevenantes[1]

Au fil des ans, la représentation des personnes contrevenantes selon le sexe, l'origine ethnique ou l'âge est très stable et ce, tant pour la clientèle en détention que pour celle des activités d'intervention en milieu ouvert (tableau 2.1.1).

Près de 90 % de la clientèle est composée d'hommes
Les hommes constituent la plus grande part de la clientèle. En 1996-1997, ils représentent 92,3 % des personnes contrevenantes en détention et 88,2 % des personnes contrevenantes référées en probation.

Les autochtones sont surreprésentés
Les autochtones sont proportionnellement surreprésentés parmi les personnes contrevenantes. En effet, alors qu'ils constituent moins de 1 % de la population du Québec, ils comptent, en 1996-1997, pour 2,6 % de la clientèle admise en détention et pour 3,8 % de la clientèle en probation.

Les 20-39 ans forment la plus grande partie de la clientèle
Près des trois quarts des personnes contrevenantes, en détention et en probation, se situent dans le groupe des 20-39 ans. L'âge moyen est de 32,7 ans pour la clientèle en détention et de 31,9 ans pour celle en probation. L'âge médian, pour sa part, s'établit à 32 ans pour la détention par rapport à 30 ans pour la probation. La clientèle en probation est donc un peu plus jeune que celle en détention.

La répartition par direction régionale de la clientèle de la DGSC diffère légèrement de celle de la population
La répartition par direction régionale de la clientèle selon sa région de provenance est une information difficile à produire. Pour obtenir une idée de cette répartition, le lieu de résidence a été utilisé pour déterminer la région de provenance des personnes contrevenantes admises en détention et celles référées en probation.

En faisant l'hypothèse que les personnes contrevenantes dont la région de provenance est inconnue se répartissent de la même façon que les autres, il semble que dans la majorité des régions du réseau correctionnel, la répartition de la clientèle admise en détention ou en probation est comparable à celle de la population. Par contre, pour quelques régions, comme la région de Montréal, il y a distorsion. Montréal, avec 30,15 % est surreprésentée dans la répartition de la clientèle en détention par rapport à la répartition régionale qui est de 25,0 %. Même chose pour la région de Laval/ Lanaudière/ Laurentides, avec 18,6 % des personnes admises en détention en 1996-1997 provenant de cette région, alors que la population représente 15,6 % de la population totale.

Pour la clientèle référée en probation, la région de l'Outaouais est surreprésentée avec 7,7 % de la clientèle qui provient de cette région, alors qu'elle compte pour 4,2 % de la population du Québec. Même constatation pour l'Abitibi-Témiscamingue et le Nord-du-Québec, avec 5,2 %, alors que la population représente 2,7 %. (Ces pourcentages diffèrent de ceux du tableau 2.1.2, car on a réparti proportionnellement les cas dont la région de provenance était inconnue.)

1. Voir la définition au lexique.

Tableau 2.1.1(a)

Évolution des statistiques sur la composition de la clientèle admise en détention (en %)

		1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
Sexe	Femmes	7,04	7,39	7,77	7,98	7,75
	Hommes	92,96	92,61	92,23	92,02	92,25
Origine ethnique	Autochtone	2,73	2,69	2,87	2,62	2,59
	Non-autochtone	94,48	94,37	94,48	97,38	94,89
	Inconnue	2,79	2,94	2,65	--	2,52
Âge	17 ans ou moins	0,00	0,04	0,03	0,02	0,03
	18 ans	0,08	2,22	1,92	2,22	2,02
	19 ans	1,61	3,22	3,48	2,96	2,95
	20 à 24 ans	19,79	20,09	19,09	18,29	17,30
	25 à 29 ans	23,17	21,73	20,83	20,26	19,72
	30 à 34 ans	20,58	19,82	19,80	19,75	20,23
	35 à 39 ans	15,10	14,21	14,67	15,72	15,88
	40 à 44 ans	8,59	8,32	8,94	9,49	9,98
	45 à 49 ans	5,27	5,10	5,31	5,29	5,87
	50 ans ou plus	5,80	5,25	5,92	6,00	6,01
Âge médian		31 ans	30 ans	31 ans	30 ans	32 ans
Âge moyen		32,4 ans	31,68 ans	32,1 ans	31,5 ans	32,68 ans

Tableau 2.1.1(b)

Évolution des statistiques sur la composition de la clientèle référée en probation (activités d'intervention) (en %)

		1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
Sexe	Femmes	10,77	11,84	11,92	11,64	11,83
	Hommes	89,23	88,16	88,08	88,36	88,17
Origine ethnique	Autochtone	3,41	4,22	3,80	4,26	3,84
	Non-autochtone	92,12	90,68	88,38	88,17	87,10
	Inconnue	4,47	5,10	7,82	7,57	9,06
Âge	17 ans ou moins	0,02	0,02	0,03	0,04	0,02
	18 ans	2,56	2,78	2,97	2,97	2,80
	19 ans	6,61	7,43	6,95	7,04	6,48
	20 à 24 ans	26,10	25,73	24,21	23,75	22,48
	25 à 29 ans	20,12	18,59	18,09	17,89	17,08
	30 à 34 ans	16,66	16,26	16,21	16,96	17,44
	35 à 39 ans	11,57	11,97	12,07	11,95	13,22
	40 à 44 ans	6,98	6,92	8,33	8,14	8,75
	45 à 49 ans	4,58	4,90	5,21	5,08	5,46
	50 ans ou plus	4,80	5,39	5,93	6,18	6,25
Âge médian		28 ans	28 ans	29 ans	29 ans	30 ans
Âge moyen		30,2 ans	30,61 ans	31,17 ans	31,4 ans	31,9 ans

Tableau 2.1.2(a)

Composition de la clientèle correctionnelle admise en détention en 1996-1997, selon le sexe et selon la région correctionnelle de provenance de la personne contrevenante (en %)

	Femmes	Hommes	Total
Région Estrie et Centre-du-Québec	0,24	4,40	4,64
Région Outaouais	0,33	4,47	4,80
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	0,13	2,16	2,29
Région Laval/ Lanaudière/ Laurentides	0,97	15,78	16,75
Région Montérégie	0,67	10,98	11,65
Total secteur Ouest du Québec	**2,34**	**37,79**	**40,13**
Région et secteur de Montréal	**2,14**	**25,04**	**27,18**
Région Bas-Saint-Laurent	0,09	1,67	1,76
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	0,12	2,52	2,64
Région Québec et Chaudière-Appalaches	1,11	11,13	12,24
Région Mauricie et Centre-du-Québec	0,30	3,20	3,50
Région Côte-Nord	0,08	1,16	1,24
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	0,05	1,40	1,45
Total secteur Est du Québec	**1,75**	**21,08**	**22,83**
Région de provenance inconnue ou hors Québec	**1,52**	**8,34**	**9,86**
Total réseau correctionnel du Québec	**7,75**	**92,25**	**100,00**

Tableau 2.1.2(b)

Composition de la clientèle correctionnelle référée en probation en 1996-1997, selon le sexe et selon la région correctionnelle de provenance de la personne contrevenante (en %)

	Femmes	Hommes	Total
Région Estrie et Centre-du-Québec	0,39	4,67	5,06
Région Outaouais	0,70	6,14	6,84
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	0,42	4,18	4,60
Région Laval/ Lanaudière/ Laurentides	1,40	10,32	11,72
Région Montérégie	1,25	10,66	11,91
Total secteur Ouest du Québec	**4,16**	**35,97**	**40,13**
Région et secteur de Montréal	**2,87**	**18,64**	**21,51**
Région Bas-Saint-Laurent	0,30	3,27	3,57
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	0,33	3,08	3,41
Région Québec et Chaudière-Appalaches	1,16	10,02	11,18
Région Mauricie et Centre-du-Québec	0,48	3,58	4,06
Région Côte-Nord	0,41	1,81	2,22
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	0,16	2,19	2,35
Total secteur Est du Québec	**2,84**	**23,95**	**26,79**
Région de provenance inconnue ou hors Québec	**1,96**	**9,61**	**11,57**
Total réseau correctionnel du Québec	**11,83**	**88,17**	**100,00**

2.2 – Les caractéristiques criminelles des personnes contrevenantes

La base de données utilisée dans cette section est différente de celle qui a servi pour les rapports des années précédentes; le traitement est maintenant plus spécifique. On ne peut donc comparer les tableaux des années antérieures et ceux de cette section. Mentionnons qu'une partie de la clientèle en probation, la surveillance de libération conditionnelle, n'a pas été retenue pour cette section car elle est incluse dans le nombre de condamnés admis en détention.

La composition de la clientèle selon la première année d'admission à la DGSC diffère pour les hommes et pour les femmes

En 1996, un pourcentage plus élevé de femmes (32,2 %) que d'hommes (20,4 %) a été dirigé pour la première fois vers un service de la DGSC. Par ailleurs, 67 % des hommes dirigés vers la DGSC en 1996-1997, avaient eu une première admission à la DGSC avant 1995 ; cette proportion est de 27,4 % pour une première admission avant 1986. Dans le cas des femmes, ces proportions sont respectivement de 51,0 % et de 13,4 %.

Les hommes et les femmes ne commettent pas les mêmes délits

En 1996-1997, les deux principaux délits commis sont les infractions aux lois québécoises, 19,1 %, et les infractions au Code criminel liées à la circulation, soit 11,1 % de l'ensemble des infractions. Si, à partir de ces pourcentages (tableau 2.2.2), on recalcule les pourcentages des délits commis uniquement par les hommes, on observe que ce sont les deux même catégories d'infractions qui ont entraîné le plus souvent des condamnations en 1996-1997. D'une part, 18,3 % des condamnations sont pour les infractions aux lois québécoises et, d'autre part, 13,2 %, pour les infractions au Code criminel liées à la circulation.

Les femmes se distinguent cependant des hommes en ce qui a trait au type de délit commis. Avec les mêmes calculs que pour les hommes, l'importance relative des deux principaux délits pour les femmes uniquement est de 19,2 % pour les infractions aux règlements municipaux et de 14,0 % pour les délits de vol.

Les femmes ont moins d'antécédents correctionnels que les hommes

Les données disponibles à la DGSC ne permettent pas de mesurer le taux de récidive. Par contre, un indicateur révélateur de l'ampleur de ce phénomène est le nombre d'antécédents correctionnels, c'est-à-dire le nombre d'admissions antérieures à l'admission courante comprenant les admissions en détention et en probation, que ce soit pour la même cause ou pour une autre.

Parmi les personnes admises en 1996-1997, seulement 16,8 % n'avaient aucun antécédent correctionnel. Par contre, 27,2 % d'entre elles comptaient à l'admission plus de 10 antécédents correctionnels dans les services de la DGSC (tableau 2.2.3).

Le profil des hommes et des femmes diffère en ce qui concerne le nombre d'antécédents correctionnels lors de leur admission. Chez les femmes, 29,4 % en sont à leur première admission, alors que chez les hommes, ce pourcentage est de seulement 15,6 %. La même constatation peut se faire pour ceux qui ont des antécédents correctionnels. Pour ce qui est des femmes, 19,2 % ont plus de 10 antécédents correctionnels alors que cette proportion s'élève à 28,0 % pour les hommes.

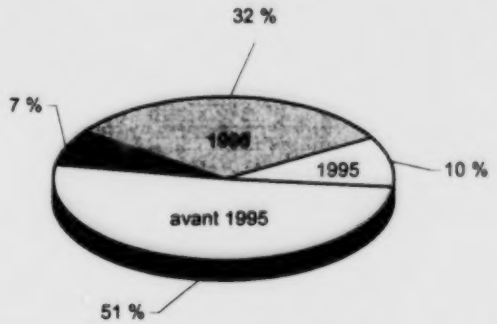
Tableau 2.2.1

Composition de la clientèle correctionnelle en détention en 1996-1997 selon le sexe et selon l'année du premier service fourni par la DGSC à la personne contrevenante[1] (en %)

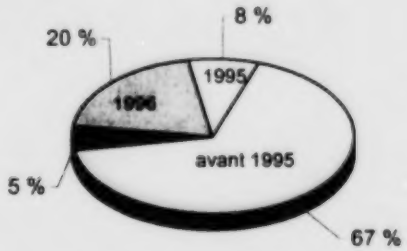
	Femmes	Hommes	Total
Avant 1986	1,16	25,01	26,17
1986	0,18	2,34	2,52
1987	0,19	2,80	2,99
1988	0,31	3,26	3,57
1989	0,30	3,50	3,80
1990	0,34	3,79	4,13
1991	0,44	4,87	5,31
1992	0,45	4,77	5,22
1993	0,47	4,99	5,46
1994	0,57	5,84	6,41
1995	0,83	7,43	8,26
1996	2,78	18,67	21,45
1997	0,62	4,09	4,71
Total	**8,64**	**91,36**	**100,00**

1. Basé sur le numéro de dossier unique de la personne contrevenante.

Composition de la clientèle selon l'année de la première admission à la DGSC



FEMMES



HOMMES

Tableau 2.2.2

Composition de la clientèle correctionnelle admise en 1996-1997, selon le délit et selon le sexe (en %)

	Femmes	Hommes	Total
Infractions contre l'état	0,15	1,03	1,18
Homicide	0,02	0,07	0,09
Homicide involontaire	0,00	0,02	0,02
Tentative de meutre	0,00	0,09	0,09
Infractions d'ordre sexuel	0,01	1,84	1,85
Voies de fait	0,43	5,72	6,15
Autres infractions contre la personne	0,11	2,58	2,69
Vol qualifié	0,15	2,42	2,57
Introduction par effraction	0,19	7,58	7,77
Extorsion	0,01	0,14	0,15
Vol	1,24	6,74	7,98
Méfait, incendie et dommage	0,22	2,95	3,17
Recel	0,08	1,25	1,33
Autres infractions contre la propriété	0,01	0,29	0,30
Infractions liées aux armes à feu	0,01	0,40	0,41
Fraude, corruption et escroquerie	0,35	1,12	1,47
Pari, prostitution et mœurs	0,45	0,29	0,74
Outrage	0,00	0,00	0,00
Complot, complicité et tentative	0,21	2,00	2,21
Évasion	0,42	3,23	3,65
Circulation (Code criminel)	0,51	10,60	11,11
Autres infractions au Code criminel	0,61	4,96	5,57
Stupéfiants	0,84	7,63	8,47
Aliments et drogues	0,00	0,07	0,07
Immigration	0,01	0,04	0,05
Assurance-emploi	0,02	0,14	0,16
Loi sur les Indiens	0,00	0,00	0,00
Autres infractions aux Statuts fédéraux	0,04	0,68	0,72
Lois québécoises	0,89	18,21	19,10
Règlements municipaux	1,66	9,27	10,93
Total	**8,64**	**91,36**	**100,00**

Tableau 2.2.3

Composition de la clientèle correctionnelle en 1996-1997, selon le nombre d'antécédents correctionnels [1] et le sexe (en %)

	Femmes	Hommes	Total
Aucun antécédent correctionnel	2,54	14,29	16,83
1 antécédent correctionnel	1,28	10,66	11,94
2 antécédents correctionnels	0,84	7,70	8,54
3 antécédents correctionnels	0,59	6,44	7,03
4 antécédents correctionnels	0,41	5,40	5,81
5 antécédents correctionnels	0,31	4,74	5,05
6 antécédents correctionnels	0,28	4,14	4,42
7 antécédents correctionnels	0,22	3,69	3,91
8 antécédents correctionnels	0,20	3,23	3,43
9 antécédents correctionnels	0,17	2,86	3,03
10 antécédents correctionnels	0,14	2,63	2,77
Plus de 10 antécédents correctionnels	1,66	25,58	27,24
Total	**8,64**	**91,36**	**100,00**

1. Admission antérieure à l'admission présente (peut être pour la même cause).

Chapitre 3

La détention

La DGSC assure la garde des personnes prévenues ainsi que des personnes condamnées à des peines inférieures à deux ans. Elle leur apporte, avec le concours de la communauté, le soutien nécessaire à leur réinsertion sociale. La DGSC assure également la présence au tribunal des personnes prévenues lors des comparutions, et effectue les transferts des personnes incarcérées. Elle offre aussi à l'occasion son soutien aux corps policiers qui ont besoin de places en détention pour les personnes en attente de comparution (demandes d'assistance à l'administrateur).

3.1 – La capacité des établissements de détention

Il existe plusieurs types de capacité : la capacité normale, la capacité de support, la capacité occasionnelle, la capacité totale (qui sont définies en annexe) et la capacité opérationnelle qui est la somme de la capacité normale et de la capacité occasionnelle. La présente section fournit de l'information principalement sur la capacité totale.

En 1996-1997, un établissement a été ouvert et six ont été fermés
En juillet 1996, cinq établissements ont cessé leurs activités : le centre de réhabilitation de Waterloo, les établissements de détention de Cowansville, de Joliette, de Rivière-du-Loup et de Saint-Hyacinthe. En novembre 1996, c'était au tour du Centre de prévention de Montréal de fermer ses portes. Durant cette même période, en octobre 1996, l'établissement de Rivière-des-Prairies a été ouvert. Ces modifications ont réduit de 2,6 % la capacité d'accueil de l'ensemble des établissements qui est passé de 3 904 à 3 801, entre 1995-1996 et 1996-1997 (tableau 3.1.2(b)).

Pour pallier cette situation, certains établissements ont vu augmenter leur capacité pendant l'année 1996-1997. Ceux qui ont enregistré les plus importantes augmentations sont l'établissement de détention de Saint-Jérôme, avec 185 places de plus, et le Centre de détention de Québec avec 75 places additionnelles. Seuls les établissements de détention de Baie-Comeau et de Roberval ont diminué leur capacité totale en passant respectivement de 98 à 78 places et de 65 à 50 places.

Les extrêmes en 1996-1997 : l'Établissement de détention de Montréal, avec 1 070 places, et l'Établissement de Havre-Aubert, avec 7 places
L'Établissement de détention de Montréal est l'établissement qui présente la plus grande capacité totale avec ses 1 070 places, tandis que l'établissement de Havre-Aubert est le plus petit avec 7 places (tableau 3.1.1).

Établissements de détention particuliers
Certains établissements de détention du Québec présentent des particularités. Mentionnons, entre autres, la Maison Tanguay et le Centre de détention de Québec – secteur féminin, qui accueillent la clientèle féminine. Le Centre Viger est un établissement de jour pour les personnes qui ont des peines discontinues. Le Centre de prévention de Montréal était un établissement destiné à accueillir exclusivement des personnes prévenues ; c'est maintenant l'établissement de Rivière-des-Prairies qui occupe ce rôle. Tous les autres établissements reçoivent à la fois des personnes prévenues et des personnes condamnées.

Tableau 3.1.1(a)

Capacité des établissements de détention du Québec en 1996-1997 (au 31 mars 1997)

	Capacité normale	Capacité support	Capacité occasionnelle	Capacité totale
Amos	82	2	0	84
Baie-Comeau	72	6	0	78
Centre de détention de Québec (secteur féminin)	42	4	0	46
Centre de détention de Québec (secteur masculin)	450	47	60	557
Centre Viger (détention de jour)	—	—	—	—
Chicoutimi	62	4	0	66
Établissement de détention de Montréal	985	85	0	1 070
Havre-Aubert	2	5	0	7
Hull	131	13	21	165
Maison Tanguay	132	22	0	154
New Carlisle	64	11	0	75
Rimouski	88	6	10	104
Rivière-des-Prairies	470	30	0	500
Roberval	45	5	0	50
Saint-Jérôme	224	23	98	345
Sept-Îles	19	4	0	23
Sherbrooke	158	13	0	171
Sorel	65	22	0	87
Trois-Rivières	154	11	0	165
Valleyfield	52	2	0	54
Total	**3 297**	**315**	**189**	**3 801**

Tableau 3.1.1(b)

Capacité[1] des établissements de détention du Québec qui ont fermé en 1996-1997

	Capacité normale	Capacité support	Capacité occasionnelle	Capacité totale
Centre de prévention de Montréal	436	44	30	510
Centre de réhabilitation de Waterloo	180	28	0	208
Cowansville	30	0	26	56
Joliette	30	4	0	34
Rivière-du-Loup	32	3	0	35
Saint-Hyacinthe	51	8	14	73
Total	**759**	**87**	**70**	**916**

Note : Un centre (Rivière-des-Prairies) a ouvert et six ont fermé en 1996-1997.

1.Pour les établissements qui ont fermé, il s'agit de la capacité maximale au cours de l'année.

Tableau 3.1.2(a)

Évolution de la capacité totale des établissements de détention du Québec, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
Région Estrie et Centre-du-Québec	156	171	171	171	171
Région Outaouais	81	81	107	107	165
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québe	84	84	84	84	84
Région Laval/ Lanaudière/ Laurentides	347	311	194	194	345
Région Montérégie	458	478	478	478	141
Total secteur Ouest du Québec	**1 126**	**1 125**	**1 034**	**1 034**	**906**
Région et secteur de Montréal	**1 668**	**1 618**	**1 734**	**1 734**	**1 724**
Région Bas-Saint-Laurent	74	74	109	109	104
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	131	131	131	131	116
Région Québec et Chaudière-Appalaches	526	526	528	528	603
Région Mauricieet Centre-du-Québec	130	145	145	165	165
Région Côte-Nord	111	121	121	121	101
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	72	82	82	82	82
Total secteur Est du Québec	**1 044**	**1 079**	**1 116**	**1 136**	**1 171**
Total réseau correctionnel du Québec	**3 836**	**3 822**	**3 884**	**3 904**	**3 801**

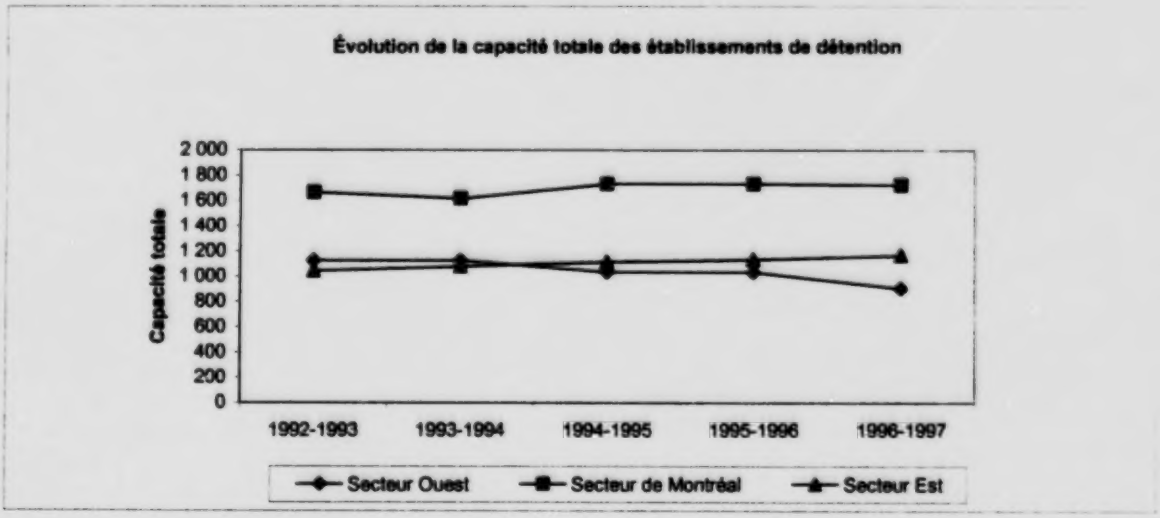


Tableau 3.1.2(b)

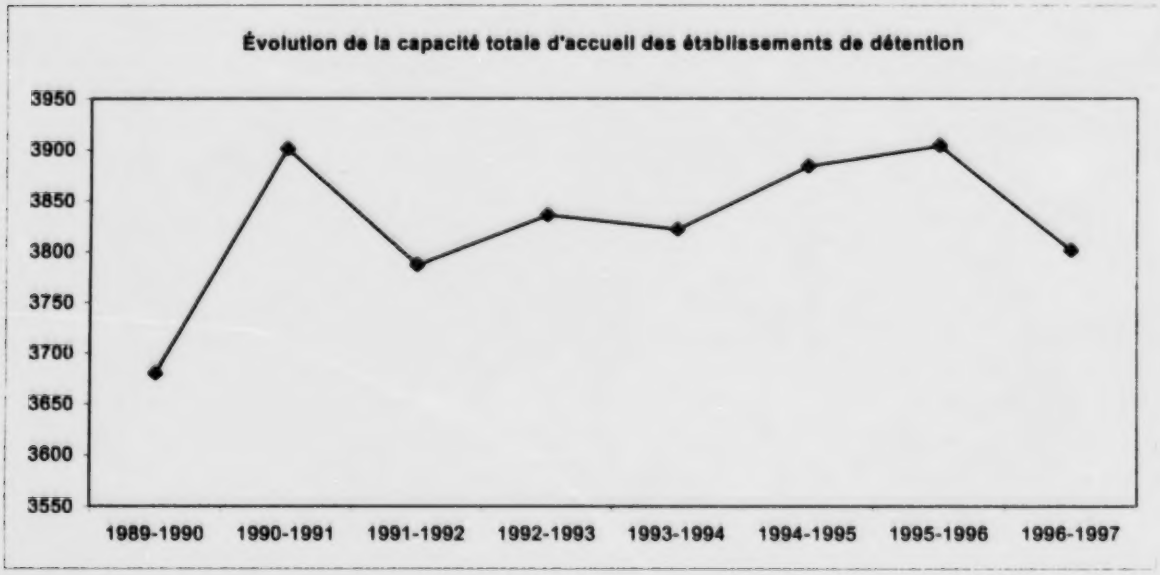
Évolution de la capacité totale des établissements de détention du Québec selon l'établissement

	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
Amos	84	84	84	84	84
Baie-Comeau	88	98	98	98	78
Centre de détention de Québec (secteur féminin)	44	44	46	46	46
Centre de détention de Québec (secteur masculin)	482	482	482	482	557
Centre de prévention de Montréal	510	510	510	510	0
Centre de réhabilitation de Waterloo	208	208	208	208	0
Centre Viger (détention de jour)	---	---	---	---	---
Chicoutimi	66	66	66	66	66
Cowansville	46	56	56	56	0
Établissement de détention de Montréal	1 002	954	1 070	1 070	1 070
Havre-Aubert	7	7	7	7	7
Hull	81	81	107	107	165
Joliette	46	46	34	34	0
Laval	163	163	0	0	0
Maison Tanguay	154	154	154	154	154
New Carlisle	65	75	75	75	75
Rimouski	49	49	74	74	104
Rivières-des-Prairies	0	0	0	0	500
Rivière-du-Loup	25	25	35	35	0
Roberval	65	65	65	65	50
Saint-Hyacinthe	73	73	73	73	0
Saint-Jérôme	138	102	160	160	345
Sept-Îles	23	23	23	23	23
Sherbrooke	156	171	171	171	171
Sorel	87	87	87	87	87
Trois-Rivières	130	145	145	165	165
Valleyfield	44	54	54	54	54
Total	**3 836**	**3 822**	**3 884**	**3 904**	**3 801**

Tableau 3.1.3

Série chronologique de la capacité totale d'accueil des établissements de détention du Québec

	Capacité normale	Capacité support	Capacité occasionnelle	Capacité totale
1989-1990	2980	431	269	3680
1990-1991	3151	446	304	3901
1991-1992	3156	379	252	3787
1992-1993	3167	381	288	3836
1993-1994	3131	338	353	3822
1994-1995	3106	373	405	3884
1995-1996	3106	373	425	3904
1996-1997	3 297	315	189	3801



3.2 – Les admissions

Qu'est-ce qu'une admission ?
Une admission est une procédure administrative qui permet d'enregistrer chaque personne à son arrivée dans un centre de détention. Plus précisément, elle consiste en l'enregistrement de certaines caractéristiques de la personne contrevenante et des raisons pour lesquelles elle est admise en détention. Pour toute la durée du séjour, qu'il y ait transfert, absence temporaire ou diverses sorties, il n'y aura qu'*une seule admission*. De plus, une personne passant du statut de prévenu à celui de condamné ne sera considérée qu'une seule fois dans les statistiques.

Baisse du nombre d'admissions en 1996-1997
En 1996-1997, il y a eu 62 985 admissions en détention, comparativement à 65 461 en 1995-1996, soit une diminution de 3,8 % (tableau 3.2.2(a)). Ainsi, le fort mouvement ascendant amorcé vers 1989 s'est estompé, pour atteindre un plateau autour de 65 000 personnes admises. La baisse du nombre d'admissions en 1996-1997 s'est fait remarquer surtout dans le secteur Ouest avec une baisse de 9,4 % passant de 21 161 en 1995-1996 à 19 183 en 1996-1997. Le nombre de personnes ayant le statut de «prévenu» est en régression depuis 1992-1993 ; par contre le nombre de personnes ayant été admises comme «condamné» ne cesse d'augmenter (tableau 3.2.3).

Le nombre d'admissions pour le motif «défaut de payer l'amende» continu à la hausse
Outre le motif « cause remise ou pendante » avec 16 094 admissions, le «défaut de payer l'amende», avec 15 938 personnes admises en 1996-1997, a occasionné le plus d'admissions. De plus, dans les établissements de détention du Québec, le nombre d'admission pour « défaut de payer l'amende » a augmenté. Des 10 199 personnes admises en 1992-1993 pour ce motif le nombre est passé, en 1995-1996, à 13 558 admissions, soit une augmentation de 33 %. Pour la seule période 1995-1996 à 1996-1997, elle est de 17,6 % (tableau 3.2.5).

Le nombre d'admissions pour le motif « assistance à l'administrateur » est en baisse
Alors que depuis plus de cinq ans le nombre d'admissions pour le motif «demande d'assistance à l'administrateur» s'était stabilisé autour de 16 500, à l'exception d'une légère augmentation en 1994-1995 où elles ont atteint 17 193, on connaît en 1996-1997 une baisse de 18,2 %, soit 13 571 personnes admises pour ce motif (tableau 3.2.5).

Évolution historique : presque le double du nombre d'admissions en 10 ans
En 1984-1985, le nombre de personnes admises dans les établissements de détention était de 33 030. Douze ans plus tard, ce nombre a atteint 62 985 admissions, une augmentation de 90,7 % qui signifie qu'il a presque doublé. La stabilité du nombre d'admissions au cours des quatre premières années ne laissait aucunement envisager, une aussi importante augmentation entre 1988-1989 et 1993-1994. Toutefois, le plateau semble avoir été atteint, et le nombre d'admissions tend maintenant à diminuer (tableau 3.2.6).

La proportion des peines discontinues connaît une baisse en 1996-1997
Deux types de peines de détention sont possibles : les peines continues et les peines discontinues. La différence entre elles, comme leurs noms l'indiquent, a trait à la continuité dans la façon de purger la peine. Une peine discontinue signifie qu'une personne peut être, par exemple, détenue les fins de semaine seulement, ce qui offre la possibilité de vaquer à ses occupations durant la semaine. De 1992-1993 à 1994-1995, la proportion de peines discontinues était en constante augmentation avec 17,9 %, 18,6 % et 19,5 %. En 1995-1996, cette proportion semblait se stabiliser avec une proportion de 19,3 %, mais en 1996-1997, elle a chuté de 38 % pour s'établir à 11,9 % (tableau 3.2.7).

La durée des sentences globales pour les admissions de personnes condamnées : plus de 47 % sont inférieures à un mois en 1996-1997

La répartition des sentences globales de détention selon la durée montre que 47,8 % des sentences globales sont de moins d'un mois et que 77,4 % durent moins de trois mois. Les délits pour lesquels une sentence de détention est imposée n'entraînent donc pas une sentence globale prolongée (tableau 3.2.7).

La médiane de la durée des sentences globales en 1996-1997 est de 30 jours

La médiane est la valeur qui sépare l'ensemble des données en deux parties égales. Il s'agit donc de l'observation qui se trouve au centre. Dans ce cas, la médiane est plus intéressante que la moyenne, puisque la distribution est asymétrique et que la moyenne est très sensible aux valeurs extrêmes. Quant à la médiane, une statistique de rang, elle est moins sensible aux valeurs extrêmes. Ainsi, depuis 1992-1993, la médiane des durées de sentences globales des admissions de personnes condamnées se situe à 30 jours. Elle n'a subi aucune variation au cours des cinq dernières années: elle est donc constante (tableau 3.2.7).

Tableau 3.2.1(a)

Admissions dans les établissements de détention du Québec, selon les directions régionales, les secteurs du réseau correctionnel, le statut et le sexe, en 1996-1997

Directions régionales et secteurs du réseau correctionnel	Personnes prévenues		Personnes condamnées		Statut inconnu		Total	
	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes
Région Estrie et Centre-du-Québec	77	1 596	69	1 185	0	1	146	2 782
Région Outaouais	161	2 162	144	1 584	0	0	305	3 746
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	45	873	43	604	0	1	88	1 478
Région Laval/ Lanaudière/ Laurentides	230	4 062	111	2 498	1	1	342	6 561
Région Montérégie	120	1 978	91	1 544	0	2	211	3 524
Total secteur Ouest du Québec	**633**	**10 671**	**458**	**7 415**	**1**	**5**	**1 092**	**18 091**
Région et secteur de Montréal	**971**	**12 999**	**1 312**	**12 233**	**1**	**19**	**2 284**	**25 251**
Région Bas-Saint-Laurent	49	623	36	616	0	0	85	1 239
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	40	890	39	726	0	0	79	1 616
Région Québec et Chaudière-Appalaches	591	3 403	396	4 204	0	4	987	7 611
Région Mauricie et Centre-du-Québec	133	1 265	88	826	0	0	221	2 091
Région Côte-Nord	67	994	31	297	0	1	98	1 292
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	29	836	4	79	0	0	33	915
Total secteur Est du Québec	**909**	**8 011**	**594**	**6 748**	**0**	**5**	**1 503**	**14 764**
Total réseau correctionnel du Québec	**2 513**	**31 681**	**2 364**	**26 396**	**2**	**29**	**4 879**	**58 106**
		34 194		**28 760**		**31**		**62 985**

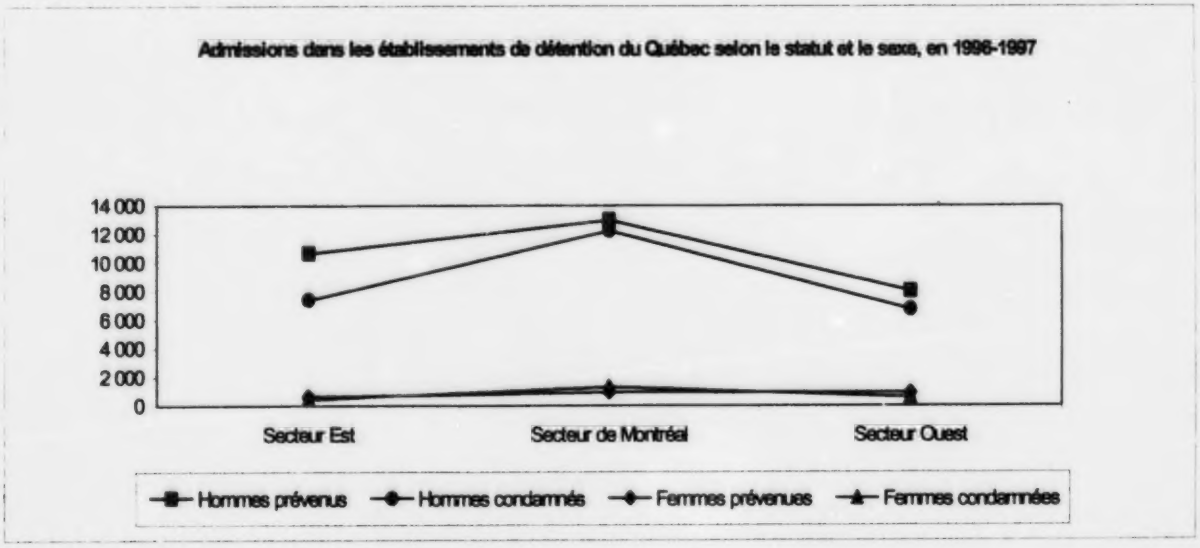


Tableau 3.2.1(b)

Admissions dans les établissements de détention du Québec selon l'établissement, le statut et le sexe, en 1996-1997

Établissements	Personnes prévenues		Personnes condamnées		Statut inconnu		Total	
	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes
Amos	45	873	43	604	0	1	88	1 478
Baie-Comeau	27	514	11	139	0	1	38	654
Centre de détention de Québec (secteur féminin)	591	0	396	0	0	0	987	0
Centre de détention de Québec (secteur masculin)	0	3 403	0	4 204	0	4	0	7 611
Centre de prévention de montréal	0	7 593	0	111	0	11	0	7 715
Centre de réhabilitation de Waterloo	0	2	0	69	0	0	0	71
Centre Viger (détention de jour)	0	0	0	412	0	0	0	412
Chicoutimi	28	566	25	410	0	0	53	976
Cowansville	11	109	14	106	0	0	25	215
Établissement de détention de Montréal	0	562	1	11 646	0	3	1	12 211
Havre-Aubert	4	72	0	4	0	0	4	76
Hull	161	2 162	144	1 584	0	0	305	3 746
Joliette	17	192	4	77	0	0	21	269
Maison Tanguay	971	1	1 311	0	1	0	2 283	1
New Carlisle	25	764	4	75	0	0	29	839
Rimouski	45	580	34	567	0	0	79	1 147
Rivière-des-Prairies	0	4 843	0	64	0	5	0	4 912
Rivière-du-Loup	4	43	2	49	0	0	6	92
Roberval	12	324	14	316	0	0	26	640
Saint-Hyacinthe	5	225	2	172	0	1	7	398
Saint-Jérôme	213	3 870	107	2 421	1	1	321	6 292
Sept-Îles	40	480	20	158	0	0	60	638
Sherbrooke	77	1 596	69	1 185	0	1	146	2 782
Sorel	16	691	34	535	0	1	50	1 227
Trois-Rivières	133	1 265	88	826	0	0	221	2 091
Valleyfield	88	951	41	662	0	0	129	1 613
Total	2 513	31 681	2 364	26 396	2	29	4 879	58 106
		34 194		28 760		31		62 985

Tableau 3.2.2(a)

Évolution du nombre d'admissions dans les établissements de détention du Québec, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
Région Estrie et Centre-du-Québec	2 435	2 272	2 346	2 359	2 928
Région Outaouais	3 925	4 025	3 888	3 823	4 051
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	1 680	1 636	1 721	1 515	1 566
Région Laval/ Lanaudière/ Laurentides	6 380	6 307	7 010	7 553	6 903
Région Montérégie	5 588	5 859	6 065	5 911	3 735
Total secteur Ouest du Québec	**20 008**	**20 099**	**21 030**	**21 161**	**19 183**
Région et secteur de Montréal	**27 710**	**27 897**	**27 571**	**27 423**	**27 535**
Région Bas-Saint-Laurent	1 394	1 433	1 393	1 517	1 324
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	1 749	1 749	1 732	1 680	1 695
Région Québec et Chaudière-Appalaches	7 669	7 952	8 451	8 595	8 598
Région Mauricie et Centre-du-Québec	2 553	2 672	2 664	2 582	2 312
Région Côte-Nord	1 431	1 502	1 545	1 480	1 390
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	844	1 016	971	1 023	948
Total secteur Est du Québec	**15 640**	**16 324**	**16 756**	**16 877**	**16 267**
Total réseau correctionnel du Québec	**63 358**	**64 320**	**65 357**	**65 461**	**62 985**

Évolution du nombre d'admissions dans les établissement de détention du Québec

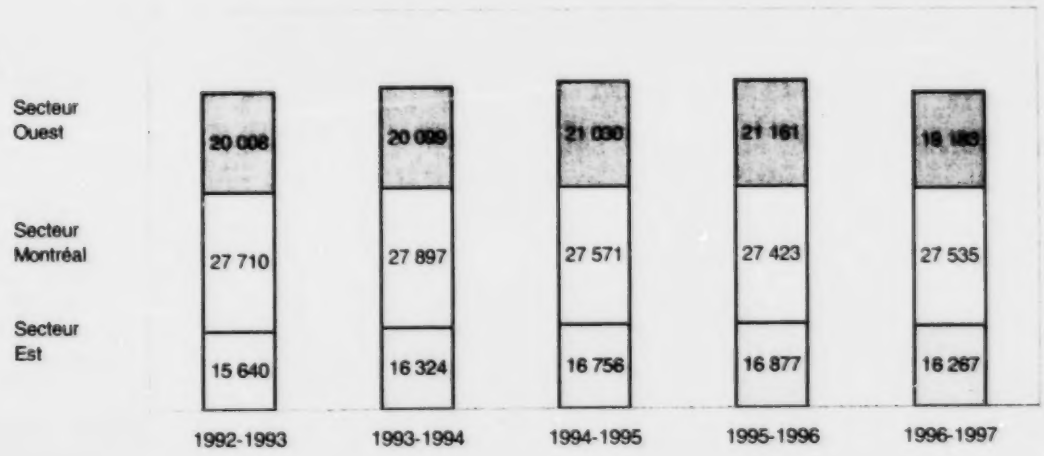


Tableau 3.2.2(b)

Évolution du nombre d'admissions dans les établissements de détention du Québec selon l'établissement

	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
Amos	1 680	1 636	1 721	1 515	1 566
Baie-Comeau	565	611	619	643	692
Centre de détention de Québec (secteur féminin)	502	908	977	1 019	987
Centre de détention de Québec (secteur masculin)	6 865	7 044	7 474	7 576	7 611
Centre de prévention de montréal	16 199	15 623	14 774	13 168	7 715
Centre de réhabilitation de Waterloo	257	412	456	340	71
Centre Viger (détention de jour)	735	768	478	577	412
Chicoutimi	1 072	1 030	1 106	1 066	1 029
Cowansville	783	849	872	928	240
Établissement de détention de Montréal	8 425	9 193	9 888	11 263	12 212
Havre-Aubert	95	85	69	75	80
Hull	3 925	4 025	3 888	3 823	4 051
Joliette	2 328	2 662	2 814	2 724	290
Laval	24	7	10	1	0
Maison Gomin	302	0	0	0	0
Maison Tanguay	2 351	2 313	2 431	2 415	2 284
New Carlisle	749	931	902	948	868
Rimouski	909	890	853	958	1 226
Rivière-des-Prairies	0	0	0	0	4 912
Rivière-du-Loup	485	543	540	559	98
Roberval	677	719	626	614	666
Saint-Hyacinthe	2 031	2 065	2 027	2 096	405
Saint-Jérôme	4 028	3 638	4 186	4 828	6 613
Sept-Îles	866	891	926	837	698
Sherbrooke	2 435	2 272	2 346	2 359	2 928
Sorel	692	672	654	602	1 277
Trois-Rivières	2 553	2 672	2 664	2 582	2 312
Valleyfield	1 825	1 861	2 056	1 945	1 742
Total	**63 358**	**64 320**	**65 357**	**65 461**	**62 985**

Tableau 3.2.3

Historique de la répartition du nombre d'admissions selon le statut

	Personnes prévenues	Personnes condamnées	Autres
1989-1990	29 847	14 772	101
1990-1991	35 344	17 496	130
1991-1992	40 201	20 498	108
1992-1993	40 019	23 258	81
1993-1994	39 468	24 763	89
1994-1995	39 456	25 812	89
1995-1996	37 361	28 052	48
1996-1997	34 194	28 760	31

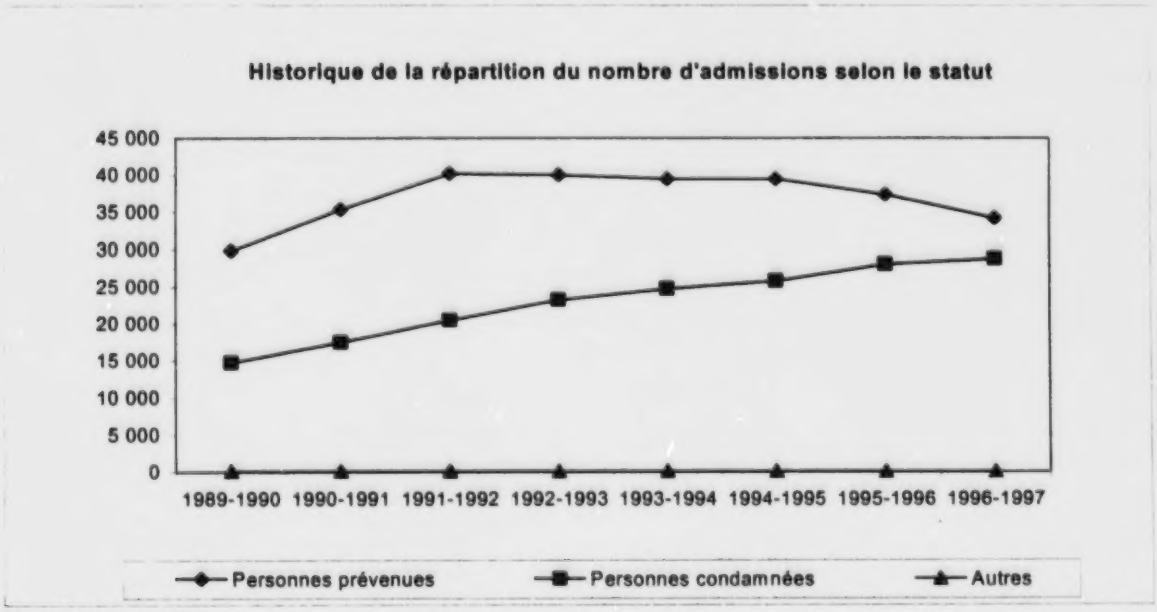


Tableau 3.2.4(a)

Admissions dans les établissements de détention du Québec selon les directions régionales, les secteurs du réseau correctionnel et le motif d'admission, en 1996-1997

Directions régionales et secteurs du réseau correctionnel	Code de motif d'admission										
	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11
Région Estrie et Centre-du-Québec	14	576	2	4	568	2	0	0	0	16	615
Région Outaouais	14	333	1	0	182	1	0	132	0	0	1 218
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	6	295	1	1	452	0	0	0	0	0	295
Région Laval/ Lanaudière/ Laurentides	22	582	2	1	382	0	0	2	1	329	1 896
Région Montérégie	24	730	0	4	1 324	1	0	0	0	10	798
Total secteur Ouest du Québec	**80**	**2 516**	**6**	**10**	**2 908**	**4**	**0**	**134**	**1**	**355**	**4 822**
Région et secteur de Montréal	**108**	**3 750**	**87**	**3**	**9 071**	**0**	**0**	**0**	**372**	**675**	**6 870**
Région Bas-Saint-Laurent	9	358	36	0	337	0	0	1	0	0	245
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	15	544	5	1	369	0	0	0	0	1	164
Région Québec et Chaudière-Appalaches	99	1 242	48	0	2 389	1	0	0	1	31	3 142
Région Mauricie et Centre-du-Québec	3	371	3	8	612	1	0	0	0	17	445
Région Côte-Nord	42	170	5	1	168	0	0	0	0	19	164
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	2	252	2	0	240	0	0	10	0	0	86
Total secteur Est du Québec	**170**	**2 937**	**99**	**10**	**4 115**	**2**	**0**	**11**	**1**	**68**	**4 246**
Total réseau correctionnel du Québec	**358**	**9 203**	**192**	**23**	**16 094**	**6**	**0**	**145**	**374**	**1 098**	**15 938**

Légende:

01 Sentence de 2 ans et plus
02 Sentence de moins de 2 ans
03 Examen psychiatrique
04 Cause en appel
05 Cause remise ou pendante
06 Ordonnance du Lieutenant-Gouverneur
07 Demande déférée
08 Transfert d'une autre province
09 Impossibilité d'offrir des travaux compensatoires
10 Comparution ou témoin du pénitencier
11 Défaut de payer l'amende

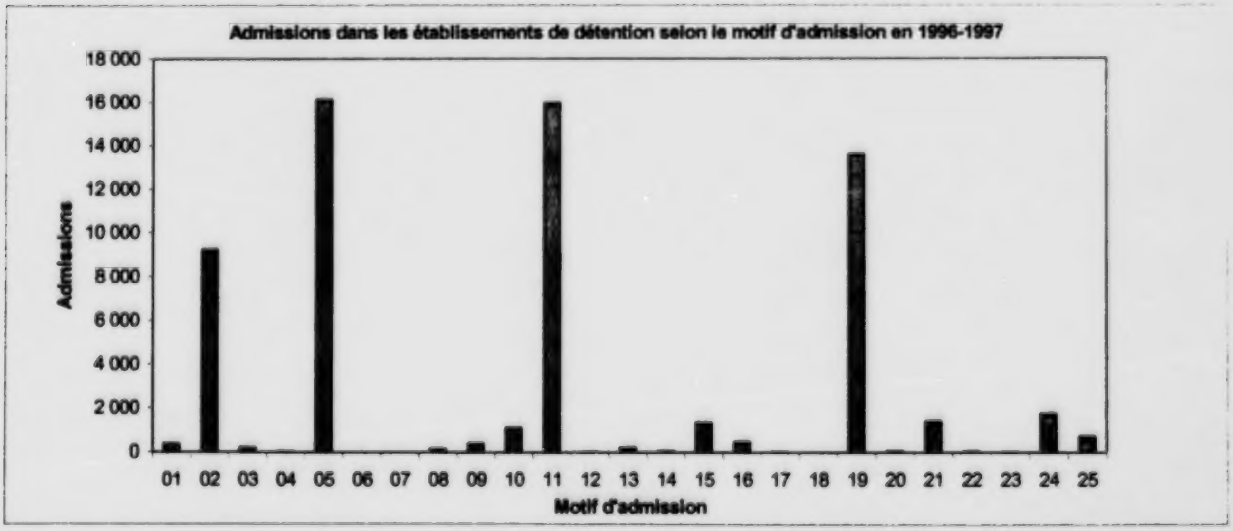


Tableau 3.2.4(a)

Admissions dans les établissements de détention du Québec selon les directions régionales, les secteurs du réseau correctionnel et le motif d'admission, en 1996-1997

Code de motif d'admission														Total
12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	
0	2	0	54	38	2	0	894	1	57	3	2	60	18	2 928
0	4	0	52	26	5	0	1 948	0	12	4	2	105	12	4 051
0	0	0	14	11	0	0	352	1	66	4	2	50	16	1 566
1	1	0	68	42	0	0	3 462	0	1	2	1	98	10	6 903
0	2	0	25	18	0	0	646	1	8	7	1	130	6	3 735
1	**9**	**0**	**213**	**135**	**7**	**0**	**7 302**	**3**	**144**	**20**	**8**	**443**	**62**	**19 183**
2	**185**	**49**	**869**	**149**	**8**	**0**	**2 805**	**4**	**971**	**16**	**2**	**938**	**601**	**27 535**
0	2	0	19	21	0	0	238	10	7	0	0	38	3	1 324
0	0	0	21	13	1	0	483	0	24	0	1	39	14	1 695
1	3	1	131	98	1	0	1 033	28	158	1	4	180	6	8 598
0	0	0	42	28	0	0	663	0	65	1	2	45	6	2 312
3	0	2	12	5	1	0	744	1	7	0	1	26	19	1 390
0	0	0	6	7	0	0	303	0	13	0	0	19	8	948
4	**5**	**3**	**231**	**172**	**3**	**0**	**3 464**	**39**	**274**	**2**	**8**	**347**	**56**	**16 267**
7	**199**	**52**	**1 313**	**456**	**18**	**0**	**13 571**	**46**	**1 389**	**38**	**18**	**1 728**	**719**	**62 985**

12 Entente fédérale-provinciale
13 Immigration ou déportation
14 Travaux compensatoires refusés
15 Suspension libération conditionnelle fédérale
16 Suspension libération conditionnelle québécoise
17 Révocation libération conditionnelle fédérale
18 Révocation libération conditionnelle québécoise
19 Demande d'assistance à l'administrateur
20 Examen médical
21 Télex
22 Retour d'une évasion d'un établissement
23 Retour d'une évasion d'une garde légale
24 Retour d'une absence illégale
25 Autres

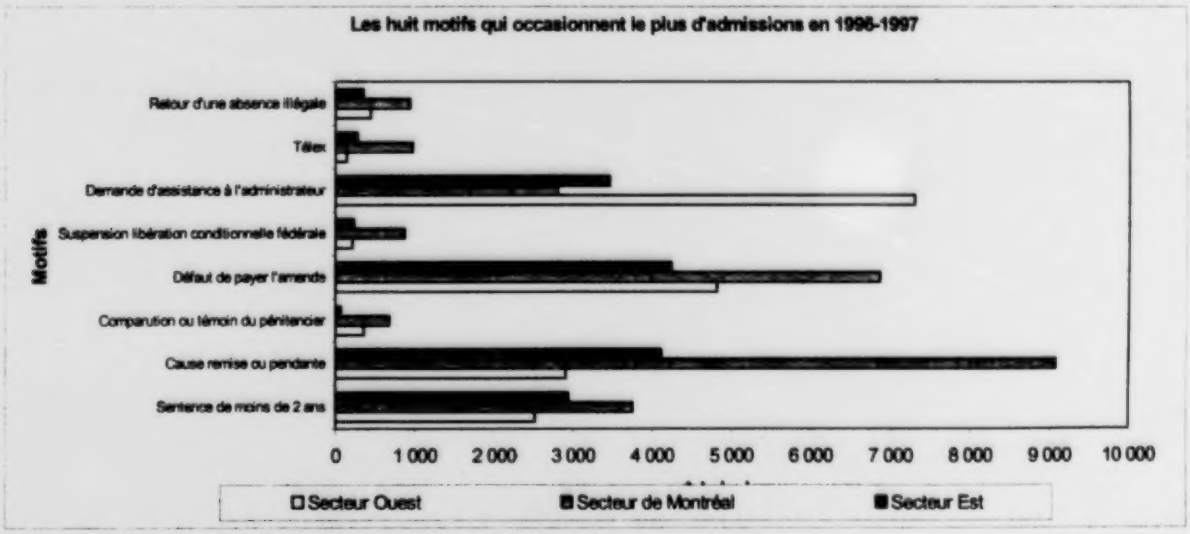


Tableau 3.2.4(b)

Admissions dans les établissements de détention du Québec, selon l'établissement et le motif d'admission en 1996-1997

Établissements	Code de motif d'admission										
	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11
Amos	6	295	1	1	452	0	0	0	0	0	295
Baie-Comeau	36	99	5	0	94	0	0	0	0	16	53
Centre de détention de Québec (secteur féminin)	3	245	5	0	93	0	0	0	1	0	110
Centre de détention de Québec (secteur masculin)	96	997	43	0	2 296	1	0	0	0	31	3 032
Centre de prévention de montréal	44	9	55	0	4 763	0	0	0	0	362	1
Centre de réhabilitation de Waterloo	0	16	0	0	0	0	0	0	0	0	45
Centre Vigor (détention de jour)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Chicoutimi	7	311	3	1	326	0	0	0	0	1	95
Cowansville	0	49	0	1	34	0	0	0	0	0	66
Établissement de détention de Montréal	6	3 271	0	0	312	0	0	0	372	0	6 104
Havre-Aubert	0	24	0	0	7	0	0	0	0	0	16
Hull	14	333	1	0	182	1	0	132	0	0	1 218
Joliette	0	37	0	0	11	0	0	0	0	3	29
Maison Tanguay	5	469	7	1	797	0	0	0	0	0	764
New Carlisle	2	228	2	0	233	0	0	10	0	0	70
Rimouski	7	332	36	0	324	0	0	1	0	0	227
Rivières-des-Prairies	53	1	25	2	3 199	0	0	0	0	313	1
Rivière-du-Loup	2	26	0	0	13	0	0	0	0	0	18
Roberval	8	233	2	0	43	0	0	0	0	0	69
Saint-Hyacinthe	1	61	0	0	66	0	0	0	0	2	102
Saint-Jérôme	22	545	2	1	371	0	0	2	1	326	1 867
Sept-Îles	6	71	0	1	74	0	0	0	0	3	111
Sherbrooke	14	576	2	4	568	2	0	0	0	16	615
Sorel	18	275	0	0	423	0	0	0	0	6	243
Trois-Rivières	3	371	3	8	612	1	0	0	0	17	445
Valleyfield	5	329	0	3	801	1	0	0	0	2	342
Total	358	9 203	192	23	16 094	6	0	145	374	1 098	15 938

Légende:

01 Sentence de 2 ans et plus
02 Sentence de moins de 2 ans
03 Examen psychiatrique
04 Cause en appel
05 Cause remise ou pendante
06 Ordonnance du Lieutenant-Gouverneur
07 Demande déférée
08 Transfert d'une autre province
09 Impossibilité d'offrir des travaux compensatoires
10 Comparution ou témoin du pénitencier
11 Défaut de payer l'amende

Tableau 3.2.4(b)

Admissions dans les établissements de détention du Québec, selon l'établissement et le motif d'admission, en 1996-1997

Code de motif d'admission														Total
12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	
0	0	0	14	11	0	0	352	1	66	4	2	50	16	1 566
2	0	2	4	1	1	0	354	1	5	0	1	9	9	692
0	0	0	2	6	0	0	435	0	55	0	0	32	0	987
1	3	1	129	92	1	0	598	28	103	1	4	148	6	7 611
1	83	0	503	21	5	0	1 686	1	0	10	1	162	8	7 715
0	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	6	1	71
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	325	87	412
0	0	0	16	10	0	0	237	0	2	0	1	19	0	1 029
0	2	0	2	2	0	0	69	0	7	0	0	8	0	240
1	1	49	1	103	0	0	237	0	971	4	0	286	494	12 212
0	0	0	0	1	0	0	28	0	0	0	0	1	3	80
0	4	0	52	26	5	0	1 948	0	12	4	2	105	12	4 051
0	0	0	2	2	0	0	195	0	0	0	0	10	1	290
0	13	0	5	22	0	0	113	3	0	1	0	79	5	2 284
0	0	0	6	6	0	0	275	0	13	0	0	18	5	868
0	2	0	19	17	0	0	205	10	7	0	0	37	2	1 226
0	88	0	360	3	3	0	769	0	0	1	1	86	7	4 912
0	0	0	0	4	0	0	33	0	0	0	0	1	1	98
0	0	0	5	3	1	0	246	0	22	0	0	20	14	666
0	0	0	2	1	0	0	152	0	1	1	0	16	0	405
1	1	0	66	40	0	0	3 267	0	1	2	1	88	9	6 613
1	0	0	8	4	0	0	390	0	2	0	0	17	10	698
0	2	0	54	38	2	0	894	1	57	3	2	60	18	2 928
0	0	0	8	4	0	0	241	0	0	6	1	47	5	1 277
0	0	0	42	28	0	0	663	0	65	1	2	45	6	2 312
0	0	0	13	11	0	0	181	1	0	0	0	53	0	1 742
7	199	52	1 313	456	18	0	13 571	46	1 389	38	18	1 728	719	62 985

12 Entente fédérale-provinciale
13 Immigration ou déportation
14 Travaux compensatoires refusés
15 Suspension libération conditionnelle fédérale
16 Suspension libération conditionnelle québécoise
17 Révocation libération conditionnelle fédérale
18 Révocation libération conditionnelle québécoise
19 Demande d'assistance à l'administrateur
20 Examen médical
21 Télex
22 Retour d'une évasion d'un établissement
23 Retour d'une évasion d'une garde légale
24 Retour d'une absence illégale
25 Autres

Tableau 3.2.5

Évolution du nombre d'admissions dans les établissements de détention du Québec selon le motif d'admission

	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
Sentence de 2 ans et plus	322	369	411	431	358
Sentence de moins de 2 ans	8 609	9 855	10 638	10 646	9 203
Examen psychiatrique	137	158	145	182	192
Cause en appel	46	27	31	18	23
Cause remise ou pendante	18 303	17 914	17 437	15 807	16 094
Ordonnance du Lieutenant-Gouverneur	1	4	2	5	6
Demande déférée	0	1	0	0	0
Transfert reçu d'une autre province	182	144	108	105	145
Impossibilité d'offrir des travaux compensatoires	288	250	282	220	374
Comparution ou témoin du pénitencier	2 002	1 820	1 551	1 212	1 098
Défaut de payer l'amende	10 199	10 722	11 435	13 558	15 938
Entente fédérale-provinciale	10	15	15	16	7
Immigration ou déportation	168	176	246	217	199
Travaux compensatoire refusés	17	9	3	30	52
Suspension libération conditionnelle fédérale	1 062	1 044	1 030	1 234	1 313
Suspension libération conditionnelle québécoise	358	426	429	425	456
Révocation libération conditionnelle fédérale	34	39	28	27	18
Révocation libération conditionnelle québécoise	15	21	0	0	0
Demande d'assistance à l'administrateur	16 456	16 464	17 193	16 580	13 571
Examen médical	68	62	80	74	46
Télex	1 125	1 122	968	1 323	1 389
Retour d'une évasion d'un établissement	150	129	129	88	38
Retour d'une évasion d'une garde légale	41	29	30	40	18
Retour d'une absence illégale	2 469	2 446	2 261	2 230	1 728
Autres	1 296	1 074	905	993	719
Total	**63 358**	**64 320**	**65 357**	**65 461**	**62 985**

Tableau 3.2.6	
Série chronologique des admissions dans les établissements de détention du Québec	
1989-1990	44 720
1990-1991	52 970
1991-1992	60 807
1992-1993	63 358
1993-1994	64 320
1994-1995	65 357
1995-1996	65 461
1996-1997	62 985

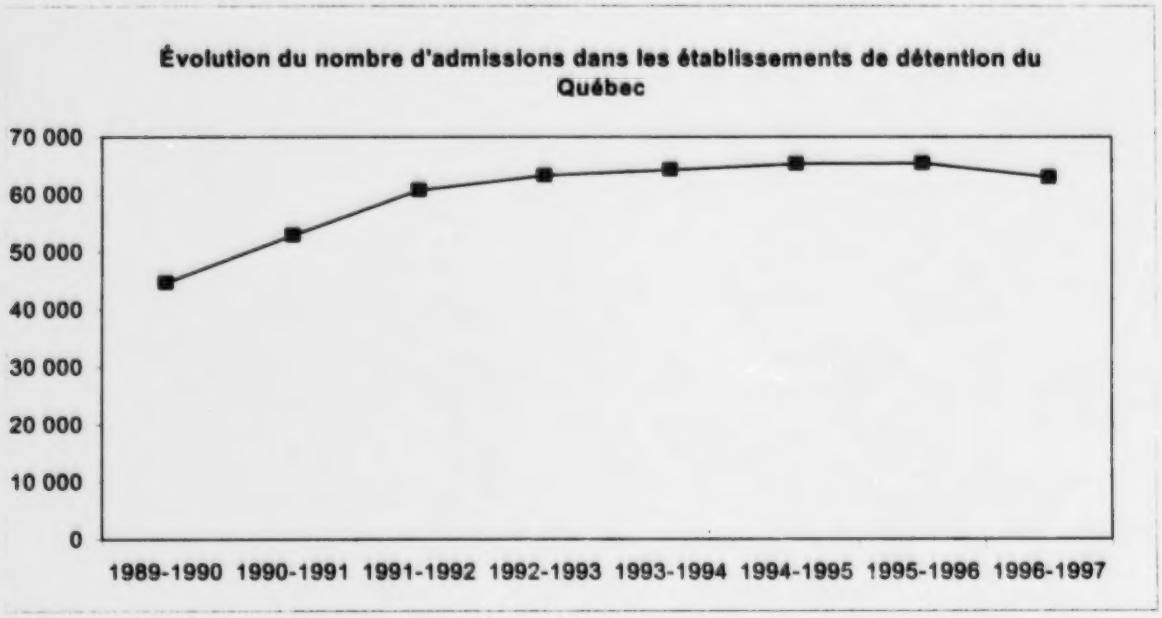
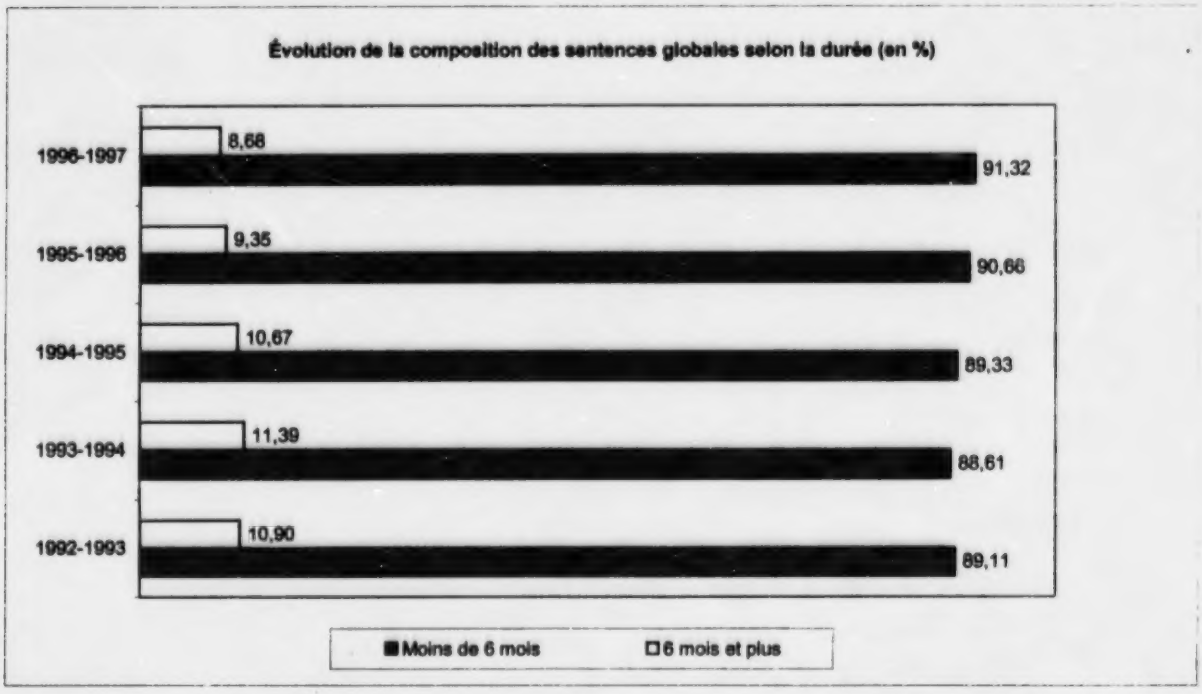


Tableau 3.2.7

Évolution des statistiques sur les admissions de personnes condamnées (en %)

		1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
Sexe	Femmes	8,33	8,54	8,87	8,27	8,22
	Hommes	91,67	91,46	91,13	91,73	91,78
Type de peine	Continue	82,14	81,42	80,52	80,75	88,09
	Discontinue	17,86	18,58	19,48	19,25	11,91
Durée des sentences globales	1 à 7 jours	25,30	21,63	20,23	16,72	14,63
	8 à 14 jours	11,88	13,43	13,41	13,76	14,64
	15 à 29 jours	13,33	14,41	14,57	16,21	18,52
	entre 1 et moins de 3 mois	25,87	24,93	25,62	27,80	29,56
	entre 3 et moins de 6 mois	12,73	14,21	15,50	16,17	13,97
	entre 6 et moins de 12 mois	6,49	6,54	6,24	5,50	5,29
	entre 12 et moins de 24 mois	3,82	4,10	3,39	3,18	3,06
	24 mois et plus	0,59	0,75	1,04	0,67	0,33
Durée médiane [1]		30 j	30 j	30 j	30 j	30 j
Durée moyenne [1]		71,54 j	65,96 j	72,4 j	69,8 j	65,75 j

1. La durée médiane et la durée moyenne excluent les sentences globales de 24 mois et plus.



3.3 – Les libérations

Cette section a été révisée. Le nombre de libérations est maintenant établi par année budgétaire et non par année civile comme dans le rapport précédent, afin d'avoir la même base de comparaison d'une section à l'autre.

Le nombre de libérations suit le mouvement du nombre d'admissions
Depuis 1992-1993, le nombre de libérations suit presque exactement la même tendance que le nombre d'admissions. Les libérations ont atteint un plateau autour de 64 700 (tableau 3.3.1(a)). Elles ont connu une diminution de 1,6 % en 1996-1997 ce qui est, cependant, beaucoup moins significative que la baisse du nombre d'admissions.

Le motif de libération «peine expirée» représente 45 % des cas de libérations
Le nombre de libérations pour le motif « Peine expirée » est en constante augmentation depuis cinq ans. En 1992-1993, ce motif intervenait dans environ 30 % des cas alors qu'en 1996-1997, il représente 45 % des libérations. Le second motif de libération est « Engagement ou promesse » ; mais il ne s'applique qu'aux prévenus, car ils sont les seuls à pouvoir être libérés avec engagement à venir comparaître. Ce motif est à l'origine de 18 % des cas de libérations en 1996-1997 (tableau 3.3.2).

Tableau 3.3.1(a)

Évolution du nombre de libérations dans les établissements de détention du Québec, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
Région Estrie et Centre-du-Québec	2 432	2 304	2 267	2 326	2 894
Région Outaouais	3 637	3 737	3 727	3 637	3 888
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	1 623	1 513	1 619	1 446	1 574
Région Laval/ Lanaudière/ Laurentides	6 215	6 365	6 870	7 493	7 384
Région Montérégie	5 540	5 961	6 021	5 995	3 855
Total secteur Ouest du Québec	**19 447**	**19 880**	**20 504**	**20 897**	**19 595**
Région et secteur de Montréal	**28 966**	**28 702**	**28 230**	**27 574**	**27 876**
Région Bas-Saint-Laurent	1 261	1 317	1 300	1 447	1 233
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	1 745	1 677	1 721	1 631	1 723
Région Québec et Chaudière-Appalaches	7 272	7 687	8 141	8 332	8 562
Région Mauricie et Centre-du-Québec	2 302	2 462	2 534	2 415	2 347
Région Côte-Nord	1 424	1 482	1 541	1 427	1 398
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	863	980	930	975	947
Total secteur Est du Québec	**14 867**	**15 605**	**16 167**	**16 227**	**16 210**
Total réseau correctionnel du Québec	**63 280**	**64 187**	**64 901**	**64 698**	**63 681**

Évolution du nombre de libérations dans les établissements

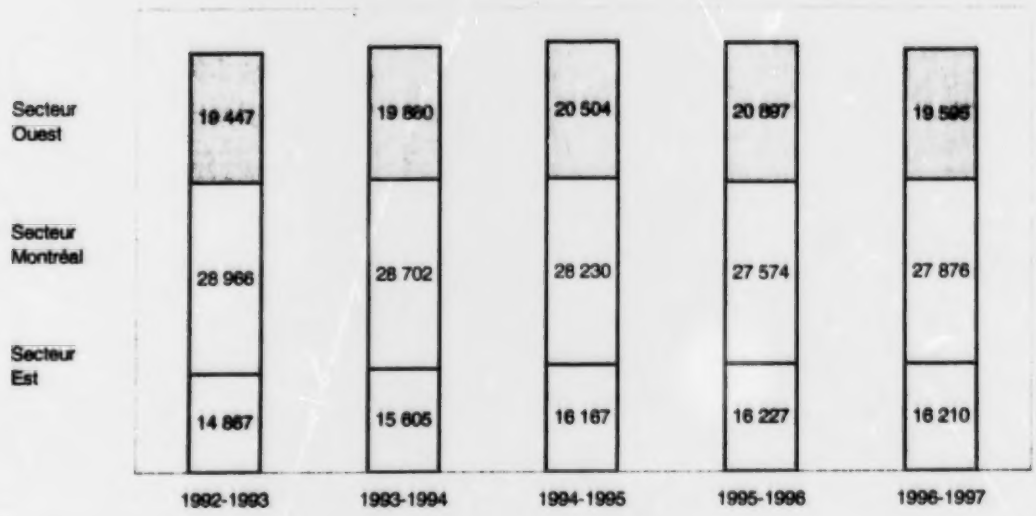


Tableau 3.3.1(b)

Évolution du nombre de libérations dans les établissements de détention du Québec selon l'établissement

	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
Amos	1 623	1 513	1 619	1 446	1 574
Baie-Comeau	657	724	684	660	718
Centre de détention de Québec (secteur féminin)	496	942	981	1 019	997
Centre de détention de Québec (secteur masculin)	6 453	6 745	7 160	7 313	7 565
Centre de prévention de montréal	13 753	12 930	12 242	10 490	6 183
Centre de réhabilitation de Waterloo	671	929	924	820	208
Centre Viger (détention de jour)	1 654	1 821	1 699	2 068	1 670
Chicoutimi	1 007	946	1 033	987	982
Cowansville	576	662	696	804	231
Établissement de détention de Montréal	11 100	11 534	11 737	12 556	13 913
Havre-Aubert	78	58	39	38	58
Hull	3 637	3 737	3 727	3 637	3 888
Joliette	2 111	2 435	2 529	2 635	377
Laval	524	459	494	149	0
Maison Gomin	323	0	0	0	0
Maison Tanguay	2 459	2 417	2 552	2 460	2 365
New Carlisle	785	922	891	937	889
Rimouski	822	820	788	906	1 139
Rivière-des-Prairies	0	0	0	0	3 745
Rivière-du-Loup	439	497	512	541	94
Roberval	738	731	688	644	741
Saint-Hyacinthe	1 853	1 892	1 814	1 937	461
Saint-Jérôme	3 580	3 471	3 847	4 709	7 007
Sept-Îles	767	758	857	767	680
Sherbrooke	2 432	2 304	2 267	2 326	2 894
Sorel	693	729	660	642	1 236
Trois-Rivières	2 302	2 462	2 534	2 415	2 347
Valleyfield	1 747	1 749	1 927	1 792	1 719
Total	**63 280**	**64 187**	**64 901**	**64 698**	**63 681**

Tableau 3.3.2

Évolution du nombre de libérations dans les établissements de détention du Québec selon le motif de libération

	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
Peine expirée	18 970	21 065	22 463	25 433	28 645
Amende payée	5 341	4 702	4 271	3 572	2 829
Liberté provisoire	6	4	9	2	12
Libération conditionnelle fédérale	24	33	16	13	18
Libération conditionnelle québécoise	3 056	3 381	3 527	3 258	2 992
Libération conditionnelle fédérale maintenue	185	158	115	113	107
Probation	580	410	336	354	396
Acquitté	205	148	115	134	120
Condamné sans prison	61	37	43	44	88
Peine purgée	127	139	109	84	58
En appel	61	59	57	56	43
Cautionnement	1 483	1 471	1 267	1 225	1 105
Peine discontinue	0	0	0	0	19
Condamné au pénitencier	1 465	1 522	1 494	1 364	1 215
Retour au pénitencier	3 928	3 654	3 245	2 946	2 891
Remis à l'immigration	339	377	451	379	328
Décès	23	19	28	35	27
Sursis pour payer l'amende	338	379	323	255	320
Centre psychiatrique	97	92	119	115	82
Tribunal de la jeunesse	15	20	10	6	4
Assistance à l'administrateur	1 712	1 795	1 852	2 225	1 310
Suicide	3	4	7	10	4
Évasion d'un établissement	158	144	125	86	33
Engagement ou promesse	13 443	12 810	12 945	11 846	11 525
Autres	1 100	1 177	1 137	947	872
Ordonnance de sursis	0	0	0	0	79
Évasion d'une garde légale	43	29	34	38	14
Absence illégale	2 828	2 887	2 710	2 862	2 184
Libération conditionnelle québécoise maintenue	253	372	332	392	426
Admis dans un autre centre du Québec	549	507	581	663	681
Transfert dans une autre province	257	253	213	158	185
Transfert dans un autre pays	6	5	6	7	5
Restitution	1	0	1	1	0
Ordonnance du Lieutenant-Gouverneur	80	62	138	116	126
Travaux compensatoires acceptés	165	82	30	27	26
Relevé du défaut de comparaître	53	75	38	31	44
Pris en charge par un corps policier	6 290	6 308	6 751	5 900	4 865
Non indiqué	35	7	3	1	3
Total	**63 280**	**64 187**	**64 901**	**64 698**	**63 681**

3.4 – Les personnes inscrites et présentes

Une information qui permet de connaître une facette de la clientèle correctionnelle est la population moyenne quotidienne présente à 23 h 59, la population moyenne quotidienne inscrite et la population moyenne quotidienne totale.

La population inscrite s'obtient en ajoutant à la population présente à 23 h 59 les personnes qui sont à l'extérieur en absence temporaire. Cette statistique diffère de celle qui porte sur la population totale. Il s'agit de deux concepts différents. La population totale englobe toutes les personnes qui sont à l'extérieur, en incluant celles qui ont reçu des peines discontinues et celles qui sont à l'extérieur sans absence temporaire (voir lexique pour définitions). Les statistiques sur les personnes inscrites illustrent la situation qui pourrait survenir si le programme des absences temporaires n'était pas disponible.

Femmes : 5,9 % de la population présente et 6,1 % de la population inscrite sont des femmes
Les données des tableaux 3.4.1 et 3.4.2, montrent que le pourcentage de femmes présentes et inscrites dans les établissements est semblable. Par conséquent, on peut considérer que le volume d'absence temporaire pour les femmes et les hommes est proportionnellement le même.

Plus de personnes condamnées que de personnes prévenues
À la lumière des chiffres sur les admissions, nous pourrions conclure que la composition de la population présente dans les établissements de détention est constituée en plus grand nombre de personnes prévenues que de personnes condamnées. En examinant de plus près la composition des personnes présentes selon le statut, cette hypothèse s'infirme puisque parmi les personnes présentes, 36,9 % en 1996-1997 ont le statut de personnes prévenues, alors qu'elles représentent 54,3 % du total des admissions (tableau 3.4.2(a)). Le nombre d'admissions ne donne donc pas une idée juste de la réalité et cet exemple montre bien qu'il est préférable de considérer les deux perspectives plutôt qu'une seule.

Peu de variations du nombre de personnes présentes dans le temps
La population moyenne quotidienne présente au fil des ans est assez stable (tableau 3.4.3). Les quelques grands changements observables au cours de ces cinq dernières années s'expliqueraient par les modifications apportées à la capacité d'accueil des établissements.

Le Québec est au 3^{e} rang canadien pour les taux d'incarcération les plus faibles
Des provinces et territoires canadiens, le Québec occupe le troisième rang du classement des taux d'incarcération les plus faibles avec un taux de 97 personnes en détention par 100 000 habitants. Seules les provinces de Terre-Neuve et de l'Île-du-Prince-Édouard, avec respectivement 58 et 65, ont un taux inférieur au Québec. Les Territoires du Nord-Ouest ont pour leur part le taux d'incarcération le plus élevé au Canada, soit 513, se situant très au-dessus de la moyenne canadienne de 114.

Le taux d'incarcération : un indicateur à utiliser avec prudence
Le portrait de la situation basé uniquement sur une comparaison des taux d'incarcération est incomplet. Ainsi, l'absence d'établissement de détention ou la présence d'un établissement avec une faible capacité d'accueil sur un territoire donné entraîne un taux très faible. En conséquence, la comparaison avec d'autres territoires pourraient être injuste. L'information véhiculée par le taux d'incarcération demeure partielle, car il n'est qu'un des indicateurs utilisés. La population moyenne quotidienne présente ou inscrite est aussi un indicateur qu'il faut considérer pour une comparaison complète de l'utilisation des places en détention sur divers territoires.

Tableau 3.4.1(a)

Population moyenne quotidienne totale en détention en 1996-1997, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

Directions régionales et secteurs du réseau correctionnel	Personnes présentes à 23 h 59				Personnes à l'extérieur	Population totale
	Personnes prévenues	Personnes condamnées	femmes	hommes		
Région Estrie et Centre-du-Québec	42,59	130,48	0,58	172,50	166,67	339,75
Région Outaouais	53,40	96,44	7,29	142,55	157,36	307,19
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	38,92	39,22	1,06	77,08	80,55	158,69
Région Laval/ Lanaudière/ Laurentides	92,52	176,57	1,42	267,67	367,43	636,52
Région Montérégie	62,35	119,88	1,02	181,21	232,50	414,73
Total secteur Ouest du Québec	**289,78**	**562,59**	**11,36**	**841,01**	**1 004,51**	**1 856,88**
Région et secteur de Montréal	**620,42**	**895,17**	**137,65**	**1 377,94**	**1 159,94**	**2 675,53**
Région Bas-Saint-Laurent	34,09	45,72	0,63	79,18	96,38	176,19
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	30,34	83,37	0,52	113,19	95,01	208,72
Région Québec et Chaudière-Appalaches	204,71	340,79	47,74	497,76	506,65	1 052,15
Région Mauricie et Centre-du-Québec	49,69	114,98	2,47	162,20	131,63	296,31
Région Côte-Nord	19,04	73,95	0,76	92,24	44,76	137,75
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	16,25	44,69	0,19	60,75	59,42	120,36
Total secteur Est du Québec	**354,12**	**703,50**	**52,30**	**1 005,32**	**933,85**	**1 991,47**
Total réseau correctionnel du Québec	**1 264,33**	**2 161,26**	**201,32**	**3 224,27**	**3 098,29**	**6 523,88**

Pourcentage du nombre moyen de personnes prévenues et condamnées présentes en 1996-1997 dans un établissement de détention selon le secteur

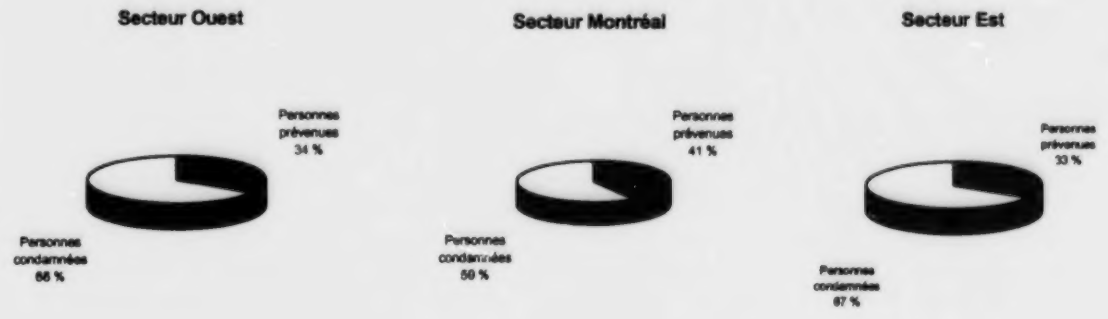


Tableau 3.4.1(b)

Population moyenne quotidienne totale en détention en 1996-1997 selon l'établissement

	Personnes présentes à 23 h 59				Personnes à l'extérieur	Population totale
	Personnes prévenues	Personnes condamnées	femmes	hommes		
Amos	38,92	39,22	1,06	77,08	80,55	158,69
Baie-Comeau	13,61	60,59	0,38	73,82	19,27	93,47
Centre de détention de Québec (secteur féminin)	13,04	34,70	47,74	0,00	36,37	84,11
Centre de détention de Québec (secteur masculin)	191,66	306,10	0,00	497,76	470,28	968,04
Centre de prévention de montréal	230,30	5,42	0,00	235,72	12,46	248,18
Centre de réhabilitation de Waterloo	0,00	28,62	0,03	28,59	15,82	44,45
Centre Viger (détention de jour)	0,00	0,89	0,00	0,89	373,67	374,56
Chicoutimi	19,32	39,65	0,40	58,57	57,16	116,13
Cowansville	2,70	4,21	0,45	6,46	7,30	14,22
Établissement de détention de Montréal	172,63	790,45	0,00	963,08	663,34	1626,42
Havre-Aubert	0,23	0,53	0,01	0,76	2,28	3,05
Hull	53,40	96,44	7,29	142,55	157,36	307,19
Joliette	2,35	1,88	0,00	4,24	23,11	27,35
Maison Tanguay	45,36	92,29	137,65	0,00	102,59	240,24
New Carlisle	16,01	44,16	0,18	60,00	57,15	117,32
Rimouski	32,28	42,56	0,59	74,25	88,73	163,57
Rivière-des-Prairies	172,14	6,11	0,00	178,25	7,88	186,13
Rivière-du-Loup	1,81	3,16	0,04	4,93	7,65	12,62
Roberval	11,03	43,71	0,12	54,62	37,85	92,59
Saint-Hyacinthe	5,83	7,25	0,00	13,07	23,01	36,09
Saint-Jérôme	90,17	174,68	1,42	263,43	344,32	609,17
Sept-Îles	5,43	13,36	0,38	18,41	25,49	44,28
Sherbrooke	42,59	130,48	0,58	172,50	166,67	339,75
Sorel	31,67	47,31	0,14	78,84	70,44	149,42
Trois-Rivières	49,69	114,98	2,47	162,20	131,63	296,31
Valleyfield	22,15	32,49	0,39	54,25	115,92	170,56
Total	**1264,33**	**2161,26**	**201,32**	**3224,27**	**3098,29**	**6523,88**

Tableau 3.4.2(a)

Population moyenne quotidienne inscrite en détention en 1996-1997, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

Directions régionales et secteurs du réseau correctionnel	Personnes prévenues		Personnes condamnées		Personnes inscrites	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Région Estrie et Centre-du-Québec	47,52	1,10	224,08	3,39	271,59	4,49
Région Outaouais	54,31	2,10	191,46	11,39	245,77	13,50
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	39,69	1,45	95,87	2,71	135,56	4,16
Région Laval/ Lanaudière/ Laurentides	92,26	1,04	453,25	11,05	545,51	12,09
Région Montérégie	64,42	0,64	250,32	5,90	314,73	6,54
Total secteur Ouest du Québec	**298,19**	**6,34**	**1214,97**	**34,44**	**1513,16**	**40,78**
Région et secteur de Montréal	**594,55**	**50,33**	**1471,99**	**159,20**	**2066,54**	**209,53**
Région Bas-Saint-Laurent	35,24	0,91	105,70	1,59	140,93	2,50
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	31,55	0,39	139,71	1,51	171,26	1,90
Région Québec et Chaudière-Appalaches	192,89	13,14	651,95	59,18	844,84	72,31
Région Mauricie et Centre-du-Québec	53,10	2,35	207,47	6,26	260,57	8,60
Région Côte-Nord	19,36	0,52	95,71	1,35	115,07	1,86
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	16,47	0,15	95,04	1,36	111,51	1,50
Total secteur Est du Québec	**348,61**	**17,45**	**1295,57**	**71,24**	1644,18	88,68
Total réseau correctionnel du Québec	**1241,35**	**74,12**	**3982,53**	**264,87**	**5223,88**	**338,99**

Tableau 3.4.2(b)

Population moyenne quotidienne inscrite en détention en 1996-1997 selon l'établissement

	Personnes prévenues		Personnes condamnées		Personnes inscrites	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Amos	39,69	1,45	95,87	2,71	135,56	4,16
Baie-Comeau	13,51	0,19	72,46	0,66	85,97	0,85
Centre de détention de Québec (secteur féminin)	0,00	13,14	0,00	59,18	0,00	72,31
Centre de détention de Québec (secteur masculin)	192,89	0,00	651,95	0,00	844,84	0,00
Centre de prévention de montréal	241,95	0,00	5,43	0,00	247,38	0,00
Centre de réhabilitation de Waterloo	0,00	0,00	37,69	0,09	37,69	0,09
Centre Viger (détention de jour)	0,00	0,00	43,85	0,00	43,85	0,00
Chicoutimi	19,88	0,33	74,05	0,88	93,94	1,21
Cowansville	3,00	0,11	9,85	0,81	12,85	0,92
Établissement de détention de Montréal	173,10	0,00	1416,45	0,00	1589,55	0,00
Havre-Aubert	0,22	0,01	2,38	0,00	2,60	0,01
Hull	54,31	2,10	191,46	11,39	245,77	13,50
Joliette	2,35	0,00	14,95	0,88	17,30	0,88
Maison Tanguay	0,00	50,33	0,00	159,20	0,00	209,53
New Carlisle	16,24	0,13	92,66	1,36	108,91	1,49
Rimouski	33,45	0,88	97,88	1,36	131,33	2,24
Rivière-des-Prairies	179,50	0,00	6,26	0,00	185,76	0,00
Rivière-du-Loup	1,79	0,02	7,81	0,24	9,60	0,26
Roberval	11,67	0,07	65,65	0,62	77,32	0,69
Saint-Hyacinthe	6,00	0,00	19,68	0,58	25,68	0,58
Saint-Jérôme	89,91	1,04	438,30	10,17	528,21	11,21
Sept-Îles	5,85	0,33	23,25	0,69	29,10	1,02
Sherbrooke	47,52	1,10	224,08	3,39	271,59	4,49
Sorel	31,75	0,05	88,76	1,82	120,51	1,88
Trois-Rivières	53,10	2,35	207,47	6,26	260,57	8,60
Valleyfield	23,66	0,48	94,34	2,60	118,00	3,07
Total	**1241,35**	**74,12**	**3982,53**	**264,87**	**5223,88**	**338,99**

Tableau 3.4.3(a)

Évolution de la population moyenne quotidienne des personnes présentes et des personnes inscrites dans les établissements de détention du Québec selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	Personnes présentes				
	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
Région Estrie et Centre-du-Québec	152,1	149,3	154,6	155,3	173,1
Région Outaouais	90,6	95,7	110,3	111,3	149,8
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	77,2	76,2	78,6	74,3	78,1
Région Laval/ Lanaudière/ Laurentides	312,5	290,6	302,0	226,7	269,1
Région Montérégie	401,9	401,1	406,7	416,7	182,2
Total secteur Ouest du Québec	**1 034,4**	**1 013,0**	**1 052,1**	**984,3**	**852,4**
Région et secteur de Montréal	**1 562,4**	**1 535,1**	**1 510,1**	**1 455,6**	**1 515,6**
Région Bas-Saint-Laurent	68,0	72,4	68,7	92,8	79,8
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	106,5	114,8	109,7	111,4	113,7
Région Québec et Chaudière-Appalaches	520,6	505,9	513,4	519,8	545,5
Région Mauricie et Centre-du-Québec	134,3	164,2	166,0	166,2	164,7
Région Côte-Nord	90,2	93,3	86,3	88,0	93,0
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	48,1	51,3	54,0	51,7	60,9
Total secteur Est du Québec	**967,7**	**1 001,9**	**998,1**	**1 029,9**	**1 057,6**
Total réseau correctionnel du Québec	**3 565,7**	**3 550,0**	**3 560,2**	**3 469,8**	**3 425,6**
	Personnes inscrites				
	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
Région Estrie et Centre-du-Québec	185,1	181,6	196,0	199,1	276,1
Région Outaouais	160,7	181,3	182,9	189,8	259,3
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	129,5	128,0	140,4	137,1	139,7
Région Laval/ Lanaudière/ Laurentides	465,7	428,4	496,6	449,5	557,6
Région Montérégie	507,7	519,4	537,6	588,5	321,3
Total secteur Ouest du Québec	**1 448,6**	**1 438,7**	**1 553,5**	**1 564,0**	**1 553,9**
Région et secteur de Montréal	**2 031,2**	**1 965,8**	**1 958,1**	**2 020,5**	**2 276,1**
Région Bas-Saint-Laurent	92,7	107,5	109,0	132,8	143,4
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	149,1	164,1	152,5	160,9	173,2
Région Québec et Chaudière-Appalaches	751,4	744,0	810,6	845,0	917,1
Région Mauricie et Centre-du-Québec	227,6	267,4	264,7	267,2	269,2
Région Côte-Nord	102,5	111,4	109,6	109,3	116,9
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	73,3	77,3	90,7	92,2	113,0
Total secteur Est du Québec	**1 396,5**	**1 471,6**	**1 537,2**	**1 607,4**	**1 732,9**
Total réseau correctionnel du Québec	**4 876,5**	**4 876,1**	**5 048,9**	**5 191,8**	**5 562,9**

Tableau 3.4.3(b)

Évolution de la population moyenne quotidienne des personnes présentes et des personnes inscrites dans les établissements de détention du Québec selon l'établissement

Établissements	Personnes présentes				
	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
Amos	77,2	76,2	78,6	74,3	78,1
Baie-Comeau	72,0	76,4	69,5	70,4	74,2
Centre de détention de Québec (secteur féminin)	33,4	39,0	42,4	44,4	47,7
Centre de détention de Québec (secteur masculin)	487,3	466,9	471,0	475,4	497,8
Centre de prévention de montréal	474,4	449,7	431,2	381,8	235,7
Centre de réhabilitation de Waterloo	178,1	174,9	178,7	177,5	28,6
Centre Viger (détention de jour)	2,7	2,9	2,2	1,7	0,9
Chicoutimi	55,6	62,1	58,9	57,5	59,0
Cowansville	46,0	44,4	46,5	46,7	6,9
Établissement de détention de Montréal	927,1	915,1	907,9	915,2	963,1
Havre-Aubert	2,1	0,6	0,6	0,7	0,8
Hull	90,6	95,7	110,3	111,3	149,8
Joliette	47,0	45,3	47,5	37,0	4,2
Laval	151,1	146,4	143,3	23,7	0,0
Maison Gomin	37,8	0,0	0,0	0,0	0,0
Maison Tanguay	158,2	167,4	168,9	156,9	137,7
New Carlisle	46,0	50,7	53,4	51,0	60,2
Rimouski	44,9	46,7	43,1	60,8	74,8
Rivière-des-Prairies	0,0	0,0	0,0	0,0	178,2
Rivière-du-Loup	23,1	25,7	25,6	32,0	5,0
Roberval	50,9	52,7	50,9	53,9	54,7
Saint-Hyacinthe	56,9	60,6	60,1	68,9	13,1
Saint-Jérôme	114,3	99,0	111,1	166,1	264,8
Sept-Îles	18,1	17,0	16,8	17,6	18,8
Sherbrooke	152,1	149,3	154,6	155,3	173,1
Sorel	69,1	67,8	67,7	66,5	79,0
Trois-Rivières	134,3	164,2	166,0	166,2	164,7
Valleyfield	51,8	53,5	53,6	57,1	54,6
Total	**3 565,7**	**3 550,0**	**3 560,2**	**3 469,8**	**3 425,8**
Établissements	**Personnes inscrites**				
	1992-1993	**1993-1994**	**1994-1995**	**1995-1996**	**1996-1997**
Amos	129,5	128,0	140,4	137,1	139,7
Baie-Comeau	80,5	85,3	78,4	80,4	86,8
Centre de détention de Québec (secteur féminin)	49,6	59,4	66,0	67,0	72,3
Centre de détention de Québec (secteur masculin)	701,9	684,6	744,6	778,0	844,8
Centre de prévention de montréal	499,4	468,6	451,7	400,3	247,4
Centre de réhabilitation de Waterloo	204,0	208,7	212,9	208,8	37,8
Centre Viger (détention de jour)	34,2	37,6	47,4	57,6	43,8
Chicoutimi	76,9	92,0	85,5	85,8	95,2
Cowansville	49,1	53,6	55,7	66,2	13,8
Établissement de détention de Montréal	1 291,8	1 248,1	1 236,9	1 349,0	1 589,6
Havre-Aubert	3,7	1,1	1,4	0,7	2,6
Hull	160,7	181,3	182,9	189,8	259,3
Joliette	77,2	77,2	88,1	85,4	18,2
Laval	183,2	172,1	189,1	40,1	0,0
Maison Gomin	50,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Maison Tanguay	205,9	211,6	222,1	213,5	209,5
New Carlisle	69,6	76,2	89,3	91,5	110,4
Rimouski	59,3	69,0	63,8	83,5	133,6
Rivière-des-Prairies	0,0	0,0	0,0	0,0	185,8
Rivière-du-Loup	33,3	38,5	45,3	49,3	9,9
Roberval	72,1	72,1	67,0	75,1	78,0
Saint-Hyacinthe	84,2	87,7	95,1	126,8	26,3
Saint-Jérôme	205,3	179,2	219,5	323,9	539,4
Sept-Îles	22,0	26,1	31,3	28,9	30,1
Sherbrooke	185,1	181,6	196,0	199,1	276,1
Sorel	76,7	76,0	80,1	82,9	122,4
Trois-Rivières	227,6	267,4	264,7	267,2	269,2
Valleyfield	93,6	93,4	93,9	103,8	121,1
Total	**4 876,5**	**4 876,1**	**5 048,9**	**5 191,8**	**5 582,9**

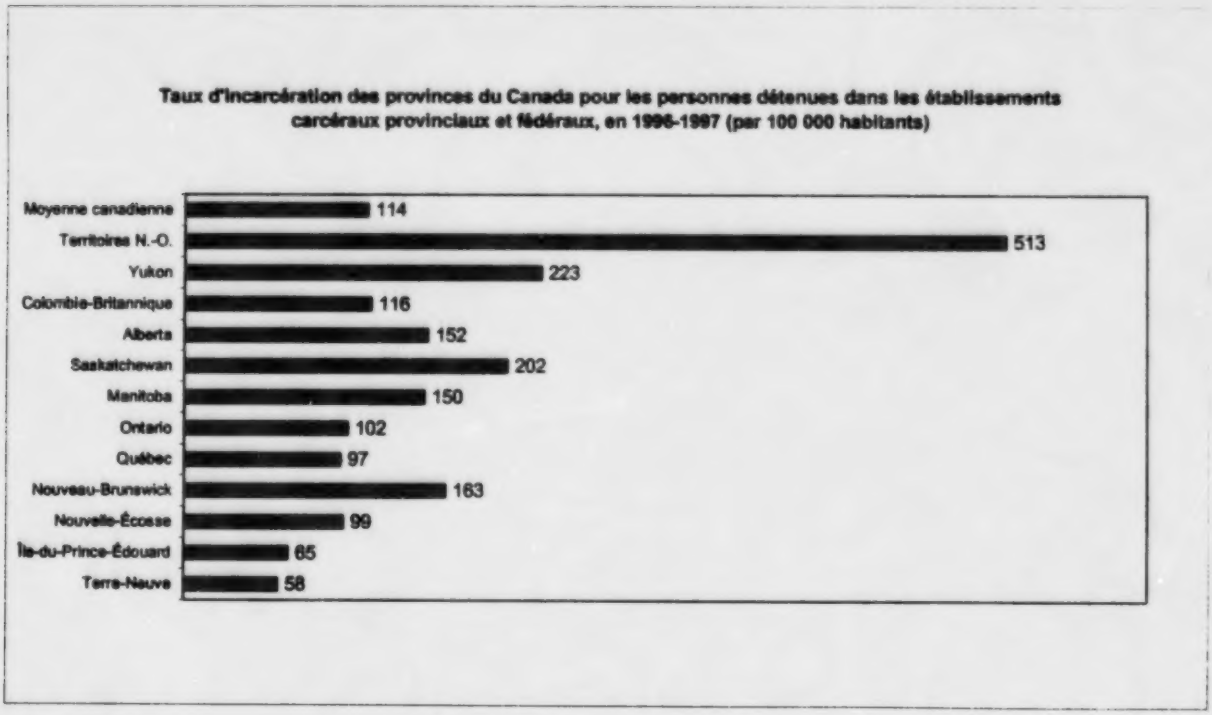
Tableau 3.4.4

Taux d'incarcération des provinces du Canada pour les personnes détenues dans les établissements carcéraux provinciaux et fédéraux, en 1996-1997 (par 100 000 habitants)

Province	population[1]	population moyenne quotidienne provinciale[1]	population moyenne quotidienne fédérale[2]	taux provincial	taux fédéral	taux d'incarcération total
Terre-Neuve	570 700	313	19	55	3	58
Île-du-Prince-Édouard	137 300	89	0	65	0	65
Nouvelle-Écosse	942 800	405	529	43	56	99
Nouveau-Brunswick	762 500	400	843	52	111	163
Québec	**7 389 200**	**3 425**	**3 768**	**46**	**51**	**97**
Ontario	11 252 400	7 766	3 695	69	33	102
Manitoba	1 143 500	985	728	86	64	150
Saskatchewan	1 022 500	1 175	889	115	87	202
Alberta	2 789 600	2 470	1 767	89	63	152
Colombie-Britannique	3 855 100	2 584	1 904	67	49	116
Yukon	31 400	70	0	223	0	223
Territoires du Nord-Ouest	66 500	341	0	513	0	513
TOTAL	29 963 500	20 023	14 143	67	47	114

1. Données tirées du document «Services correctionnels pour adultes au Canada 1996-1997».

2. Les données pour le Québec, l'Ontario et la Colombie-Britannique sont tirées du document «Services correctionnels pour adultes au Canada 1996-1997». Les données pour les autres provinces ne sont pas détaillées; elles ont donc été calculées à partir de la moyenne de la région canadienne réciproque et de la proportion de la capacité carcérale de la province.



3.5 – Les personnes condamnées

Les personnes condamnées sont celles qui ont été reconnues par la justice comme coupables d'infractions qui entraînent une peine de détention. Dans les tableaux de cette section, nous retrouvons les personnes qui ont commencé à purger une sentence de détention pendant la période de référence en ayant le statut de « condamné » à la date de début de sentence. Ainsi, il faut noter que les personnes condamnées qui gardent le statut de « prévenu » (présence d'une cause pendante) ne sont pas comptabilisées dans cette section.

Augmentation du nombre de personnes condamnées
En 1992-1993, 26 300 personnes étaient condamnées, alors qu'en 1996-1997, leur nombre s'établissait à 29 136, soit une augmentation de 10,8 % mais une baisse de 3,9 % par rapport à 1995-1996 (tableau 3.5.1(a)). Sans affirmer que le nombre de personnes condamnées diminuera au cours des prochaines années, il est clair que la tendance à la hausse s'estompe.

Les 20-34 ans constituent près de 58 % des personnes condamnées
Une fois de plus, ce sont les jeunes qui constituent la plus grande partie de cette clientèle. Il semble qu'à l'instar de l'ensemble de la clientèle correctionnelle, les personnes condamnées se retrouvent en majorité chez les moins de 35 ans (tableau 3.5.2).

Le délit principal des personnes condamnées à une peine de détention : infraction aux lois québécoises
En 1996-1997, 23,4 % des sentences globales de détention ont comme délit principal une infraction aux lois québécoises et 13,9 %, une infraction à la circulation (Code criminel).

Tableau 3.5.1(a)

Évolution du nombre de personnes condamnées à une peine de détention, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
Région Estrie et Centre-du-Québec	751	819	920	1 022	1 521
Région Outaouais	1 273	1 636	1 694	1 713	1 912
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	874	848	851	825	707
Région Laval/ Lanaudière/ Laurentides	2 143	1 987	2 408	2 733	2 830
Région Montérégie	2 190	2 345	2 570	2 902	1 917
Total secteur Ouest du Québec	**7 231**	**7 635**	**8 443**	**9 195**	**8 887**
Région et secteur de Montréal	**11 040**	**11 019**	**11 599**	**12 890**	**12 175**
Région Bas-Saint-Laurent	636	698	711	736	795
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	870	881	836	790	895
Région Québec et Chaudières-Appalaches	4 109	4 338	4 425	4 245	4 232
Région Mauricie et Centre-du-Québec	1 371	1 408	1 351	1 285	1 164
Région Côte-Nord	649	722	722	635	520
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	394	465	441	529	468
Total secteur Est du Québec	**8 029**	**8 512**	**8 486**	**8 220**	**8 074**
Total réseau correctionnel du Québec	**26 300**	**27 166**	**28 528**	**30 305**	**29 136**

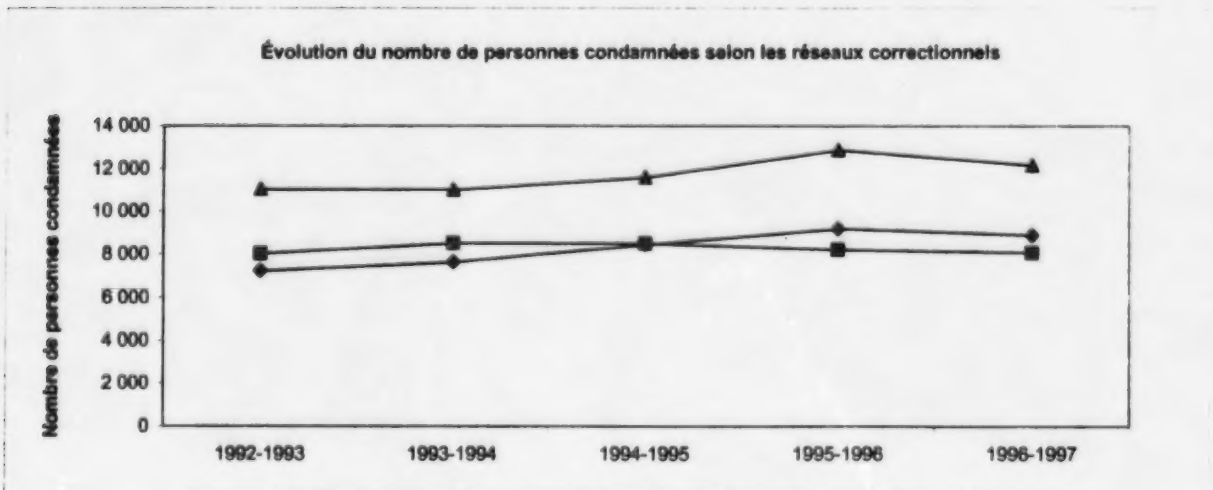


Tableau 3.5.1(b)

Évolution du nombre de personnes condamnées à une peine de détention selon l'établissement

	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
Amos	874	848	851	825	707
Baie-Comeau	285	322	365	302	257
Centre de détention de Québec (secteur féminin)	231	414	437	443	442
Centre de détention de Québec (secteur masculin)	3 763	3 924	3 988	3 802	3 790
Centre de prévention de montréal	2 052	1 776	1 711	1 524	792
Centre de réhabilitation de Waterloo	211	344	367	291	61
Centre Viger (détention de jour)	834	835	960	1 221	731
Chicoutimi	555	538	564	486	523
Cowansville	201	201	253	388	139
Établissement de détention de Montréal	6 921	7 113	7 576	8 733	8 677
Havre-Aubert	41	38	35	46	48
Hull	1 273	1 636	1 694	1 713	1 912
Joliette	632	778	891	872	88
Laval	32	7	34	2	0
Maison Gomin	115	0	0	0	0
Maison Tanguay	1 233	1 295	1 352	1 412	1 276
New Carlisle	353	427	406	483	420
Rimouski	435	476	456	466	732
Rivière-des-Prairies	0	0	0	0	699
Rivière-du-Loup	201	222	255	270	63
Roberval	315	343	272	304	372
Saint-Hyacinthe	730	732	787	968	195
Saint-Jérôme	1 479	1 202	1 483	1 859	2 742
Sept-Îles	364	400	357	333	263
Sherbrooke	751	819	920	1 022	1 521
Sorel	246	241	273	269	656
Trois-Rivières	1 371	1 408	1 351	1 285	1 164
Valleyfield	802	827	890	986	866
Total	26 300	27 166	28 528	30 305	29 136

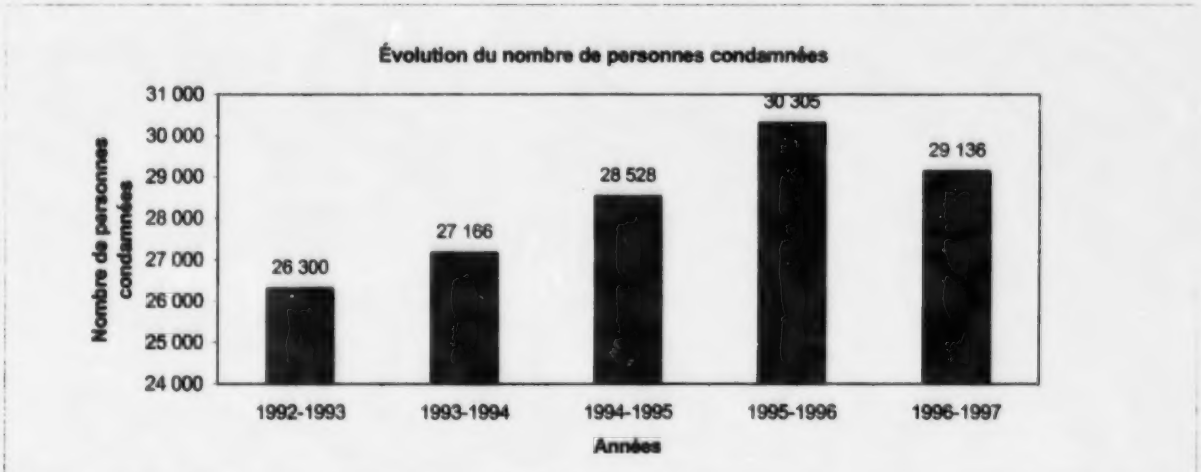
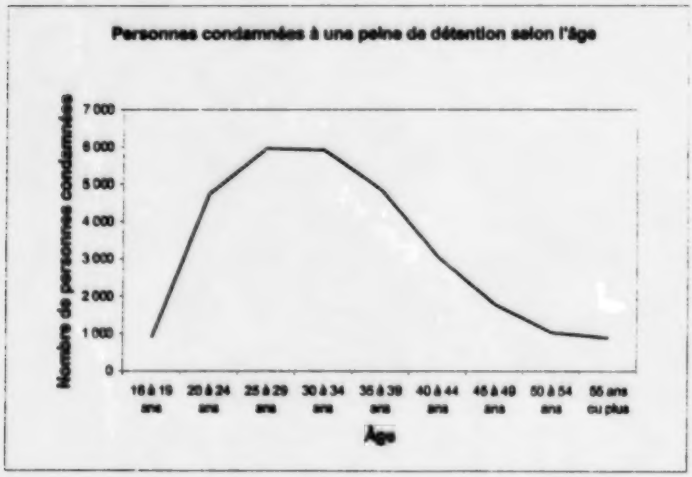


Tableau 3.5.2

Personnes condamnées à une peine de détention selon le délit principal et l'âge, en 1996-1997

	16 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans	35 à 39 ans	40 à 44 ans	45 à 49 ans	50 à 54 ans	55 ans ou plus	Total
Infractions contre l'état	13	61	92	86	39	43	10	4	5	353
Homicide	1	3	0	0	1	0	0	0	0	5
Homicide involontaire	0	0	0	0	4	0	1	0	0	5
Tentative de meutre	0	2	0	0	2	0	1	0	2	7
Infractions d'ordre sexuel	5	34	27	50	47	42	38	30	52	325
Voies de fait	24	206	269	311	237	147	75	42	23	1 334
Autres infractions contre la personne	12	63	71	122	123	76	57	23	21	568
Vol qualifié	59	134	85	78	54	20	8	2	1	441
Introduction par effraction	225	467	342	262	187	87	42	21	8	1 641
Extorsion	1	6	9	4	6	1	1	1	1	30
Vol	72	339	351	385	358	251	136	68	36	1 996
Méfait, incendie et dommage	47	142	149	137	117	55	39	20	11	717
Recel	18	81	69	59	44	24	14	7	2	318
Autres infractions contre la propriété	6	24	10	9	8	3	2	0	0	62
Infractions liées aux armes à feu	6	27	24	19	16	2	7	5	2	108
Fraude, corruption et escroquerie	6	30	42	55	63	32	23	11	10	272
Pari, prostitution et mœurs	6	35	47	55	30	22	9	3	4	211
Outrage	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Complot, complicité et tentative	37	110	103	88	76	29	21	14	8	486
Évasion	61	217	198	206	169	92	53	15	12	1 023
Circulation (Code criminel)	16	302	558	721	813	611	437	280	316	4 054
Autres infractions au Code criminel	14	299	344	315	226	151	74	48	33	1 504
Stupéfiants	120	448	532	460	356	184	136	51	43	2 330
Aliments et drogues	3	3	3	2	1	0	1	1	0	14
Immigration	1	5	1	6	4	1	0	0	0	18
Assurance-emploi	0	2	8	16	17	8	4	4	1	60
Loi sur les Indiens	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1
Autres infractions aux Statuts fédérau	10	23	37	31	30	30	28	35	21	245
Lois québécoises	72	1 089	1 657	1 509	1 098	695	336	216	160	6 832
Règlements municipaux	53	545	881	884	670	420	223	125	112	3 913
Non indiqué	8	41	58	50	47	27	18	7	7	263
Total	**896**	**4 738**	**5 967**	**5 920**	**4 844**	**3 053**	**1 794**	**1 033**	**891**	**29 136**



3.6 – Les séjours

Les statistiques sur les séjours décrivent combien de personnes étaient présentes à 23 h 59 pendant une année. Ce nombre, qui est calculé tous les jours, permet d'évaluer la durée totale des séjours des personnes contrevenantes. Cette statistique donne un aperçu de la même situation que celle qui provient pour les personnes présentes, mais sur une base annuelle. La moyenne quotidienne de personnes présentes est obtenue à partir de la durée annuelle des séjours dans les établissements divisée par 365 jours.

Des femmes séjournent dans des établissements pour hommes
Bien que des établissements soient réservés aux femmes, il arrive que certains accueillent des femmes pour un bref séjour. Pour 1996-1997, c'est l'établissement de détention de Hull qui a connu, pour cette clientèle, la durée de séjour la plus importante (tableau 3.6.1(b)).

Légères fluctuations au cours des dernières années qui semblent se stabiliser
La durée totale des séjours est marquée par de constantes fluctuations. Après une légère hausse de moins de 1 % en 1994-1995, on note deux baisses consécutives (tableau 3.6.2). Le nombre de jours est passé de 1 299 487 en 1994-1995 à 1 269 957 en 1995-1996, pour finalement s'établir à 1 250 339 jours, ce qui représente des baisses de 2,3 % et de 1,5 % respectivement.

Tableau 3.6.1(a)

Durée totale des séjours dans les établissements de détention du Québec, selon les directions régionales, les secteurs du réseau correctionnel, le statut et le sexe, en 1996-1997

Directions régionales et secteurs du réseau correctionnel	Personnes prévenues		Personnes condamnées		Total	
	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes
Région Estrie et Centre-du-Québec	112	15 434	98	47 528	210	62 962
Région Outaouais	711	18 781	1 950	33 249	2 661	52 030
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	264	13 940	122	14 195	386	28 135
Région Laval/ Lanaudière/ Laurentides	347	33 423	172	64 276	519	97 699
Région Montérégie	177	22 581	195	43 561	372	66 142
Total secteur Ouest du Québec	**1 611**	**104 159**	**2 537**	**202 809**	**4 148**	**306 968**
Région et secteur de Montréal	**16 557**	**209 898**	**33 686**	**293 050**	**50 243**	**502 948**
Région Bas-Saint-Laurent	164	12 280	66	16 620	230	28 900
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	129	10 946	60	30 369	189	41 315
Région Québec et Chaudière-Appalaches	4 761	69 957	12 664	111 725	17 425	181 682
Région Mauricie et Centre-du-Québec	554	17 584	349	41 619	903	59 203
Région Côte-Nord	166	6 783	110	26 883	276	33 666
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	53	5 877	15	16 298	68	22 175
Total secteur Est du Québec	**5 827**	**123 427**	**13 264**	**243 514**	**19 091**	**366 941**
Total réseau correctionnel du Québec	**23 995**	**437 484**	**49 487**	**739 373**	**73 482**	**1 176 857**
		461 479		**788 860**		**1 250 339**

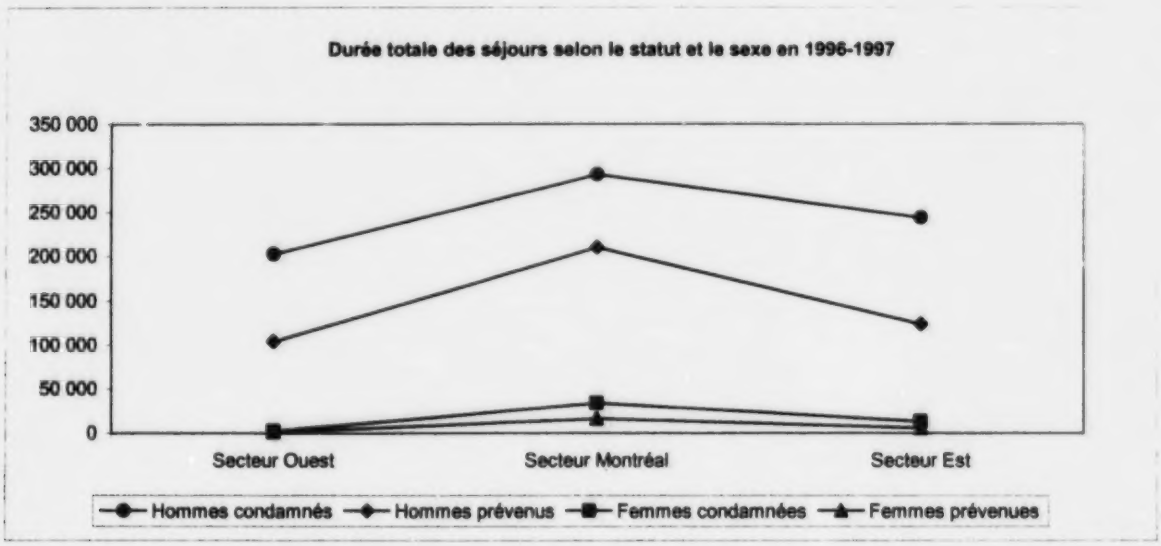


Tableau 3.6.1(b)

Durée totale des séjours dans les établissements de détention du Québec, selon l'établissement, le statut et le sexe, en 1996-1997

Établissements	Personnes prévenues		Personnes condamnées		Total	
	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes
Amos	264	13 940	122	14 195	386	28 135
Baie-Comeau	69	4 898	69	22 048	138	26 946
Centre de détention de Québec (secteur féminin)	4 761	0	12 664	0	17 425	0
Centre de détention de Québec (secteur masculin)	0	69 957	0	111 725	0	181 682
Centre de prévention de montréal	0	84 058	0	1 979	0	86 037
Centre de réhabilitation de Waterloo	0	1	11	10 436	11	10 437
Centre Viger (détention de jour)	0	0	0	324	0	324
Chicoutimi	105	6 945	41	14 433	146	21 378
Cowansville	41	944	125	1 413	166	2 357
Établissement de détention de Montréal	0	63 010	0	288 515	0	351 525
Havre-Aubert	4	81	0	195	4	276
Hull	711	18 781	1 950	33 249	2 661	52 030
Joliette	0	859	1	688	1	1 547
Maison Tanguay	16 557	0	33 686	1	50 243	1
New Carlisle	49	5 796	15	16 103	64	21 899
Rimouski	155	11 627	60	15 474	215	27 101
Rivière-des-Prairies	0	62 830	0	2 231	0	65 061
Rivière-du-Loup	9	653	6	1 146	15	1 799
Roberval	24	4 001	19	15 936	43	19 937
Saint-Hyacinthe	1	2 127	0	2 645	1	4 772
Saint-Jérôme	347	32 564	171	63 588	518	96 152
Sept-Îles	97	1 885	41	4 835	138	6 720
Sherbrooke	112	15 434	98	47 528	210	62 962
Sorel	19	11 541	33	17 235	52	28 776
Trois-Rivières	554	17 584	349	41 619	903	59 203
Valleyfield	116	7 968	26	11 832	142	19 800
Total	**23 995**	**437 484**	**49 487**	**739 373**	**73 482**	**1 176 857**
		461 479		**788 860**		**1 250 339**

Tableau 3.6.2(a)

Évolution de la durée totale des séjours dans les établissements de détention du Québec, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
Région Estrie et Centre-du-Québec	55 511	54 504	56 409	56 823	63 172
Région Outaouais	33 108	34 940	40 271	40 737	54 691
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	28 190	27 824	28 698	27 191	28 521
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	114 062	106 077	110 220	82 987	98 218
Région Montérégie	146 697	146 405	148 431	152 501	66 514
Total secteur Ouest du Québec	**377 568**	**369 750**	**384 029**	**360 239**	**311 116**
Région et secteur de Montréal	**570 278**	**560 309**	**551 172**	**532 765**	**553 191**
Région Bas-Saint-Laurent	24 813	26 418	25 066	33 965	29 130
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	38 731	41 893	40 044	40 780	41 504
Région Québec et Chaudières-Appalaches	190 599	184 658	187 377	190 263	199 107
Région Mauricie et Centre-du-Québec	49 021	59 943	60 593	60 824	60 106
Région Côte-Nord	32 912	34 064	31 488	32 217	33 942
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	17 554	18 724	19 718	18 904	22 243
Total secteur Est du Québec	**353 630**	**365 700**	**364 286**	**376 953**	**386 032**
Total réseau correctionnel du Québec	**1 301 476**	**1 295 759**	**1 299 487**	**1 269 957**	**1 250 339**

Évolution de la durée totale des séjours dans les établissements

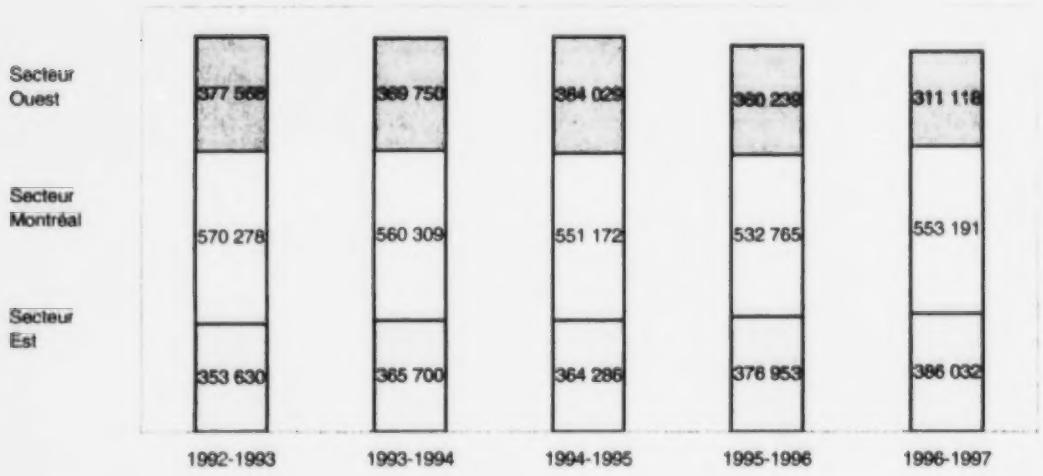


Tableau 3.6.2(b)

Évolution de la durée totale des séjours dans les établissements de détention du Québec selon l'établissement

	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
Amos	28 190	27 824	28 698	27 191	28 521
Baie-Comeau	26 292	27 875	25 356	25 774	27 084
Centre de détention de Québec (secteur féminin)	7 839	14 236	15 476	16 267	17 425
Centre de détention de Québec (secteur masculin)	177 846	170 422	171 901	173 996	181 682
Centre de prévention de montréal	173 162	164 136	157 368	139 751	86 037
Centre de réhabilitation de Waterloo	64 998	63 830	65 241	64 947	10 448
Centre Viger (détention de jour)	979	1 066	793	628	324
Chicoutimi	20 310	22 649	21 479	21 063	21 524
Cowansville	16 801	16 218	16 975	17 089	2 523
Établissement de détention de Montréal	338 402	333 995	331 376	334 965	351 525
Havre-Aubert	752	215	212	242	280
Hull	33 108	34 940	40 271	40 737	54 691
Joliette	17 162	16 546	17 347	13 532	1 548
Laval	55 166	53 416	52 318	8 660	0
Maison Gomin	4 914	0	0	0	0
Maison Tanguay	57 735	61 112	61 635	57 421	50 244
New Carlisle	16 802	18 509	19 506	18 662	21 963
Rimouski	16 378	17 037	15 734	22 240	27 316
Rivière-des-Prairies	0	0	0	0	65 061
Rivière-du-Loup	8 435	9 381	9 332	11 725	1 814
Roberval	18 421	19 244	18 565	19 717	19 980
Saint-Hyacinthe	20 784	22 110	21 946	25 205	4 773
Saint-Jérôme	41 734	36 115	40 555	60 795	96 670
Sept-Îles	6 620	6 189	6 132	6 443	6 858
Sherbrooke	55 511	54 504	56 409	56 823	63 172
Sorel	25 206	24 738	24 696	24 350	28 828
Trois-Rivières	49 021	59 943	60 593	60 824	60 106
Valleyfield	18 908	19 509	19 573	20 910	19 942
Total	**1 301 476**	**1 295 759**	**1 299 487**	**1 269 957**	**1 250 339**

3.7 – Les comparutions et les transferts

L'une des activités de la DGSC est de s'assurer de la comparution des personnes qui sont sous sa garde. La présente section donne les principales statistiques concernant la comparution des personnes détenues. Le transfert des personnes détenues d'un établissement à un autre, qui requiert beaucoup de ressources, constitue aussi une activité importante.

Le nombre de comparutions diminue
En 1992-1993, 93 990 comparutions ont été effectuées sous la responsabilité de la DGSC, atteignant alors un maximum (tableau 3.7.1). Après être demeuré relativement stable pendant deux ans (86 085 en 1993-1994 et 85 359 en 1994-1995), le nombre de comparutions a baissé en 1995-1996 à 77 487 et en 1996-1997, il a atteint 73 584, soit des diminutions de 9,2 % et de 5,0 %. Donc, en cinq ans, le nombre de comparutions a diminué de près de 22 %.

Comparutions : Montréal, Québec et ailleurs
Le nombre le plus important de comparutions se trouve surtout dans les régions urbanisées. En fait, 39,8 % des comparutions ont eu lieu dans la région de Montréal et 15,1 % l'ont été dans la région de Québec et Chaudières-Appalaches (tableau 3.7.1(a)). Moins de la moitié des comparutions, 45,1 %, se répartissent dans les dix autres régions correctionnelles.

Transferts reçus et les transferts envoyés
Un transfert reçu est comptabilisé lorsqu'une personne, à la suite d'un mouvement, arrive dans un nouvel établissement en provenance d'un autre établissement de détention où elle était inscrite. Par ailleurs, un transfert envoyé est comptabilisé lorsqu'une personne quitte l'établissement de détention où elle est inscrite pour un autre établissement de détention.

Si les seuls établissements de détention pris en compte étaient uniquement ceux du Québec, le nombre de transferts reçus et le nombre de transferts envoyés seraient égaux. Toutefois, étant donné que certains transferts concernent des établissements fédéraux ou des établissements situés dans d'autres provinces, il y a une légère différence entre ces nombres.

Le nombre de transferts diminue en 1996-1997
Après une période de stabilité dans le nombre de transferts, de 1992-1993 à 1994-1995, se situant autour de 26 500, on enregistre deux baisses consécutives d'environ 6,1 % et 13,5 % (tableaux 3.7.2 et 3.7.3). Ceci peut laisser entrevoir une tendance à la baisse pour les prochaines années.

Tableau 3.7.1(a)

Évolution du nombre de comparutions[1] sous la responsabilité des établissements de détention, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
Région Estrie et Centre-du-Québec	3 606	2 823	3 311	3 013	3 573
Région Outaouais	5 517	5 594	5 097	4 930	5 062
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	1 128	984	1 074	854	1 422
Région Laval/ Lanaudière/ Laurentides	12 509	9 545	10 476	10 802	9 837
Région Montérégie	7 585	7 648	7 206	6 265	4 373
Total secteur Ouest du Québec	**30 345**	**26 594**	**27 164**	**25 864**	**24 267**
Région et secteur de Montréal	**40 936**	**37 790**	**35 640**	**30 494**	**29 311**
Région Bas-Saint-Laurent	1 245	1 290	1 499	1 561	1 436
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	2 099	2 288	2 283	2 026	2 012
Région Québec et Chaudière-Appalaches	12 971	11 156	11 399	10 876	11 091
Région Mauricie et Centre-du-Québec	3 549	3 866	4 139	3 882	3 180
Région Côte-Nord	2 442	2 580	2 696	2 285	1 659
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	403	521	539	499	628
Total secteur Est du Québec	**22 709**	**21 701**	**22 555**	**21 129**	**20 006**
Total réseau correctionnel du Québec	**93 990**	**86 085**	**85 359**	**77 487**	**73 584**

1. L'extrant qui donne le nombre de comparutions a été révisé en avril 1996; les données ont donc été modifiées rétroactivement.

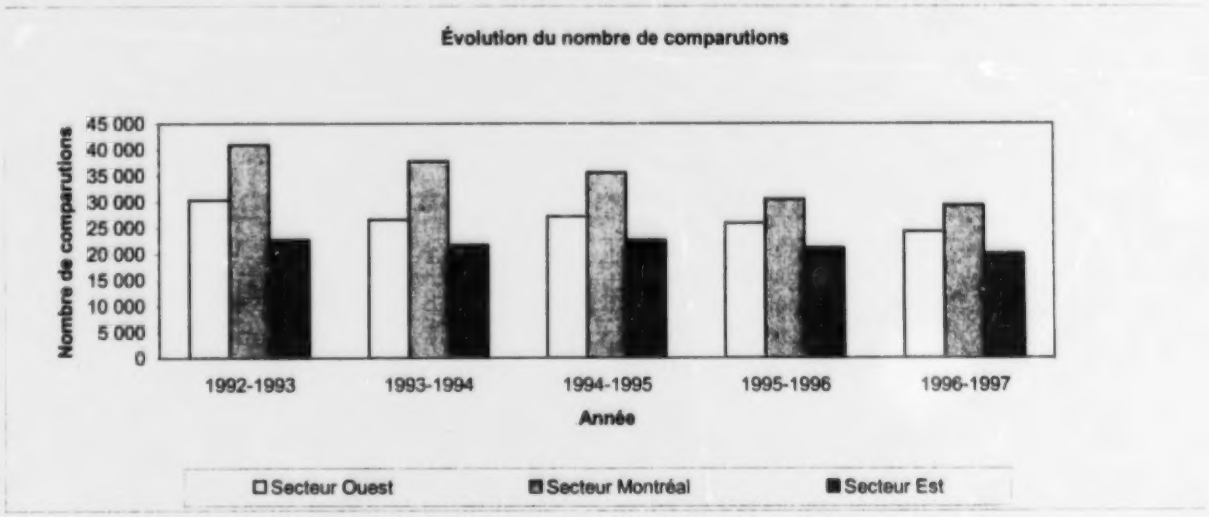


Tableau 3.7.1(b)

Évolution du nombre de comparutions[1] sous la responsabilité des établissements de détention selon l'établissement

	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
Amos	1 128	984	1 074	854	1 422
Baie-Comeau	957	1 008	1 109	845	560
Centre de détention de Québec (secteur féminin)	595	986	1 149	1 193	1 268
Centre de détention de Québec (secteur masculin)	11 906	10 170	10 250	9 683	9 823
Centre de prévention de montréal	27 406	24 539	22 628	18 618	11 225
Centre de réhabilitation de Waterloo	52	50	60	69	13
Centre Viger (détention de jour)	22	38	61	56	38
Chicoutimi	1 447	1 466	1 517	1 305	1 328
Cowansville	1 505	1 618	1 515	1 357	251
Établissement de détention de Montréal	10 134	10 109	9 795	9 178	8 188
Havre-Aubert	16	12	10	8	10
Hull	5 517	5 594	5 097	4 930	5 062
Joliette	3 887	4 140	4 473	3 775	464
Laval	348	309	287	34	0
Maison Gomin	470	0	0	0	0
Maison Tanguay	3 374	3 104	3 156	2 642	2 143
New Carlisle	387	509	529	491	618
Rimouski	568	447	574	730	1 282
Rivière-des-Prairies	0	0	0	0	7 717
Rivière-du-Loup	677	843	925	831	154
Roberval	652	822	766	721	684
Saint-Hyacinthe	2 845	2 855	2 509	2 381	466
Saint-Jérôme	8 274	5 096	5 716	6 993	9 373
Sept-Îles	1 485	1 572	1 587	1 440	1 099
Sherbrooke	3 606	2 823	3 311	3 013	3 573
Sorel	944	961	878	561	1 691
Trois-Rivières	3 549	3 866	4 139	3 882	3 180
Valleyfield	2 239	2 164	2 244	1 897	1 952
Total	**93 990**	**86 085**	**85 359**	**77 487**	**73 584**

1. L'extrant qui donne le nombre de comparutions a été révisé en avril 1996; les données ont donc été modifiées rétroactivement.

Tableau 3.7.2(a)

Évolution du nombre de transferts vers d'autres établissements de détention, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
Région Estrie et Centre-du-Québec	670	629	781	750	682
Région Outaouais	680	773	621	515	406
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	392	322	372	271	292
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	2 759	2 240	2 455	2 465	1 965
Région Montérégie	4 210	3 426	2 842	2 780	1 671
Total secteur Ouest du Québec	**8 711**	**7 390**	**7 071**	**6 781**	**5 016**
Région et secteur de Montréal	**12 457**	**12 384**	**12 540**	**11 552**	**10 628**
Région Bas-Saint-Laurent	491	520	524	509	754
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	586	602	583	659	663
Région Québec et Chaudière-Appalaches	3 012	3 100	3 075	2 859	2 505
Région Mauricie et Centre-du-Québec	720	767	729	644	567
Région Côte-Nord	1 347	1 510	1 508	1 433	893
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	182	167	208	184	273
Total secteur Est du Québec	**6 338**	**6 666**	**6 627**	**6 288**	**5 655**
Total réseau correctionnel du Québec	**27 506**	**26 440**	**26 238**	**24 621**	**21 299**

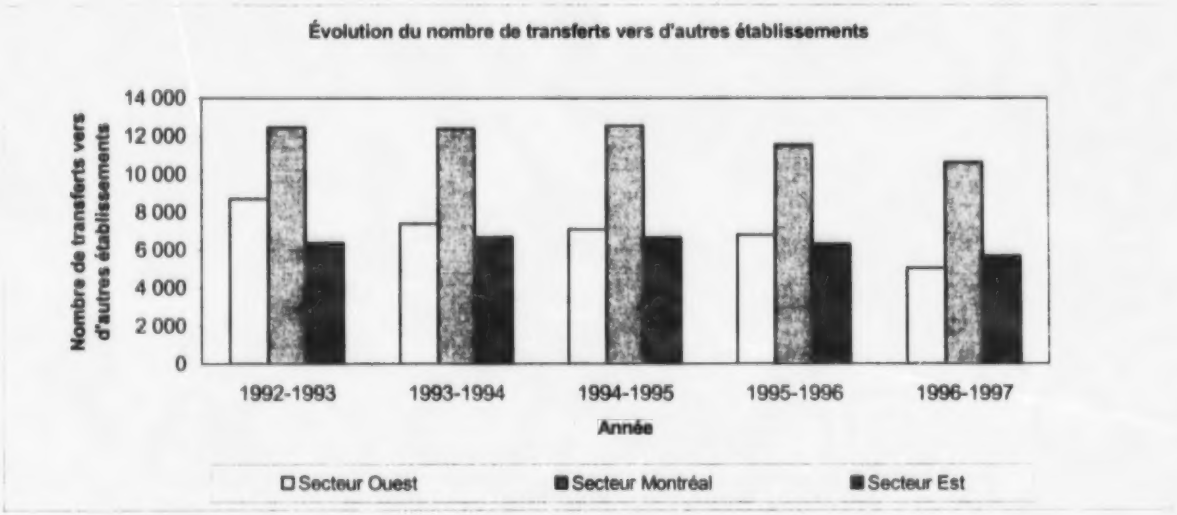


Tableau 3.7.2(b)

Évolution du nombre de transferts vers d'autres établissements de détention selon l'établissement

	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
Amos	392	322	372	271	292
Baie-Comeau	787	832	848	833	601
Centre de détention de Québec (secteur féminin)	99	196	206	186	156
Centre de détention de Québec (secteur masculin)	2 791	2 904	2 869	2 673	2 349
Centre de prévention de montréal	7 188	7 168	7 117	6 323	3 810
Centre de réhabilitation de Waterloo	691	526	460	517	203
Centre Viger (détention de jour)	100	63	74	89	43
Chicoutimi	345	363	372	377	314
Cowansville	1 424	1 162	609	581	173
Établissement de détention de Montréal	4 824	4 763	4 978	4 768	4 096
Havre-Aubert	34	40	45	47	35
Hull	680	773	621	515	406
Joliette	879	920	1 122	830	237
Laval	516	436	434	208	0
Maison Gomin	122	0	0	0	0
Maison Tanguay	345	390	371	372	359
New Carlisle	148	127	163	137	238
Rimouski	332	301	375	389	624
Rivière-des-Prairies	0	0	0	0	2 320
Rivière-du-Loup	159	219	149	120	130
Roberval	241	239	211	282	349
Saint-Hyacinthe	868	698	727	696	238
Saint-Jérôme	1 364	884	899	1 427	1 728
Sept-Îles	560	678	660	600	292
Sherbrooke	670	629	781	750	682
Sorel	668	470	446	521	677
Trois-Rivières	720	767	729	644	567
Valleyfield	559	570	600	465	380
Total	**27 506**	**26 440**	**26 238**	**24 621**	**21 299**

Tableau 3.7.3(a)

Évolution du nombre de transferts reçus des autres établissements, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
Région Estrie et Centre-du-Québec	681	693	734	718	750
Région Outaouais	444	539	455	363	284
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	328	232	272	219	258
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	2 551	2 298	2 504	2 339	2 583
Région Montérégie	4 167	3 549	2 822	2 990	1 298
Total secteur Ouest du Québec	**8 171**	**7 311**	**6 787**	**6 629**	**5 173**
Région et secteur de Montréal	**13 576**	**13 096**	**13 322**	**12 153**	**10 739**
Région Bas-Saint-Laurent	403	423	412	501	629
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	575	523	570	302	666
Région Québec et Chaudière-Appalaches	2 748	2 880	2 839	2 616	2 430
Région Mauricie et Centre-du-Québec	482	570	588	537	529
Région Côte-Nord	1 354	1 493	1 516	1 379	871
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	197	144	188	164	249
Total secteur Est du Québec	**5 759**	**6 033**	**6 113**	**5 499**	**5 374**
Total réseau correctionnel du Québec	**27 506**	**26 440**	**26 222**	**24 281**	**21 286**

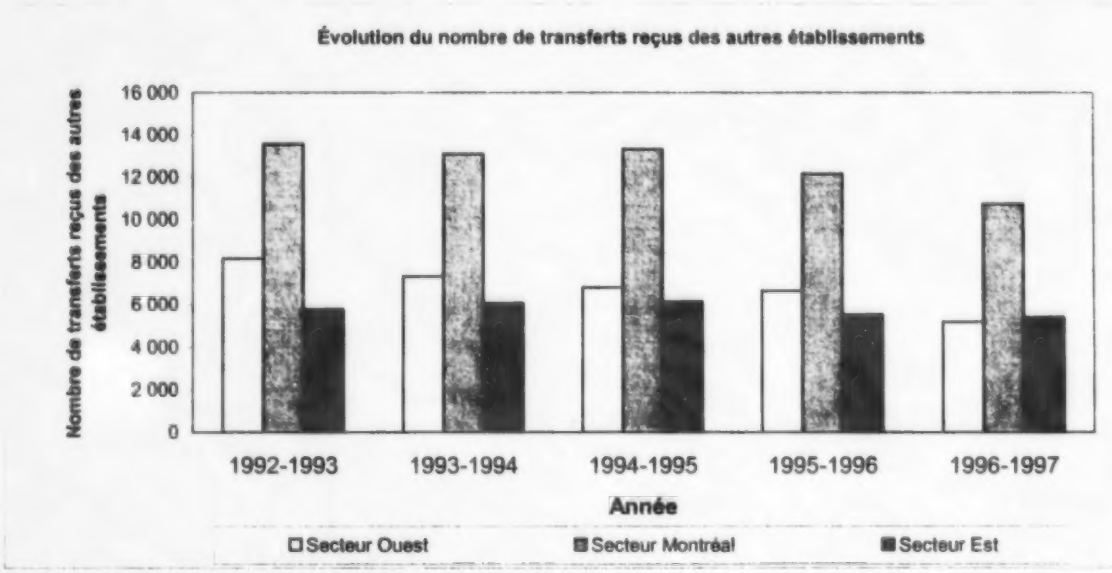


Tableau 3.7.3(b)

Évolution du nombre de transferts reçus des autres établissements de détention selon l'établissement

	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
Amos	328	232	272	219	258
Baie-Comeau	904	926	926	847	609
Centre de détention de Québec (secteur féminin)	159	241	211	213	138
Centre de détention de Québec (secteur masculin)	2 504	2 639	2 628	2 403	2 292
Centre de prévention de montréal	4 600	4 501	4 538	3 666	1 827
Centre de réhabilitation de Waterloo	1 118	1 044	926	991	94
Centre Viger (détention de jour)	1 064	1 137	1 448	1 625	1 035
Chicoutimi	293	268	298	302	282
Cowansville	1 234	977	437	480	73
Établissement de détention de Montréal	7 462	6 961	6 818	6 435	5 905
Havre-Aubert	18	12	13	11	16
Hull	444	539	455	363	284
Joliette	679	694	852	749	164
Laval	1 010	888	959	129	0
Maison Gomin	85	0	0	0	0
Maison Tanguay	450	497	518	427	373
New Carlisle	179	132	175	153	233
Rimouski	272	248	286	380	588
Rivière-des-Prairies	0	0	0	0	1 599
Rivière-du-Loup	131	175	126	121	41
Roberval	282	255	272		384
Saint-Hyacinthe	653	547	537	571	96
Saint-Jérôme	862	716	693	1 461	2 419
Sept-Îles	450	567	590	532	262
Sherbrooke	681	693	734	718	750
Sorel	662	533	457	565	692
Trois-Rivières	482	570	588	537	529
Valleyfield	500	448	465	383	343
Total	**27 506**	**26 440**	**26 222**	**24 281**	**21 286**

3.8 – Les absences temporaires

Le programme d'absences temporaires permet à une personne détenue de s'absenter de l'établissement de détention pour une période déterminée, à certaines conditions. Il existe trois types d'absences temporaires : celles qui ont pour but de favoriser la réinsertion sociale (les plus fréquentes), celles qui sont accordées pour des raisons médicales et celles qui sont accordées pour des raisons humanitaires. Les absences temporaires pour raisons humanitaires et pour raisons médicales sont plus rares, puisqu'elles sont accordées dans des cas plus précis, comme un traitement hospitalier particulier (raison médicale) ou le décès d'un proche parent (raison humanitaire).

Le nombre de jours en absence temporaire pour réinsertion sociale, en 1996-1997, représente 65 % du nombre total

L'autre 35 % de jours en absence temporaire est réparti de la façon suivante : 31 % pour des raisons humanitaires et 4 % pour des raisons médicales (tableau 3.8.1). La répartition par secteur montre que le nombre total de jours en absence temporaire pour chacun des secteurs est semblable, autour de 33 % chacun.

Augmentation importante du nombre de jours en absence temporaire

Depuis 1994-1995, le nombre de jours en absence temporaire ne cesse d'augmenter, avec des taux de 12,0 %, 16,0 % et finalement pour la dernière année, 23,8 % (tableau 3.8.2).

Tableau 3.8.1(a)

Durée en jours des absences temporaires, selon le motif d'octroi, les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel, en 1996-1997

	Humanitaire	Médicale	Réinsertion sociale	Total
Région Estrie et Centre-du-Québec	8 432	2 594	26 572	37 598
Région Outaouais	13 142	1 644	25 155	39 941
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	11 217	1 219	10 040	22 476
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	25 948	625	78 732	105 305
Région Montérégie	16 076	3 098	31 577	50 751
Total secteur Ouest du Québec	**74 815**	**9 180**	**172 076**	**256 071**
Région et secteur de Montréal	**89 553**	**11 878**	**176 145**	**277 576**
Région Bas-Saint-Laurent	11 628	1 428	10 167	23 223
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	9 416	1 616	10 668	21 700
Région Québec et Chaudière-Appalaches	33 198	1 787	100 667	135 652
Région Mauricie et Centre-du-Québec	8 113	2 094	27 935	38 142
Région Côte-Nord	5 459	710	2 570	8 739
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	9 457	1 479	8 070	19 006
Total secteur Est du Québec	**77 271**	**9 114**	**160 077**	**246 462**
Total réseau correctionnel du Québec	**241 639**	**30 172**	**508 298**	**780 109**

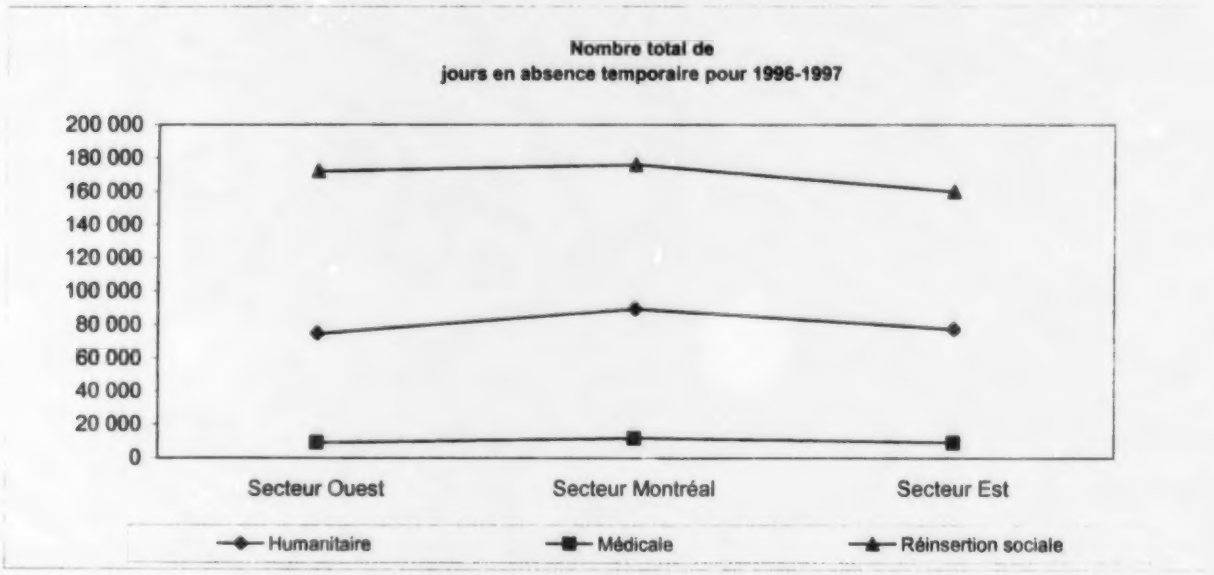


Tableau 3.8.1(b)

Durée en jours des absences temporaires, selon l'établissement et selon le motif d'octroi en 1996-1997

	Humanitaire	Médicale	Réinsertion sociale	Total
Amos	11 217	1 219	10 040	22 476
Baie-Comeau	3 233	249	1 122	4 604
Centre de détention de Québec (secteur féminin)	1 720	4	7 245	8 969
Centre de détention de Québec (secteur masculin)	31 478	1 783	93 422	126 683
Centre de prévention de montréal	0	4 252	4	4 256
Centre de réhabilitation de Waterloo	1 108	12	2 221	3 341
Centre Viger (détention de jour)	4 686	144	10 851	15 681
Chicoutimi	5 485	699	7 022	13 206
Cowansville	148	168	2 187	2 503
Établissement de détention de Montréal	74 682	2 784	151 196	228 662
Havre-Aubert	171	4	499	674
Hull	13 142	1 644	25 155	39 941
Joliette	692	0	4 394	5 086
Maison Tanguay	10 182	1 961	14 094	26 237
New Carlisle	9 286	1 475	7 571	18 332
Rimouski	10 198	1 428	9 812	21 438
Rivière-des-Prairies	3	2 737	0	2 740
Rivière-du-Loup	1 430	0	355	1 785
Roberval	3 931	917	3 646	8 494
Saint-Hyacinthe	377	164	4 273	4 814
Saint-Jérôme	25 256	625	74 338	100 219
Sept-Îles	2 226	461	1 448	4 135
Sherbrooke	8 432	2 594	26 572	37 598
Sorel	8 006	372	7 465	15 843
Trois-Rivières	8 113	2 094	27 935	38 142
Valleyfield	6 437	2 382	15 431	24 250
Total	**241 639**	**30 172**	**508 298**	**780 109**

Tableau 3.8.2(a)

Évolution du nombre total de jours en absence temporaire, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel [1]

	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
Région Estrie et Centre-du-Québec	12 427	11 903	15 128	16 055	37 598
Région Outaouais	25 540	31 213	26 503	28 728	39 941
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	19 078	18 880	22 546	23 003	22 476
Région Laval/Lanaudière/ Laurentides	56 217	50 295	71 039	81 519	105 305
Région Montérégie	39 376	43 289	47 801	62 874	50 751
Total secteur Ouest du Québec	**152 638**	**155 580**	**183 017**	**212 179**	**256 071**
Région et secteur de Montréal	**171839**	**157 014**	**163 543**	**206 721**	**277 576**
Région Bas-Saint-Laurent	9 005	13 328	14 734	14 650	23 223
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	15 547	18 004	15 605	18 106	21 700
Région Québec et Chaudières-Appalaches	83 787	87 003	108 500	118 987	135 652
Région Mauricie et Centre-du-Québec	34 003	37 648	36 022	36 983	38 142
Région Côte-Nord	4 980	6 652	8 528	7 778	8 739
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	9 204	9 708	13 399	14 839	19 006
Total secteur Est du Québec	**156 526**	**172 343**	**196 788**	**211 343**	**246 462**
Total réseau correctionnel du Québec	**481 003**	**484 937**	**543 348**	**630 243**	**780 109**

1. Les chiffres de 1995-1996 ont été révisés.

Évolution du nombre total de jours en absence temporaire

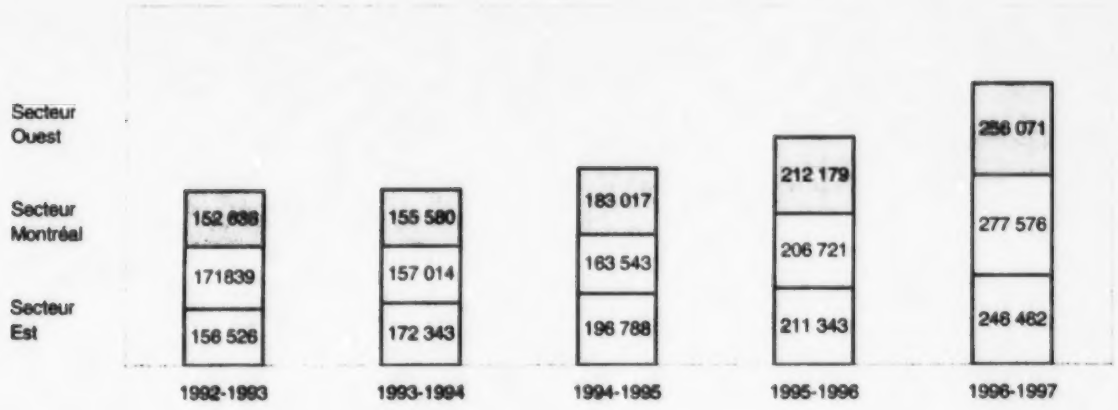


Tableau 3.8.2(b)

Évolution du nombre total de jours en absence temporaire selon l'établissement [1]

	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
Amos	19 078	18 880	22 546	23 003	22 476
Baie-Comeau	3 086	3 263	3 243	3 663	4 604
Centre de détention de Québec (secteur féminin)	3 439	7 448	8 621	8 243	8 969
Centre de détention de Québec (secteur masculin)	78 373	79 555	99 879	110 744	126 683
Centre de prévention de montréal	9 416	7 008	7 504	6 763	4 256
Centre de réhabilitation de Waterloo	9 457	14 604	12 453	11 485	3 341
Centre Viger (détention de jour)	11 788	12 843	16 522	20 461	15 681
Chicoutimi	7 789	10 920	9 734	10 324	13 206
Cowansville	1 219	3 390	3 348	7 126	2 503
Établissement de détention de Montréal	133 101	121 491	120 102	158 764	228 662
Havre-Aubert	595	163	309	15	674
Hull	25 540	31 213	26 503	28 728	39 941
Joliette	11 031	11 630	14 794	17 733	5 086
Laval	11 997	9 398	16 700	6 023	0
Maison Gomin	1 975	0	0	0	0
Maison Tanguay	17 534	15 672	19 415	20 733	26 237
New Carlisle	8 609	9 545	13 090	14 824	18 332
Rimouski	5 276	8 646	7 551	8 326	21 438
Rivière-des-Prairies	0	0	0	0	2 740
Rivière-du-Loup	3 729	4 682	7 183	6 324	1 785
Roberval	7 758	7 084	5 871	7 782	8 494
Saint-Hyacinthe	9 963	12 324	12 771	21 184	4 814
Saint-Jérôme	33 189	29 267	39 545	57 763	100 219
Sept-Îles	1 894	3 389	5 285	4 115	4 135
Sherbrooke	12 427	11 903	15 128	16 055	37 598
Sorel	3 228	3 008	4 538	5 993	15 843
Trois-Rivières	34 003	37 648	36 022	36 983	38 142
Valleyfield	15 509	9 963	14 691	17 086	24 250
Total	**481 003**	**484 937**	**543 348**	**630 243**	**780 109**

1. Les chiffres de 1995-1996 ont été révisés.

Chapitre 4

La probation

4.1 – Les activités d'évaluation

L'évaluation regroupe les activités servant à informer les tribunaux et la Commission québécoise des libérations conditionnelles (CQLC), afin de leur permettre de prendre des décisions justes et équitables. De ces deux clients, ce sont les tribunaux qui exigent le plus grand investissement de ressources de la part des agents de probation, puisque plus de 90 % des rapports d'évaluation sont produits pour leur bénéfice.

Augmentation des demandes de rapports d'évaluation par la cour en 1996-1997
Le nombre total de demandes de rapports d'évaluation par la cour a augmenté de 22,6 % en 1996-1997, passant de 6 829 en 1995-1996 à 8 370 (tableau 4.1.1); c'est la première hausse depuis cinq ans. La tendance des dernières années laissait prévoir une baisse et aucunement une importante augmentation des demandes de rapports d'évaluation à la cour. On peut attribuer une partie de cette hausse à l'introduction d'une nouvelle peine, le 3 septembre 1996: la condamnation à l'emprisonnement avec sursis.

À l'instar de la demande, la production de rapports d'évaluation à la cour a connu une augmentation de 21,4 %, le nombre passant de 6 586 en 1995-1996 à 7 997 en 1996-1997 (tableau 4.1.1). L'écart entre la demande et la production, pour les cinq dernières années, a été réduit en 1993-1994 à son minimum. Depuis cette année-là, l'écart s'accroît à cause de la charge de travail qui augmente.

Diminution de la demande de rapports d'évaluation reçue de la CQLC
Contrairement aux demandes de rapports d'évaluation de la cour, les demandes de rapports d'évaluation provenant de la CQLC diminuent après avoir connu une hausse jusqu'en 1994-1995. Ainsi, le nombre de demandes passe successivement de 843 en 1994-1995, à 748, en 1995-1996, pour atteindre 525, en 1996-1997, ce qui représente une baisse de 29,8 % (tableau 4.1.1).

Comme pour la demande, la production de rapports d'évaluation pour la CQLC a diminué, passant de 688, en 1995-1996, à 511, en 1996-1997, pour une baisse de 25,7 %.

L'écart entre la demande totale et la production totale ne se comble pas
Bien que l'écart entre les deux ait toujours été minime, la demande totale a toujours été plus élevée que la production totale.

Montréal et la Montérégie comptaient un peu plus de 40 % de la demande et de la production en 1996-1997
Une fois de plus, Montréal et la Montérégie sont les régions où la demande et la production de rapports d'évaluation (tableau 4.1.2) sont le plus élevées ; près de 40 % des activités d'évaluation (demande et production) s'y déroulent.

Tableau 4.1.1

Évolution de l'ensemble des activités d'évaluation selon le type d'activité

Demande et production de rapports d'évaluation à la cour	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
Demande[1]					
Admissibilité aux travaux communautaires	815	1 141	1 098	1 426	1 613
Enquête sociale	13	12	11	2	7
Rapport régulier	5 152	4 574	4 479	4 017	4 178
Rapport spécifique	149	193	219	212	504
Rapport supplémentaire	267	174	183	196	185
Évaluation sursis[2]	0	0	0	0	851
Autres rapports à la cour	928	1 039	1 021	976	1 032
Total	**7 324**	**7 133**	**7 011**	**6 829**	**8 370**
Production					
Admissibilité aux travaux communautaires	759	1 098	1 078	1 344	1 626
Enquête sociale	17	14	8	6	8
Rapport régulier	4 931	4 607	4 238	3 876	3 988
Rapport spécifique	159	169	236	207	426
Rapport supplémentaire	273	190	190	175	182
Évaluation sursis[2]	0	0	0	0	760
Autres rapports à la cour	929	1 038	1 020	978	1 007
Total	**7 068**	**7 116**	**6 770**	**6 586**	**7 997**
Demande et production de rapports d'évaluation à la Commission québécoise des libérations conditionnelles (CQLC)					
Demande[1]					
Enquête communautaire	35	49	87	37	42
Rapport connu	27	8	16	4	1
Rapport d'étape	462	667	739	707	481
Rapport régulier	9	0	1	0	1
Total	**533**	**724**	**843**	**748**	**525**
Production					
Enquête communautaire	79	81	84	89	89
Rapport connu	32	9	14	4	1
Rapport d'étape	268	526	586	595	420
Rapport régulier	7	1	1	0	1
Total	**386**	**617**	**685**	**688**	**511**
Demande totale de rapports d'évaluation	7 857	7 857	7 854	7 577	8 895
Production totale de rapports d'évaluation	7 454	7 733	7 455	7 274	8 508

1. Pour la demande d'évaluation en 1995-1996, les chiffres ont été révisés en regard du rapport précédent afin d'exclure les cas hors Québec.

2. Ce type d'évaluation n'est pas demandé directement par la cour, mais fait suite à l'ordonnance de sursis émise par la cour.

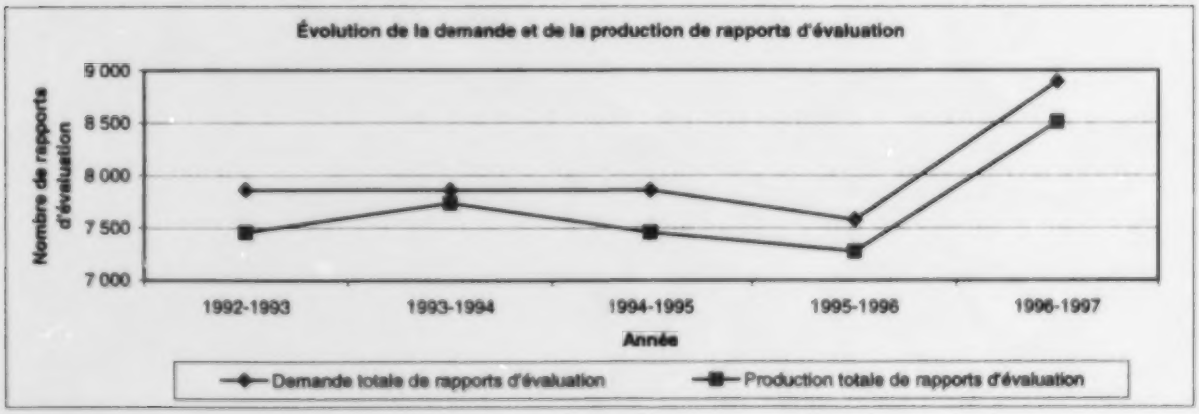


Tableau 4.1.2

Évolution de l'ensemble des activités d'évaluation, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

Demande	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
Région Estrie et Centre-du-Québec[1]	490	526	507	558	568
Région Outaouais	579	539	470	424	580
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	260	255	255	268	371
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	777	806	982	915	1 175
Région Montérégie[1]	1 601	1 708	1 686	1 669	1 756
Total secteur Ouest du Québec	**3 706**	**3 834**	**3 901**	**3 834**	**4 450**
Région et secteur de Montréal	**2 066**	**1 969**	**1 980**	**1 845**	**1 881**
Région Bas-Saint-Laurent	185	207	165	180	220
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	426	385	404	377	419
Région Québec et Chaudière-Appalaches	908	896	820	829	1 040
Région Mauricie et Centre-du-Québec[1]	335	331	369	323	619
Région Côte-Nord	164	156	131	113	176
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	67	79	84	76	90
Total secteur Est du Québec	**2 085**	**2 054**	**1 973**	**1 898**	**2 564**
Demande totale réseau correctionnel du Québec	**7 857**	**7 857**	**7 854**	**7 577**	**8 895**
Production					
Région Estrie et Centre-du-Québec[1]	475	520	479	495	583
Région Outaouais	540	544	474	403	602
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	266	247	250	273	347
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	675	769	873	865	1 084
Région Montérégie[1]	1 553	1 688	1 595	1 707	1 752
Total secteur Ouest du Québec	**3 509**	**3 768**	**3 671**	**3 743**	**4 368**
Région et secteur de Montréal	**2 010**	**2 023**	**1 799**	**1 756**	**1 754**
Région Bas-Saint-Laurent	169	175	163	142	174
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	347	376	364	319	397
Région Québec et Chaudière-Appalaches	849	835	886	786	953
Région Mauricie et Centre-du-Québec[1]	324	325	349	345	586
Région Côte-Nord	181	156	138	103	185
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	65	75	85	80	91
Total secteur Est du Québec	**1 935**	**1 942**	**1 985**	**1 775**	**2 386**
Production totale réseau correctionnel du Québec	**7 454**	**7 733**	**7 455**	**7 274**	**8 508**

1. L'unité administrative de Granby fait maintenant partie de la région de l'Estrie, alors que ses points de services Saint-Jean-sur-Richelieu et St-Hyacinthe relèvent de la Montérégie. Victoriaville liée au bureau de Drummondville (Estrie) jusqu'en 1996-1997, a été depuis rattachée à Trois-Rivières (Mauricie). On a donc, pour la production des rapports, fait le compte par agent et pour la demande, on a réparti proportionnellement les données selon les pourcentages obtenus pour la production, la répartition par agent étant impossible.

4.2 – Les activités d'intervention

Les activités d'intervention du milieu ouvert sont le cautionnement, la libération conditionnelle, la libération de jour, la probation avec surveillance, les travaux communautaires (les activités de surveillance), Alcofrein et les travaux compensatoires (les activités dont le milieu ouvert assume la gestion).

On ajoute à cela, la *surveillance en absence temporaire*, même si les données ne représentent pas l'ensemble des cas suivis en probation (PEMO). Ces données représentent une partie seulement, car la révision des processus à ce niveau n'a pas été intégrée complètement à DACOR (voir lexique). On ajoute aussi, les *Sursis*. La condamnation à l'emprisonnement avec sursis est une nouvelle peine introduite le 3 septembre 1996. Cette mesure sentencielle fait en sorte qu'un plus grand nombre de personnes condamnées purgent leur peine au sein de la collectivité en se soumettant à des mesures d'encadrement, lorsque le tribunal est convaincu qu'elles ne mettent pas en danger la sécurité d'autrui.

Augmentation du nombre de demandes d'intervention de surveillance
De 1992-1993 à 1995-1996, on a noté une certaine stabilité dans la demande d'intervention jusqu'en 1996-1997 où elle a considérablement augmenté de 32,2 %, passant de 12 685 à 16 765 demandes d'activités de surveillance (tableau 4.2.1). Ceci est attribuable à l'instauration de la peine avec sursis. Il y a aussi des variations dans le nombre de demandes de libération conditionnelle, qui a diminué de 7,6 %, de probation sous surveillance qui a augmenté de 15,1 % et des ordonnances de travaux communautaires qui eux ont augmenté de 22,7 %. La demande devrait augmenter l'an prochain, car l'ordonnance de sursis sera appliquée toute l'année comparativement à cette année où elle n'était en vigueur que les sept derniers mois.

Augmentation de la production pour les activités d'intervention de surveillance
De la même façon que pour la demande, la production a augmenté de 16,6 %, passant de 11 257 à 13 120. Les ordonnances de sursis font encore une différence, mais aussi les autres activités d'intervention qui ont connu des variations. La moyenne mensuelle de dossiers actifs de probation sous surveillance et d'ordonnance de travaux communautaires a augmenté tandis que celle des libérations conditionnelles a diminué (tableau 4.2.1).

Montréal est le secteur qui reçoit et qui produit le moins d'interventions de surveillance comparativement aux secteurs Est et Ouest
En 1996-1997, 17 % des demandes de *Probation sous surveillance*, 30 % des demandes de surveillance de *Libération conditionnelle*, 22 % des *Travaux communautaires* et 26 % des demandes de *Sursis* ont été enregistrées dans le secteur de Montréal (tableau 4.2.2). Ceci représente moins du tiers des demandes pour chacune des activités de surveillance. Au cours des cinq dernières années, cette tendance s'est maintenue.

Taux de surveillance par région : la Côte-Nord a le plus élevé
Les régions qui ont les taux de surveillance d'intervention en probation les plus élevés sont la Côte-Nord, l'Outaouais et l'Abitibi-Témiscamingue/ Nord-du-Québec (tableau 4.2.6). Au cours des cinq dernières années, les mêmes trois régions ont eu les taux de surveillance les plus élevés. De 1992-1993 à 1994-1995, le taux de surveillance pour le Québec est resté stable. En 1995-1996, il a connu une baisse importante de 12,6 %, pour ensuite augmenter de 16,4 % et s'établir à près de 182 cas de surveillance par 100 000 habitants.

Le programme Alcofrein connaît une hausse d'inscriptions
En 1992-1993, le programme Alcofrein a atteint un sommet avec 4 760 ordonnances reçues. Toutefois, depuis 1993-1994, le programme a enregistré d'importantes baisses successives, le nombre d'ordonnances reçues atteignant en 1995-1996 2 702. En 1996-1997, Alcofrein a connu une hausse de 10,4 %, ce qui porte le nombre d'inscriptions à 2 983 (tableau 4.2.1).

Stabilisation du nombre de dossiers traités pour le programme Travaux compensatoires
En 1996-1997, 23 494 dossiers ont été traités pour le programme Travaux compensatoires, ce qui signifie une légère baisse de 3,3 % par rapport à l'an dernier.

Tableau 4.2.1

Évolution de l'ensemble des activités d'intervention selon le type d'activités

Activités de surveillance	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
Nombre de demandes selon les activités suivantes[1]					
Absence temporaire	0	0	0	0	58
Cautionnnement	67	34	34	21	37
Libération conditionnelle	3 034	3 286	3 418	3 139	2 900
Libération de jour	19	13	22	16	22
Probation avec surveillance	6 941	6 423	6 753	6 223	7 162
Sursis	0	0	0	0	2 555
Travaux communautaires	2 488	2 803	2 891	3 286	4 031
Total du nombre de demandes	**12 549**	**12 559**	**13 118**	**12 685**	**16 765**
Moyenne mensuelle de dossiers actifs(caseload)[2]					
Absence temporaire	0	0	0	0	5
Cautionnnement	47	12	9	2	9
Libération conditionnelle	1 464	1 802	1 922	1 694	1 660
Libération de jour	7	8	11	7	8
Probation avec surveillance	9 232	9 265	9 375	7 575	7 997
Sursis	0	0	0	0	1 053
Travaux communautaires	1 231	1 490	1 569	1 979	2 388
Total des moyennes mensuelles	**11 981**	**12 577**	**12 886**	**11 257**	**13 120**
Activités dont la DGSC assume la gestion					
Alcofrein — ordonnances reçues	4 760	3 730	3 175	2 702	2 983
Alcofrein — sessions données	260	225	189	194	161
Travaux compensatoires — dossiers traités	21 188	25 308	25 099	24 293	23 494

1.Pour la demande d'intervention en 1995-1996, les chiffres ont été révisés en regard du rapport précédent afin d'exclure les cas hors Québec.

2.Pour la production d'intervention, les données de 1994-1995 comportaient une erreur de transcription pour les travaux communautaires qui a été corrigé. Les chiffres pour 1995-1996 ont été révisés en excluant les cas en arrêt d'intervention (catégorisation qui a débuté en janvier 1996).

Évolution de la demande et de la production des activités d'intervention

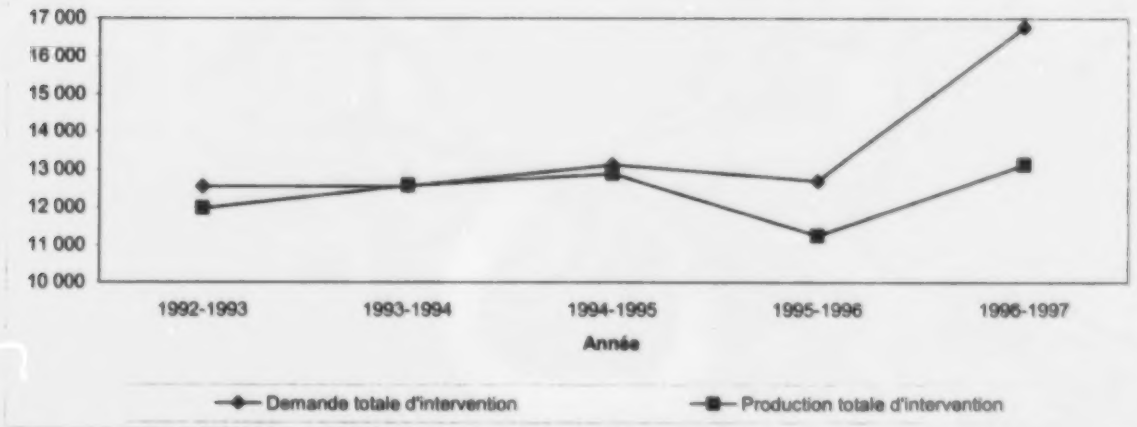


Tableau 4.2.2

Nombre de demandes et moyenne mensuelle des dossiers actifs pour les activités *probation avec surveillance*, *surveillance de libération conditionnelle*, *travaux communautaires* et *sursis*, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel, en 1996-1997

Nombre de demandes pendant l'année	Probation avec surveillance	Surveillance de libération conditionnelle	Travaux communautaires	Sursis
Région Estrie et Centre-du-Québec[1]	444	189	314	123
Région Outaouais	685	114	239	186
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	493	108	181	111
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	812	384	544	342
Région Montérégie[1]	1 074	208	585	269
Total secteur Ouest du Québec	**3 508**	**1 003**	**1 863**	**1 031**
Région et secteur de Montréal	**1 215**	**879**	**895**	**668**
Région Bas-Saint-Laurent	391	91	189	88
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	232	87	177	76
Région Québec et Chaudière-Appalaches	1 157	529	427	316
Région Mauricie et Centre-du-Québec[1]	257	194	191	229
Région Côte-Nord	265	44	162	116
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	137	73	127	31
Total secteur Est du Québec	**2 439**	**1 018**	**1 273**	**856**
Demande totale réseau correctionnel du Québec	**7 162**	**2 900**	**4 031**	**2 555**
Moyenne mensuelle des dossiers actifs (caseload)				
Région Estrie et Centre-du-Québec[1]	533,9	110,4	207,1	61,9
Région Outaouais	792,6	62,8	190,3	74,9
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	486,3	56,3	77,0	46,6
Région Laval/Lanaudière/ Laurentides	987,3	250,9	315,1	154,7
Région Montérégie[1]	1 171,4	178,6	393,8	129,6
Total secteur Ouest du Québec	**3 971,4**	**658,9**	**1 183,3**	**467,6**
Région et secteur de Montréal	**1 495,8**	**450,1**	**548,7**	**248,4**
Région Bas-Saint-Laurent	316,1	55,9	103,1	30,4
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	248,5	60,1	68,7	36,1
Région Québec et Chaudière-Appalaches	1 210,7	287,2	192,7	132,7
Région Mauricie et Centre-du-Québec[1]	254,3	96,3	92,9	79,6
Région Côte-Nord	341,3	20,8	116,9	48,4
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	158,9	30,3	81,9	9,3
Total secteur Est du Québec	**2 529,8**	**550,6**	**656,2**	**336,6**
Moyenne mensuelle réseau correctionnel du Québec	**7 997,0**	**1 659,6**	**2 388,2**	**1 052,6**

1. L'unité administrative de Granby fait maintenant partie de la région de l'Estrie, alors que ses points de services Saint-Jean-sur-Richelieu et St-Hyacinthe relèvent de la Montérégie. Victoriaville liée au bureau de Drummondville (Estrie) jusqu'en 1996-1997, a été depuis rattachée à Trois-Rivières (Mauricie). On a donc, pour la production, fait le compte par agent et pour la demande, on a réparti proportionnellement les données selon les pourcentages obtenus pour la production, car la répartition par agent était impossible.

Tableau 4.2.3

Évolution du nombre de demandes et de la moyenne mensuelle de dossiers actifs pour l'activité d'intervention *probation avec surveillance*, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
DEMANDE- Demandes de probation avec surveillance					
Région Estrie et Centre-du-Québec[1]	544	505	463	441	444
Région Outaouais	744	778	823	633	685
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	351	381	420	410	493
Région Laval/Lanaudière/ Laurentides	710	673	887	787	812
Région Montérégie[1]	1 206	1 154	1 085	1 142	1 074
Total secteur Ouest du Québec	**3 555**	**3 491**	**3 678**	**3 413**	**3 508**
Région et secteur de Montréal	**980**	**780**	**880**	**805**	**1 215**
Région Bas-Saint-Laurent	274	317	359	258	391
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	332	257	222	177	232
Région Québec et Chaudière-Appalaches	1 137	920	989	1 012	1 157
Région Mauricie et Centre-du-Québec[1]	309	268	267	149	257
Région Côte-Nord	257	267	232	268	265
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	97	123	126	141	137
Total secteur Est du Québec	**2 406**	**2 152**	**2 195**	**2 005**	**2 439**
Demande totale réseau correctionnel du Québec	**6 941**	**6 423**	**6 753**	**6 223**	**7 162**
PRODUCTION- Moyenne mensuelle de dossiers actifs de probation avec surveillance (caseload)					
Région Estrie et Centre-du-Québec[1]	646,9	633,2	588,2	504,8	533,9
Région Outaouais	792,8	894,9	1 060,5	800,4	792,6
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	468,3	498,8	547,5	422,6	486,3
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	911,1	1 010,4	1 088,2	971,7	987,3
Région Montérégie[1]	1 436,0	1 447,6	1 379,5	1 144,5	1 171,4
Total secteur Ouest du Québec	**4 254,9**	**4 484,9**	**4 664,0**	**3 844,0**	**3 971,4**
Région et secteur de Montréal	**1 938,8**	**1 742,3**	**1 692,8**	**1 387,8**	**1 495,8**
Région Bas-Saint-Laurent	339,3	375,3	417,2	321,4	316,1
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	348,1	345,3	317,9	220,1	248,5
Région Québec et Chaudière-Appalaches	1 415,2	1 384,8	1 323,8	1 106,6	1 210,7
Région Mauricie et Centre-du-Québec[1]	367,6	335,9	339,1	243,0	254,3
Région Côte-Nord	385,2	394,0	437,8	323,1	341,3
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	182,8	202,7	181,9	129,3	158,9
Total secteur Est du Québec	**3 038,0**	**3 037,9**	**3 017,8**	**2 343,5**	**2 529,8**
Moyenne mensuelle réseau correctionnel du Québec	**9 231,8**	**9 265,1**	**9 374,5**	**7 575,3**	**7 997,0**

1. L'unité administrative de Granby fait maintenant partie de la région de l'Estrie, alors que ses points de services Saint-Jean-sur-Richelieu et St-Hyacinthe relèvent de la Montérégie. Victoriaville liée au bureau de Drummondville (Estrie) jusqu'en 1996-1997, a été depuis rattachée à Trois-Rivières (Mauricie). On a donc, pour la production, fait le compte par agent et pour la demande, on a réparti proportionnellement les données selon les pourcentages obtenus pour la production, car la répartition par agent était impossible.

Tableau 4.2.4

Évolution du nombre de demandes et de la moyenne mensuelle de dossiers actifs pour l'activité d'intervention *surveillance en libération conditionnelle*, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
DEMANDE- Demandes de surveillance de libération conditionnelle					
Région Estrie et Centre-du-Québec [1]	165	200	160	216	189
Région Outaouais	109	136	152	102	114
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	109	125	169	126	108
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	273	391	374	425	384
Région Montérégie [1]	311	315	300	190	208
Total secteur Ouest du Québec	**967**	**1 167**	**1 155**	**1 059**	**1 003**
Région et secteur de Montréal	**833**	**887**	**1 002**	**897**	**879**
Région Bas-Saint-Laurent	81	86	109	109	91
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	130	142	116	119	87
Région Québec et Chaudière-Appalaches	677	649	692	628	529
Région Mauricie et Centre-du-Québec [1]	243	256	206	203	194
Région Côte-Nord	48	54	71	61	44
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	55	45	67	63	73
Total secteur Est du Québec	**1 234**	**1 232**	**1 261**	**1 183**	**1 018**
Demande totale réseau correctionnel du Québec	**3 034**	**3 286**	**3 418**	**3 139**	**2 900**
PRODUCTION- Moyenne mensuelle de dossiers actifs de surveillance en libération conditionnelle (caseload)					
Région Estrie et Centre-du-Québec [1]	78,4	112,3	105,4	123,6	110,4
Région Outaouais	63,8	85,4	96,6	58,9	62,8
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	54,9	63,1	82,3	60,6	56,3
Région Lava/Lanaudière/ Laurentides	145,8	223,5	223,3	243,3	250,9
Région Montérégie [1]	147,5	177,4	197,6	183,1	178,6
Total secteur Ouest du Québec	**490,4**	**661,8**	**705,0**	**669,5**	**658,9**
Région et secteur de Montréal	**409,3**	**453,8**	**500,7**	**431,4**	**450,1**
Région Bas-Saint-Laurent	37,8	47,7	59,0	51,1	55,9
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	63,5	64,7	77,3	60,0	60,1
Région Québec et Chaudière-Appalaches	291,2	368,5	360,3	314,6	287,2
Région Mauricie et Centre-du-Québec [1]	114,8	144,0	136,1	107,6	96,3
Région Côte-Nord	24,7	32,8	46,0	32,1	20,8
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	32,0	29,0	37,4	28,2	30,3
Total secteur Est du Québec	**564,0**	**686,6**	**716,0**	**593,5**	**550,6**
Moyenne mensuelle réseau correctionnel du Québec	**1 463,6**	**1 802,2**	**1 921,7**	**1 694,4**	**1 659,6**

1. L'unité administrative de Granby fait maintenant partie de la région de l'Estrie, alors que ses points de services Saint-Jean-sur-Richelieu et St-Hyacinthe relèvent de la Montérégie. Victoriaville liée au bureau de Drummondville (Estrie) jusqu'en 1996-1997, a été depuis rattachée à Trois-Rivières (Mauricie). On a donc, pour la production, fait le compte par agent et pour la demande, on a réparti proportionnellement les données selon les pourcentages obtenus pour la production, car la répartition par agent était impossible.

Tableau 4.2.5

Évolution du nombre de demandes et de la moyenne mensuelle de dossiers actifs pour l'activité d'intervention *travaux communautaires*, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
DEMANDE- Demandes de surveillance avec une ordonnance de travaux communautaires					
Région Estrie et Centre-du-Québec [1]	271	311	302	316	314
Région Outaouais	208	221	241	224	239
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	88	106	95	139	181
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	288	330	418	435	544
Région Montérégie [1]	368	463	449	576	585
Total secteur Ouest du Québec	**1 223**	**1 431**	**1 505**	**1 690**	**1 863**
Région et secteur de Montréal	**402**	**448**	**520**	**720**	**895**
Région Bas-Saint-Laurent	157	160	146	147	189
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	142	138	171	118	177
Région Québec et Chaudière-Appalaches	345	326	243	269	427
Région Mauricie et Centre-du-Québec [1]	111	130	126	112	191
Région Côte-Nord	80	106	116	146	162
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	28	64	64	84	127
Total secteur Est du Québec	**863**	**924**	**866**	**876**	**1 273**
Demande totale réseau correctionnel du Québec	**2 488**	**2 803**	**2 891**	**3 286**	**4 031**
PRODUCTION- Moyenne mensuelle de dossiers actifs de surveillance avec ordonnance de travaux communautaires					
Région Estrie et Centre-du-Québec [1]	122,9	156,7	163,0	208,2	207,1
Région Outaouais	118,6	155,2	149,8	175,3	190,3
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	32,5	40,0	35,4	55,9	77,0
Région Laval/Lanaudière/ Laurentides	161,6	174,9	190,8	258,1	315,1
Région Montérégie [1]	166,9	233,2	242,3	357,4	393,8
Total secteur Ouest du Québec	**602,5**	**759,9**	**781,3**	**1 054,9**	**1 183,3**
Région et secteur de Montréal	**227,3**	**268,3**	**321,8**	**410,7**	**548,7**
Région Bas-Saint-Laurent	74,4	88,8	91,6	91,6	103,1
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	56,5	62,0	56,8	55,8	68,7
Région Québec et Chaudière-Appalaches	152,3	160,8	125,9	134,3	192,7
Région Mauricie et Centre-du-Québec [1]	50,1	65,3	68,2	83,0	92,9
Région Côte-Nord	51,8	57,6	85,5	96,8	116,9
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	16,3	27,2	37,8	52,2	81,9
Total secteur Est du Québec	**401,4**	**461,7**	**465,8**	**513,7**	**656,2**
Moyenne mensuelle réseau correctionnel du Québec	**1 231,2**	**1 490,0**	**1 568,8**	**1 979,3**	**2 388,2**

1. L'unité administrative de Granby fait maintenant partie de la région de l'Estrie, alors que ses points de services Saint-Jean-sur-Richelieu et St-Hyacinthe relèvent de la Montérégie. Victoriaville liée au bureau de Drummondville (Estrie) jusqu'en 1996-1997, a été depuis rattachée à Trois-Rivières (Mauricie). On a donc, pour la production, fait le compte par agent et pour la demande, on a réparti proportionnellement les données selon les pourcentages obtenus pour la production, car la répartition par agent était impossible.

Tableau 4.2.6

Évolution du taux de surveillance[1] pour les activités d'intervention *probation avec surveillance*, *surveillance de libération conditionnelle*, *travaux communautaires* et *sursis*[2], selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel (100 000 habitants)

	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
Région Estrie et Centre-du-Québec	181,74	193,32	175,69	171,58	187,31
Région Outaouais	343,18	399,68	426,78	337,89	366,01
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	295,12	319,66	346,56	280,77	346,82
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	118,19	136,65	134,00	131,30	152,23
Région Montérégie	160,76	170,65	158,39	146,69	163,10
Total secteur Ouest du Québec	**174,83**	**193,10**	**188,92**	**171,00**	**192,89**
Région et secteur de Montréal	**145,02**	**138,77**	**139,79**	**123,93**	**152,45**
Région Bas-Saint-Laurent	220,10	249,50	268,89	219,79	239,41
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	163,57	164,92	153,57	114,13	140,45
Région Québec et Chaudière-Appalaches	188,74	194,36	175,73	151,02	177,03
Région Mauricie et Centre-du-Québec	137,75	141,05	134,94	107,67	129,92
Région Côte-Nord	447,25	469,20	534,79	423,72	494,65
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	217,99	244,26	236,87	193,18	258,40
Total secteur Est du Québec	**193,23**	**202,05**	**195,04**	**160,25**	**189,16**
Totale réseau correctionnel du Québec	**172,68**	**181,81**	**178,49**	**156,04**	**181,68**

1. Calculé à partir de la moyenne mensuelle de dossiers actifs.

2. L'ordonnance de sursis a été introduite le 3 septembre 1996; cette nouvelle mesure sentencielle a fait augmenter le taux de surveillance.

Évolution du taux de surveillance pour les activités d'intervention [Probation, libération conditionnelle, travaux communautaires et sursis] (100 000 habitants)

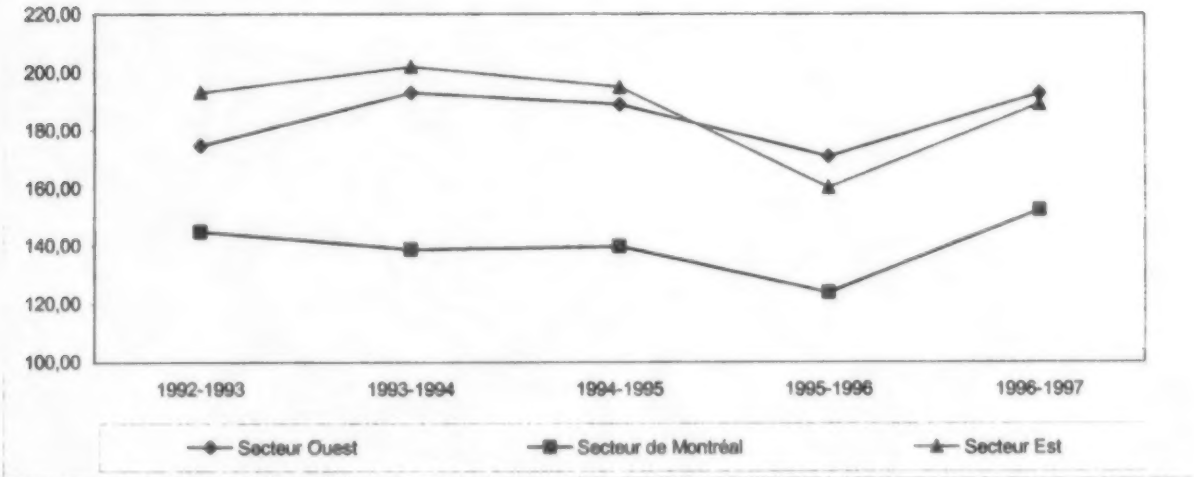
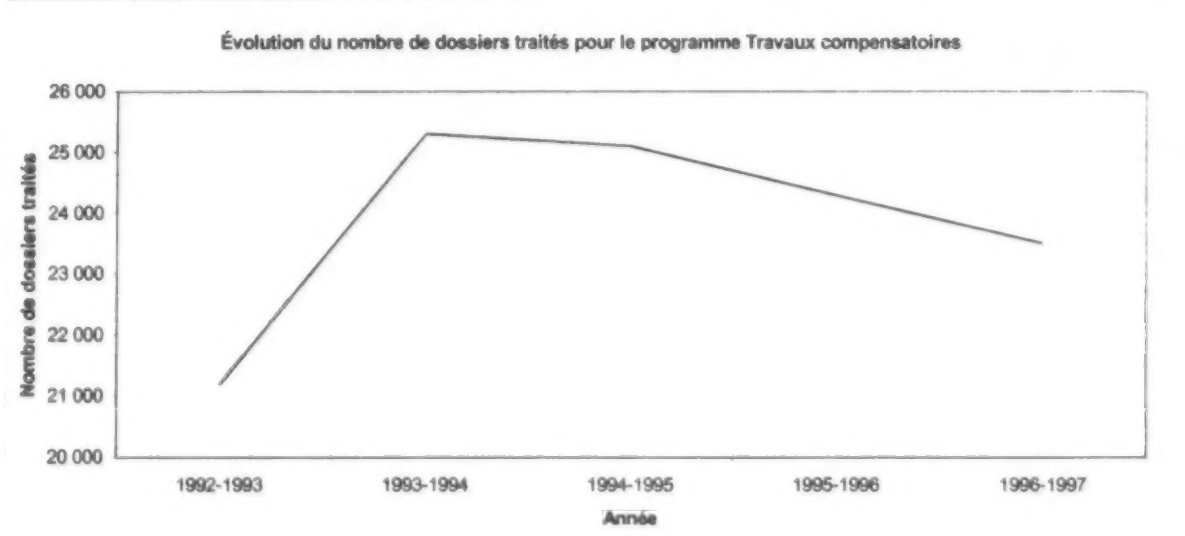


Tableau 4.2.7

Évolution du nombre de dossiers traités pour le programme *travaux compensatoires* selon les organismes de référence

	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
Assoc. canadienne pour la santé mentale	1 000	1 061	1 247	1 366	1 100
Centre d'action bénévole de Sept-Îles inc.	224	337	352	283	240
Centre de bénévolat de la Rive-Sud inc.	2 943	4 108	3 611	3 401	3 400
Centre de bénévolat de Laval inc.	2 800	3 649	3 930	3 779	3 700
Centre de bénévolat de Manicouagan	291	277	377	450	203
Centre de bénévolat du Lac inc.	374	428	403	435	350
Centre ressources jeunesse	805	846	599	706	610
Organisation anti-pauvreté Mauricie inc.	2 285	2 133	2 088	2 010	1 940
Organisation anti-pauvreté Québec inc.	3 563	3 823	3 322	3 489	3 299
Service d'action communautaire Outaouais inc.	1 773	1 600	1 784	2 009	1 593
Service d'aide aux prisonniers de Sherbrooke inc.	1 239	1 339	1 205	1 214	1 339
Unité Domrémy Mont-Joli inc.	511	761	804	750	700
YMCA de Montréal	3 380	4 946	5 377	4 401	5 020
Total	**21 188**	**25 308**	**25 099**	**24 293**	**23 494**



Chapitre 5

Les ressources communautaires

Les ressources communautaires sont des organismes ou des personnes de la communauté qui permettent à la DGSC de remplir une partie de sa mission, qui consiste à favoriser la réinsertion sociale des personnes contrevenantes en collaboration avec des éléments de la communauté.

5.1 – Les ressources spécialisées

Les ressources spécialisées sont des organismes offrant à la DGSC des services spécialisés (de traitement de la santé mentale, de toxicomanie, de déviances sexuelles, etc.) destinés à certaines personnes contrevenantes.

Le nombre de jours de séjour dans les ressources spécialisées a augmenté en 1996-1997
Depuis cinq ans, le nombre total de jours dans les ressources spécialisées ne cesse d 'augmenter. En 1996-1997, il y a eu une augmentation de 8,8 %, les jours de séjours passant de 46 429 à 50 534. Pour les ressources d'hébergement en santé mentale, on constate une hausse de 25,5 %, soit de 17 682 à 22 195, et pour les ressources d'hébergement en toxicomanie, l'augmentation est de 15,2 %, passant de 24 597 à 28 339. Les ressources en toxicomanie représentent 56,1 % des ressources spécialisées tandis que les ressources en santé mentale comptent pour 43,9 %.

5.2 – Les ressources d'hébergement communautaires

Les ressources d'hébergement communautaires permettent à la DGSC d'offrir à la personne contrevenante sous sa responsabilité la possibilité de réintégrer graduellement la société en étant hébergée dans un environnement semi-ouvert. La personne contrevenante peut ainsi profiter du soutien d'une ressource qui, par son programme, répondra à ses besoins en matière de réhabilitation et de réinsertion sociale.

Baisse continue de l'utilisation des ressources d'hébergement communautaires
Le principal indicateur utilisé pour mesurer l'utilisation des ressources d'hébergement est le nombre total de jours de séjour dans ces ressources. En 1996-1997, le nombre de jours de séjour dans les ressources d'hébergement communautaires a diminué de 2,1 %, passant de 140 955 jours en 1995-1996 à 137 939 jours en 1996-1997. Malgré cette baisse généralisée, les centres résidentiels communautaires ont connu une hausse de la demande de services de 3,3 %. Par contre, les centres d'hébergement communautaires ont enregistré une baisse importante de 23,2 %, ainsi que les foyers d'accueil, où le nombre de jours a chuté de 26,6 %.

Le taux d'occupation des ressources d'hébergement communautaires est de 97,4 % en 1996-1997
Le taux d'occupation des ressources d'hébergement communautaires se calcule en divisant la moyenne quotidienne de personnes présentes par le nombre de places quotidiennes prévues au contrat initial. Cette statistique permet de savoir si la prévision du nombre de places en hébergement était juste. Le taux d'occupation, au cours des cinq dernières années, a atteint à son maximum en 1996-1997 avec 97,4 %.

Tableau 5.1.1

Évolution du nombre total de jours de séjour et de la moyenne quotidienne de personnes présentes dans les ressources spécialisées

	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
Nombre total de jours de séjour					
Centre hospitalier de Sherbrooke	2 069	1 589	1 001	1 166	0
Institut Philippe-Pinel	4 208	3 919	3 811	2 984	0
Ressources d'hébergement en santé mentale	8 036	15 652	16 223	17 682	22 195
Ressources d'hébergement en toxicomanie	16 799	19 425	18 857	24 597	28 339
Total	**31 112**	**40 585**	**39 892**	**46 429**	**50 534**
Moyenne quotidienne de personnes présentes					
Centre hospitalier de Sherbrooke	5,7	4,4	2,7	3,2	0,0
Institut Philippe-Pinel	11,5	10,7	10,4	8,2	0,0
Ressources d'hébergement en santé mentale	22,0	42,9	44,4	48,4	60,8
Ressources d'hébergement en toxicomanie	46,0	53,2	51,7	67,4	77,6
Total	**85,2**	**111,2**	**109,3**	**127,2**	**138,4**

Évolution du nombre total de jours de séjour dans les ressources d'hébergement en santé mentale et en toxicomanie

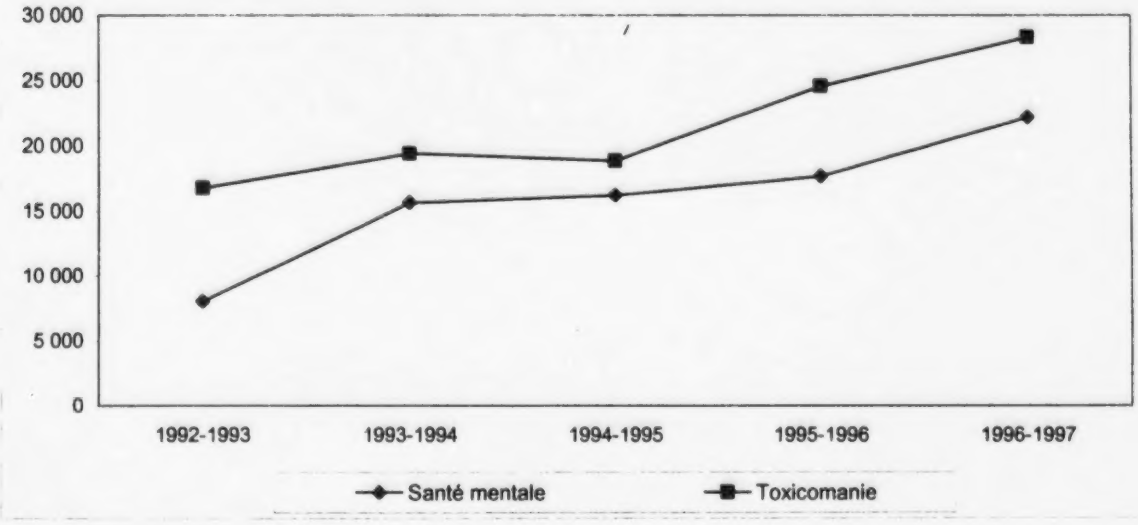


Tableau 5.2.1

Évolution du nombre total de jours de séjour et de la moyenne quotidienne de personnes présentes dans les ressources d'hébergement communautaires selon le type de ressources

	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
Nombre total de jours de séjour					
Centre d'hébergement communautaire	38 003	34 623	32 844	19 316	14 843
Centre résidentiel communautaire	106 265	109 286	105 671	112 996	116 754
Foyer d'accueil	11 437	8 766	10 828	8 643	6 342
Total	**155 705**	**152 675**	**149 343**	**140 955**	**137 939**
Moyenne quotidienne de personnes présentes					
Centre d'hébergement communautaire	104,1	94,9	90,0	52,8	40,7
Centre résidentiel communautaire	291,1	299,4	289,5	308,7	319,9
Foyer d'accueil	31,3	24,0	29,7	23,6	17,4
Total	**426,6**	**418,3**	**409,2**	**385,1**	**377,9**

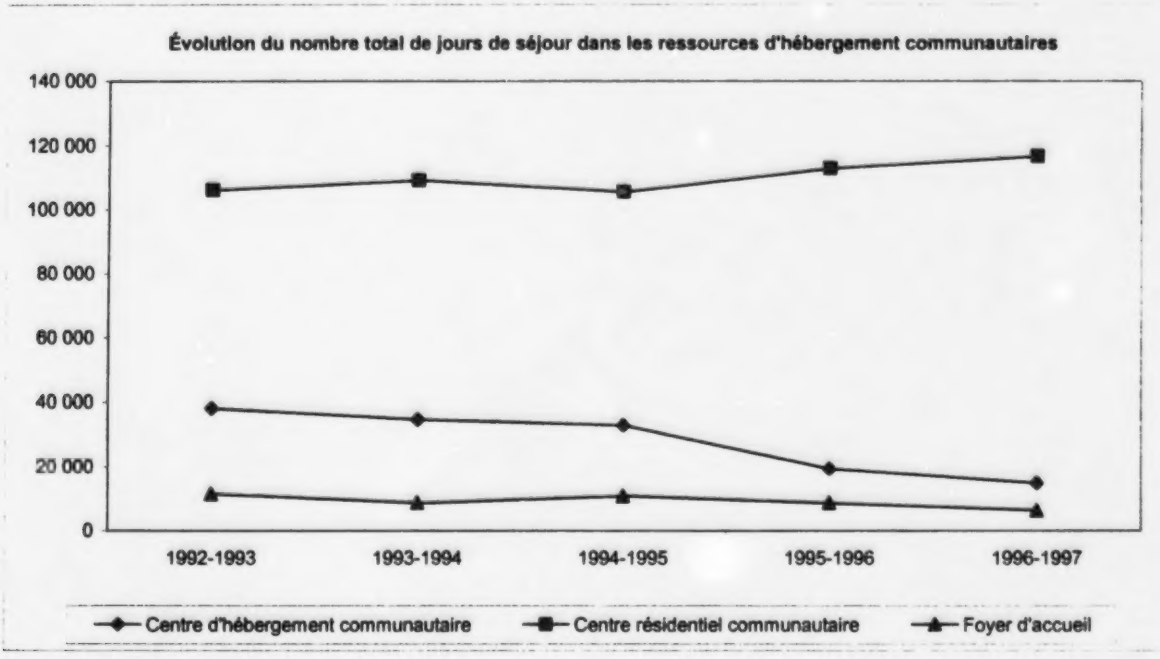


Tableau 5.2.2

Évolution du nombre de places quotidiennes prévues au contrat initial dans les ressources d'hébergement communautaires, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
Nombre de places quotidiennes prévues au contrat initial					
Région Estrie et Centre-du-Québec[1]	25,00	25,00	26,34	26,28	43,30
Région Outaouais	19,00	19,00	18,24	18,19	19,44
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	25,91	25,65	11,55	11,52	23,71
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	37,38	31,75	33,34	33,25	34,55
Région Montérégie[1]	19,95	19,50	20,64	20,58	3,96
Total secteur Ouest du Québec	**127,24**	**120,90**	**110,11**	**109,82**	**124,96**
Région et secteur de Montréal	**171,16**	**161,74**	**182,41**	**137,04**	**114,35**
Région Bas-Saint-Laurent	12,34	12,16	11,52	10,53	11,93
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	29,00	29,00	28,83	27,77	27,98
Région Québec et Chaudière-Appalaches	79,56	86,50	83,80	85,49	75,83
Région Mauricie et Centre-du-Québec	36,22	34,00	32,64	32,55	32,14
Région Côte-Nord	1,18	---	---	---	---
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	3,00	3,00	1,47	1,47	0,96
Total secteur Est du Québec	**161,30**	**164,66**	**158,26**	**157,81**	**148,84**
Totale réseau correctionnel du Québec	**459,70**	**447,30**	**450,78**	**404,67**	**388,15**

1. Modification des données en 1996-1997 pour ces deux régions à la suite d'une restructuration : certaines ressources attribuées à la Montérégie sont maintenant calculées en Estrie.

Tableau 5.2.3

Évolution du nombre total de jours de séjour utilisés dans les ressources d'hébergement communautaires, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
Séjour total					
Région Estrie et Centre-du-Québec[1]	8 426	9 459	9 435	8 951	13 077
Région Outaouais	7 736	6 536	6 826	6 785	7 096
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	9 371	8 674	9 075	8 194	8 335
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	1 925	8 602	10 150	11 133	10 439
Région Montérégie[1]	5 969	6 102	6 517	4 434	316
Total secteur Ouest du Québec	**33 427**	**39 373**	**42 003**	**39 497**	**39 263**
Région et secteur de Montréal	**63 728**	**58 278**	**52 945**	**50 109**	**47 825**
Région Bas-Saint-Laurent	3 205	3 390	3 180	3 415	3 831
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	12 092	10 794	10 294	8 819	9 075
Région Québec et Chaudières-Appalaches	31 034	29 658	29 492	29 541	26 808
Région Mauricie et Centre-du-Québec	12 064	10 701	11 216	9 483	11 123
Région Côte-Nord	5	---	---	---	---
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	150	481	213	91	14
Total secteur Est du Québec	**58 550**	**55 024**	**54 395**	**51 349**	**50 851**
Totale réseau correctionnel du Québec	**155 705**	**152 675**	**149 343**	**140 955**	**137 939**
Moyenne quotidienne de personnes présentes					
Région Estrie et Centre-du-Québec[1]	23,08	25,92	25,85	24,46	35,83
Région Outaouais	21,19	17,91	18,70	18,54	19,44
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	25,67	23,76	24,86	22,39	22,84
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	5,27	23,57	27,81	30,42	28,60
Région Montérégie[1]	16,35	16,72	17,85	12,11	0,87
Total secteur Ouest du Québec	**91,58**	**107,87**	**115,08**	**107,92**	**107,57**
Région et secteur de Montréal	**174,60**	**159,67**	**145,05**	**136,91**	**131,03**
Région Bas-Saint-Laurent	8,78	9,29	8,71	9,33	10,50
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	33,13	29,57	28,20	24,10	24,86
Région Québec et Chaudières-Appalaches	85,02	81,25	80,80	80,71	73,45
Région Mauricie et Centre-du-Québec	33,05	29,32	30,73	25,91	30,47
Région Côte-Nord	0,01	---	---	---	---
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	0,41	1,32	0,58	0,25	0,04
Total secteur Est du Québec	**160,41**	**150,75**	**149,03**	**140,30**	**139,32**
Totale réseau correctionnel du Québec	**426,59**	**418,29**	**409,16**	**385,12**	**377,92**

1. Modification des données en 1996-1997 pour ces deux régions à la suite d'une restructuration : certaines ressources attribuées à la Montérégie sont maintenant calculées en Estrie.

Chapitre 6

Les ressources humaines et financières

La Direction générale des services correctionnels a amorcé en 1995-1996 la réforme de l'organisation correctionnelle au Québec Dans ce contexte, les actions entreprises ont touché de façon importante la structure administrative de l'organisation.

6.1 – Les ressources humaines

La Direction générale des services correctionnels comptait en 1996-1997 huit directions : six directions territoriales et deux directions au siège social soit, la Direction du partenariat et du conseil en services correctionnels et la Direction des services administratifs. À ces huit directions s'ajoutaient le Bureau de la sous-ministre associée et le Centre d'expertise et de coordination en sécurité.

L'effectif a baissé en 1996-1997

En 1993-1994, la DGSC comptait 3 165 personnes à temps complet. Trois ans plus tard, en 1996-1997, ils sont 2 953, ce qui représente une diminution de 6,7 % en quatre ans (tableau 6.1.1) et une baisse de 5,4 % par rapport à 1995-1996. Bien que la structure administrative de la DGSC ait été modifiée, ses activités en 1996-1997 n'ont pas changé. De plus, même si les établissements de détention sont regroupés dans des directions territoriales, ils n'en constituent pas moins un ensemble. En 1996-1997, le nombre de ETC affectés aux centres de détention est de 2 535,2 (tableau 6.1.3) et il est de 285 dans les bureaux de probation (tableau 6.1.3).

Pour sa part, l'effectif au siège social a augmenté (tableau 6.1.2), passant de 125 personnes en 1995-1996 à 133 personnes en 1996-1997, une augmentation de 6,4 % rejoignant presque le maximum de 134 atteint en 1994-1995.

Fluctuations inégales dans le nombre de ETC par catégorie d'emploi

À l'exception de la catégorie «gestionnaire», en baisse constante depuis 1993-1994, toutes les autres catégories d'emploi ont connu des fluctuations particulières. Toutefois, ces variations, sur une période de cinq ans, ne permettent pas de prévoir l'évolution du nombre de ETC, mais nous amènent à conclure que cette statistique est soumise à plusieurs contraintes.

Tableau 6.1.1

Évolution de l'effectif régulier et occasionnel à temps complet autorisé à la Direction générale des services correctionnels selon la catégorie d'emploi

	Agentes et agents des services correctionnels	Personnel de soutien	Personnel professionnel	Gestionnaires	Total
1er avril 1993	1 907	512	347	399	3 165
1er avril 1994	1 709	551	363	374	2 997
1er avril 1995	1 876	536	361	347	3 120
1er avril 1996	1 740	532	358	323	2 953

Tableau 6.1.2

Série chronologique de l'effectif régulier et occasionnel à temps complet au siège social[1] de la Direction générale des services correctionnels

	Effectif à temps complet
1990-1991	102
1991-1992	115
1992-1993	123
1993-1994	122
1994-1995	134
1995-1996	125
1996-1997	133

1. Comprend : le Bureau de la sous-ministre associée, la Direction des services administratifs, le Centre d'expertise et de coordination en sécurité, la Direction du partenariat et du conseil en services correctionnels et les directions teritoriales

Tableau 6.1.3

Effectifs régulier et occasionnel autorisés à la Direction générale des services correctionnels du Québec en 1996-1997

	Détention	Probation	Siège social[1]	Total
Cadres supérieurs	5,0	0,0	10,0	15,0
Cadres intermédiaires	282,0	23,0	3,0	308,0
Professionnels - Agents de probation	0,0	197,0	0,0	197,0
- Autres	97,0	0,0	64,0	161,0
Employés de bureau, techniciens	235,8	65,0	56,0	356,8
Agents des services correctionnels	1 740,0	0,0	0,0	1 740,0
Ouvriers	175,4	0,0	0,0	175,4
Total	**2 535,2**	**285,0**	**133,0**	**2 953,2**

1. Comprend : le Bureau de la sous-ministre associée, la Direction des services administratifs, le Centre d'expertise et de coordination en sécurité, la Direction du partenariat et du conseil en services correctionnels et les directions teritoriales

6.2 – Les ressources financières

Comme pour les ressources humaines, les changements apportés par la restructuration ont d'une façon importante affecté la répartition des ressources financières par unité administrative. En raison de ces changements, seuls les totaux des grandes catégories au plan provincial demeurent comparables.

Baisse des dépenses en 1996-1997
Après avoir augmenté en 1994-1995 et 1995-1996, les dépenses totales à la DGSC ont diminué en 1996-1997. Elles sont passées de 228,1 millions de dollars à 225,3 millions de dollars, soit une légère diminution de 1,2 %.

Le coût moyen par jour des diverses activités de la DGSC est stable ou en légère diminution.
Quelques activités sont demeurées au même coût, comme les foyers d'accueil, les programmes d'encadrement en milieu ouvert et les surveillances de sentence intermittente avec des coûts moyens de 23,08$, 4,93$ et 14,71$ par jour respectivement. Pour les autres activités, on note de légères diminutions dans le coût moyen.

Tableau 6.2.1

Évolution des dépenses à la Direction générale des services correctionnels (en milliers de dollars)

1992-1993	230 770,2
1993-1994	221 522,1
1994-1995	225 104,1
1995-1996	228 085,6
1996-1997	225 251,6

Dépenses à la Direction générale des services correctionnels (en milliers de dollars)

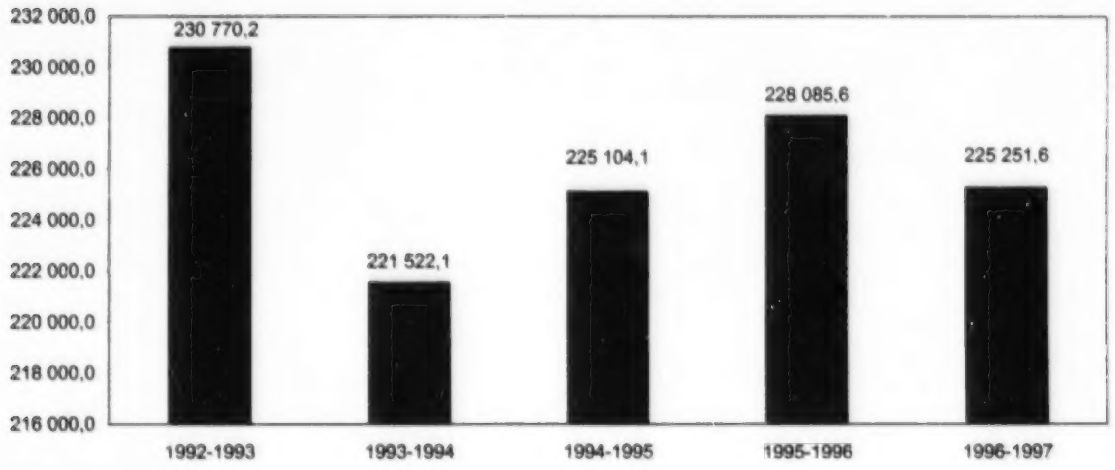


Tableau 6.2.2

Coût moyen par jour des différentes activités offertes ou payées par la Direction générale des services correctionnels (en dollars)

	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
Centre d'hébergement communautaire	41,35	39,85	38,67	36,13	35,32
Centre résidentiel communautaire	61,08	60,81	58,88	57,45	57,41
Établissement de détention [1]	103,41	100,83	144,00	151,00	149,00
Foyer d'accueil	24,21	23,08	23,08	23,08	23,08
Programme d'encadrement en milieu ouvert	4,93	4,93	4,93	4,93	4,93
Ressource d'hébergement en santé mentale	21,07	23,40	23,24	22,34	21,90
Ressource d'hébergement en toxicomanie	13,14	18,67	15,03	16,36	15,45
Surveillance de sentence intermittente	16,07	15,48	15,01	14,71	14,71

1. Depuis 1994-1995, le coût du loyer est inclus dans le coût moyen par jour dans un établissement de détention.

LEXIQUE

Lexique

ABSENCE TEMPORAIRE
Permission accordée à une personne incarcérée dans un établissement de détention de sortir à l'extérieur, pour une période déterminée et à certaines conditions. Il existe trois types d'absence temporaire : celle qui a pour but de favoriser la réinsertion sociale, celle qui est accordée pour des raisons médicales et celle qui est accordée pour des raisons humanitaires.

ADMISSION
Procédure administrative visant à enregistrer une personne dans un établissement de détention en vertu d'un mandat d'incarcération, d'un renvoi sous garde ou d'autres procédés judiciaires qui permettent à un officier de la justice ou à un agent de la paix d'incarcérer une personne. Une personne dont le statut change ou qui est transférée dans un autre établissement de détention ne fait pas l'objet d'une nouvelle admission. Pour une peine de détention, il n'y a qu'une admission.

AGENT DE PROBATION
Professionnel chargé de produire des rapports d'évaluation psychosociale concernant des personnes contrevenantes, de surveiller les personnes sous ordonnance de probation ou de sursis, les personnes en libération conditionnelle, ainsi que de superviser l'exécution des travaux communautaires imposés dans le cadre d'une ordonnance de probation ou de sursis. L'ensemble du travail de l'agent de probation se fait en accord avec la démarche d'intervention *information, aide et conseil.*

AGENT DES SERVICES CORRECTIONNELS (ASC)
Personne travaillant dans les établissements de la Direction générale des services correctionnels, chargée de surveiller les personnes détenues et de leur apporter le soutien adéquat.

ALCOFREIN
Mesure imposée en vertu du Code de la sécurité routière aux conductrices et aux conducteurs qui ont été condamnés une première fois pour conduite avec capacité affaiblie. Cette mesure oblige la personne contrevenante à assister à une session d'information et de sensibilisation d'une durée de trois heures portant, notamment, sur les conséquences de l'alcool au volant, les effets de l'alcool et des autres substances intoxicantes sur la conduite d'un véhicule. Il s'agit d'une condition obligatoire pour recouvrer le permis de conduire. C'est une mesure éducative et de réhabilitation qui vise à responsabiliser l'individu et à prévenir la récidive. Les frais d'inscription sont de 150 $.

AMENDE
Sentence donnée par un tribunal entraînant une peine pécuniaire. À défaut de payer une amende, la personne contrevenante peut être détenue pour la période prévue par la sentence.

AMENDE PERÇUE
Somme d'argent, égale ou inférieure à la sentence d'amende, versée par une personne contrevenante ou un tiers (parent, ami ou autre) afin de réduire partiellement ou d'éliminer en totalité la période d'incarcération découlant du non-paiement de l'amende.

ANTÉCÉDENT CORRECTIONNEL
Condamnation antérieure au présent délit d'une personne contrevenante par un tribunal pénal.

CAPACITÉ DE SUPPORT
Nombre de places que l'établissement de détention possède et qui servent normalement à d'autres fins que la seule garde de la clientèle (par exemple, l'infirmerie).

CAPACITÉ NORMALE
Nombre de places que possède l'établissement de façon courante pour assumer la garde de la clientèle.

CAPACITÉ OCCASIONNELLE
Nombre de places supplémentaires que l'établissement est capable de fournir occasionnellement pour la garde de la clientèle.

CAPACITÉ TOTALE
Somme de la capacité normale, de la capacité de support et de la capacité occasionnelle.

CENTRE D'HÉBERGEMENT COMMUNAUTAIRE (CHC)
Établissement privé, sans but lucratif, offrant avec un encadrement minimal à certaines personnes contrevenantes référées par la DGSC, le logement, la nourriture et certains services ou programmes d'activités susceptibles d'aider une personne dans sa démarche de réinsertion sociale.

CENTRE RÉSIDENTIEL COMMUNAUTAIRE (CRC)
Établissement privé, sans but lucratif, offrant, avec un encadrement soutenu à certaines personnes contrevenantes dirigées par la DGSC, des services d'aide et de soutien sur les plans psychosocial, et socioculturel, le logement, la nourriture et certains services ou programmes d'activités susceptibles de les aider dans leur démarche de réinsertion sociale.

CHANGEMENT DE STATUT
Procédure administrative appliquée dans les établissements de détention pour prendre en compte toute modification dans la situation d'une personne incarcérée. Par exemple, une personne prévenue qui, à la suite d'un procès, est condamnée à une peine de détention, voit son statut changer de «personne prévenue» à «personne condamnée» ; cette procédure permet de suivre l'évolution du dossier d'une personne incarcérée entre le moment de son admission et celui de sa libération.

COMPARUTION
Obligation pour une personne contrevenante de se présenter devant un magistrat (juge, commissaire aux incendies, coroner, etc.) à une date et une heure précises, à la suite d'une ordonnance d'un tribunal, pour une étape de son procès.

CONDAMNATION
Décision prononcée par une autorité ayant pouvoir de juridiction et imposant à une personne contrevenante une peine en raison des actes qui lui sont imputés.

CONDAMNÉ
Voir *personne condamnée*.

CONTREVENANT
Voir *personne contrevenante*.

CQLC
Commission québécoise des libérations conditionnelles.

DACOR
Système informatique de la Direction générale des services correctionnels (**D**ossiers **A**dministratifs **COR**ectionnels).

DÉLIT
Infraction commise en vertu du *Code criminel*, des lois fédérales, des lois provinciales ou des règlements municipaux. Au sens large, action ou omission, définie par la loi pénale et entraînant une certaine peine.

DÉLIT ACCESSOIRE
Voir *délit secondaire.*

DÉLIT PRINCIPAL
Délit lié à une sentence globale en détention ou à une demande de services en probation dont le code de gravité est le plus important.

DÉLIT SECONDAIRE
Délit lié à une sentence globale en détention ou à une demande de services en probation dont l'indice de gravité est de moindre importance que le délit principal.

DÉTENU
Voir *personne incarcérée.*

DGSC
Direction générale des services correctionnels (aussi connue sous le nom de Services correctionnels du Québec).

ENQUÊTE SOCIALE OU COMMUNAUTAIRE
Enquête menée par l'agente ou l'agent de probation sur la situation familiale et sociale d'une personne. Les résultats de cette enquête serviront notamment à la rédaction du rapport présentenciel (enquête sociale) ou du rapport prélibératoire (enquête communautaire) ou encore au transfert du contrevenant d'une autre province.

ÉVALUATION
L'un des grands secteurs d'activité du milieu ouvert. L'évaluation est constituée par l'ensemble des activités des agentes et agents de probation entourant la conception des rapports pour fournir de l'éclairage à la cour (admissibilité aux Travaux communautaires, enquête sociale, rapport régulier, rapport spécifique, rapport supplémentaire et les autres rapports à la cour) ou à la CQLC (enquête communautaire, rapport connu, rapport d'étape et rapport régulier).

EXAMEN PSYCHIATRIQUE
Examen demandé afin de déterminer si une personne accusée, renvoyée pour observation, conformément aux dispositions du *Code criminel*, est apte ou inapte à subir un procès pour cause d'aliénation mentale ou de déterminer si elle était aliénée au moment de l'infraction ou de l'acte criminel dont elle est accusée.

FOYER D'ACCUEIL
Individu ou famille offrant à certaines personnes contrevenantes adultes, référées par la DGSC, logement, nourriture et certains services ou programmes d'activités susceptibles de les aider dans leur démarche de réinsertion sociale.

INFORMATION, AIDE ET CONSEIL (IAC)
Il s'agit d'une démarche d'intervention définie par l'organisation et qui vise à responsabiliser la personne contrevenante et à favoriser sa réinsertion sociale en lui apportant information, aide et conseil, et ce, en privilégiant le recours à des répondants sociaux significatifs.

INSCRIPTION
Procédure administrative visant à enregistrer l'arrivée d'une personne contrevenante dans un établissement de détention à la suite d'une admission ou d'un transfert. Pour une même peine de détention, il peut y avoir plusieurs inscriptions.

INTERVENTION
Un des grands secteurs d'activités du milieu ouvert. L'intervention correspond à l'ensemble des activités nécessitant une interaction entre l'agente ou l'agent de probation (ou une personne déléguée) et la personne contrevenante. Les activités propres au domaine de l'intervention sont : le cautionnement, la libération conditionnelle, la libération de jour, la probation avec surveillance, les sursis et les travaux communautaires.

LIBÉRATION
Mise en liberté d'une personne incarcérée.

LIBÉRATION CONDITIONNELLE
Mesure de mise en liberté permettant à une personne détenue de purger le reste de la peine d'incarcération dans la collectivité (libération anticipée avant l'expiration d'une peine) à certaines conditions déterminées par la CQLC. Sont généralement admissibles à une libération conditionnelle les personnes condamnées à une peine d'emprisonnement de six mois ou plus et qui ont purgé le tiers de leur sentence.

MOTIFS D'ADMISSION
Motif indiquant les raisons pour lesquelles une personne est admise dans un établissement de détention et justifiant son incarcération.

ORDONNANCE DE PROBATION AVEC SURVEILLANCE
L'ordonnance de probation avec surveillance est une peine imposée à un contrevenant qui a été reconnu coupable d'une infraction. Cette peine est noncarcérale, c'est-à-dire que le contrevenant, qui ne représente pas un danger pour la société, peut la purger en demeurant dans la société. Il s'agit toutefois d'une mesure punitive, car pour conserver sa liberté, le contrevenant doit respecter un certain nombre d'obligations qui lui sont imposées par le tribunal, dont celle de se présenter périodiquement à une agente ou un agent de probation.

ORDONNANCE DE SURSIS
La condamnation à l'emprisonnement avec sursis, communément appelé l'ordonnance de sursis, est une peine imposée en vertu du *Code criminel* qui fait en sorte qu'une personne ayant commis des infractions moins graves purgera sa peine d'emprisonnement au sein de la collectivité en étant assujettie à des contrôles stricts. Le juge condamne le contrevenant à l'emprisonnement, mais sursoit à l'exécution de cette peine tant et aussi longtemps qu'il respecte un certain nombre de conditions obligatoires et facultatives imposées par le tribunal.

ORGANISME DE RÉFÉRENCE (PROGRAMME DE TRAVAUX COMPENSATOIRES)
Organisme sans but lucratif sous contrat avec le ministère de la Sécurité publique qui a la responsabilité, sur un territoire donné, de constituer une banque d'organismes communautaires, de diriger toute personne admissible au programme Travaux compensatoires vers un organisme communautaire, d'assurer le contrôle et le suivi de l'exécution des travaux compensatoires et d'en faire rapport au percepteur d'amendes.

PEINE
Sanction infligée à une personne contrevenante par le tribunal, à la suite d'un délit commis et pour lequel elle a été reconnue coupable.

PERSONNE ADMISE
Le terme « personne admise » dans le présent rapport réfère à l'admission d'une personne. Une personne peut être admise plus d'une fois au cours de la même année ; ainsi elle comptera autant de fois comme personne admise qu'il y a eu d'admissions.

PERSONNE CONDAMNÉE
Le terme « personne condamnée » dans le présent rapport réfère à une personne qui a été incarcérée à la suite d'une ou de plusieurs condamnations de la Cour impliquant des peines à être purgées de façon consécutive ou concurrente. Ces peines sont administrées comme une sentence globale par les établissements de détention. Or, une personne peut être condamnée pour d'autres causes au cours de la même année à la suite de sa libération. Elle sera donc comptée, comme personne condamnée, autant de fois qu'il y aura eu des sentences globales la concernant et gérées par les établissements de détention. D'autre part, le contrevenant doit avoir le statut de « condamné » à la date de début de sentence pour compter comme personne condamnée. Or, il y a un certain nombre de cas où le contrevenant conserve son statut de « prévenu » même s'il a été sujet à une condamnation.

PERSONNE CONTREVENANTE
Personne qui a contrevenu à une loi au *Code criminel* ou à d'autres lois fédérales, provinciales ou municipales. Toutefois, dans le chapitre 2 du présent rapport statistique, une personne contrevenante admise en détention ou référée en probation sera comptée autant de fois qu'elle aura été admise ou référée.

PERSONNE INCARCÉRÉE
Personne contrevenante inscrite dans un établissement de détention du Québec soit comme prévenue ou comme condamnée.

PERSONNE PRÉVENUE
Personne incarcérée dans un établissement de détention du Québec soit pour attendre l'issue de la poursuite judiciaire intentée contre elle, soit à la suite d'une demande d'assistance à l'administrateur, soit en attente d'un transfert vers un pénitencier ou pour toute autre raison qui fait qu'une personne ne peut être considérée comme une personne condamnée. C'est l'un des deux statuts possibles d'une personne incarcérée.

POPULATION INSCRITE
Ensemble des personnes contrevenantes inscrites dans les registres des établissements de détention. Cette population comprend toutes les personnes présentes, de même que les personnes à l'extérieur en absence temporaire mais exclut les personnes à l'extérieur sans absence temporaire (condamnées à une sentence discontinue par exemple).

POPULATION MOYENNE QUOTIDIENNE
Nombre moyen de personnes incarcérées présentes chaque jour dans un établissement de détention ; cette population est établie à partir des présences à 23 h 59 dans les établissements de détention.

POPULATION PRÉSENTE
Ensemble des personnes contrevenantes présentes dans les établissements de détention ; cette population comprend toutes les personnes présentes à 23 h 59 lors du relevé quotidien des personnes incarcérées.

POPULATION TOTALE
Ensemble de toutes les personnes contrevenantes sous la surveillance des établissements de détention du Québec. Cette population comprend les personnes présentes, les personnes à l'extérieur en absence temporaire et les personnes à l'extérieur sans absence temporaire.

PRÉVENU
Voir *personne prévenue.*

PROGRAMME D'ENCADREMENT EN MILIEU OUVERT (PEMO)
Les programmes d'encadrement en milieu ouvert sont destinés aux personnes incarcérées qui ont purgé le sixième de leur peine d'emprisonnement, qui répondent aux critères de l'absence temporaire et qui font preuve d'une bonne capacité d'évolution et de prise en charge. Ces programmes ont pour but de permettre aux personnes incarcérées d'amorcer leur réinsertion sociale avec l'aide et l'encadrement d'un intervenant ou d'une intervenante et dans certains cas, de se préparer à l'audience de la Commission québécoise des libérations conditionnelles.

RAPPORT D'ADMISSIBILITÉ AUX TRAVAUX COMMUNAUTAIRES
Rapport rédigé à l'intention du tribunal et qui évalue, à partir de critères établis, l'admissibilité d'une personne contrevenante à l'ordonnance de travaux communautaires.

RAPPORT D'ÉTAPE
Il s'agit d'un rapport écrit, préparé par l'agente ou l'agent de probation, faisant état du cheminement de la personne libérée conditionnellement, des progrès réalisés et des problèmes vécus depuis la précédente audience, ainsi que sa recommandation. Ce rapport est produit pour chaque audience d'étape que tient la CQLC durant la période de libération conditionnelle avec surveillance intensive.

RAPPORT D'ÉVALUATION PRÉLIBÉRATOIRE CONNU
Document du même type que le rapport d'évaluation prélibératoire régulier, avec la particularité qu'il concerne une personne dont le dossier était ouvert au cours de la dernière année.

RAPPORT D'ÉVALUATION PRÉLIBÉRATOIRE RÉGULIER (REP régulier)
Ce rapport est préparé pour la CQLC. Il concerne une personne incarcérée et sert à étudier la pertinence de lui accorder une libération conditionnelle. Il s'agit d'une évaluation psychosociale de la personne contrevenante. Le REP régulier concerne une personne contrevenante inconnue ou dont le dossier est fermé depuis plus d'un an.

RAPPORT PRÉSENTENCIEL
Le rapport présentenciel est un document préparé à la demande du juge par un agent de probation. Il contient des renseignements pertinents sur le contrevenant et sur les circonstances entourant l'infraction pour laquelle il a été reconnu coupable. Ce rapport permet au juge, avant de prononcer la sentence, d'obtenir un ensemble d'informations qui lui seront utiles pour déterminer la peine qui convient le mieux.

RAPPORT RÉGULIER (ÉVALUATION À LA CQLC)
Voir *rapport d'évaluation prélibératoire régulier.*

RAPPORT RÉGULIER (ÉVALUATION À LA COUR)
Voir *rapport présentenciel.*

RAPPORT SUPPLÉMENTAIRE (ÉVALUTION À LA COUR)
Le rapport supplémentaire est produit lorsque la cour désire des renseignements et des explications sur une dimension d'une évaluation présentencielle produite au cours des douze derniers mois.

RÉCIDIVE
État d'une personne qui, ayant fait l'objet d'une condamnation pour une infraction antérieure, commet une nouvelle infraction.

RESSOURCE SPÉCIALISÉE
Organisme du réseau de la santé et des services sociaux fournissant des services spécialisés (particulièrement en santé mentale et en toxicomanie) à la Direction générale des services correctionnels.

SCQ
Voir *DGSC.*

SENTENCE
L'ensemble des peines prononcées par le tribunal et qui sera administré par la DGSC comme une sentence globale en tenant compte du caractère consécutif ou concurrent de chaque peine.

STATUT
Situation actuelle d'une personne contrevenante en détention entre son admission et sa libération, et indiquant si la personne est condamnée ou prévenue.

SURVEILLANCE DE LIBÉRATION CONDITIONNELLE
Les agentes et les agents de probation ont la tâche de surveiller les personnes en libération conditionnelle. Leur rôle consiste à effectuer le suivi de la libération en s'assurant du respect des conditions imposées, du maintien de la sécurité publique, tout en favorisant la réinsertion sociale de la personne contrevenante en lui donnant de l'information, de l'aide et des conseils.

SURVEILLANCE DE LIBÉRATION DE JOUR
Encadrement et information, aide et conseils fournis par l'agente ou l'agent de probation à la personne contrevenante alors qu'elle bénéficie d'une libération conditionnelle de jour. Cette dernière correspond à un régime de semi-liberté à l'intérieur duquel la personne contrevenante réintègre habituellement un centre de détention ou un CRC chaque soir, à moins d'une autorisation écrite contraire. Ce régime de libération conditionnelle vise à préparer la personne contrevenante à la libération conditionnelle complète.

SURVEILLANCE DE PROBATION
L'agent de probation explique à la personne en probation la nature de l'ordonnance de probation avec surveillance, il l'informe des obligations qui y sont rattachées et de ses droits en regard de cette ordonnance. Il est également disponible pour l'aider, l'informer, le conseiller et l'appuyer dans ses démarches en vue de sa réinsertion sociale. De plus, l'agent de probation est responsable de l'application juridique de l'ordonnance de probation. S'il y a manquement à une obligation ou si le contrevenant commet une nouvelle infraction, l'agent de probation en informe le substitut du Procureur général (procureur de la Couronne).

SURVEILLANCE DE SURSIS
L'agent de surveillance assure la gestion de l'ordonnance et vérifie si le contrevenant respecte les conditions imposées. Il élabore un plan d'intervention personnalisé précisant le type et le niveau des mesures d'encadrement et d'accompagnement dont le contrevenant bénéficie, afin de prévenir la récidive et de favoriser la réinsertion sociale. Il suscite et appuie la participation d'intervenants de la communauté susceptibles de contribuer à la réinsertion de contrevenant dans son milieu. Il peut demander au tribunal de modifier les conditions facultatives de l'ordonnance, s'il estime que l'évolution des circonstances le justifie. Toutefois, s'il y a manquement aux conditions, l'agent de surveillance rédige, à l'intention du tribunal, un rapport écrit et collabore aux procédures judiciaires.

SURVEILLANCE EN CAUTIONNEMENT
C'est l'encadrement et l'information, l'aide et les conseils fournis par l'agente ou l'agent de probation, à la demande du tribunal, à une personne faisant l'objet d'une poursuite criminelle lorsqu'elle bénéficie d'une mise en liberté provisoire. Ce service vise à s'assurer du respect des conditions fixées par le tribunal et à fournir l'assistance appropriée à la personne accusée, à sa demande.

TAUX D'INCARCÉRATION
C'est le rapport du nombre de personnes détenues sur un territoire, au nombre total de personnes vivant sur ce territoire.

TRANSFERT
Désigne le déplacement d'une personne (en détention) ou d'une personne (en probation) sous la responsabilité de la Direction générale des services correctionnels, d'un centre de détention à un autre ou d'un point de service à un autre, pour faciliter la prestation de services de la DGSC.

TRAVAUX COMMUNAUTAIRES

Condition facultative imposée par le tribunal dans le cadre d'une ordonnance de probation ou une ordonnance de sursis. Elle oblige le contrevenant à effectuer des travaux nonrémunérés pour le compte d'un organisme communautaire sans but lucratif. Ces travaux sont exécutés sous la supervision d'un agent de probation.

TRAVAUX COMPENSATOIRES

Le programme de travaux compensatoires est une mesure alternative à l'incarcération, qui s'adresse aux personnes démunies financièrement et incapables d'acquitter leur amende pour une infraction à une loi ou un règlement provincial ou municipal. Ce sont des heures de travail non rémunérées qu'un citoyen accepte volontairement d'exécuter au profit d'un organisme sans but lucratif. Ce programme existe depuis le 1er avril 1983.